DESTINATAIRE	RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION
SELARU DE KEATING Identité (Prénom et NOM) ou raison sociale	Numéro de l'envol: 1A 206 363 6801 5
Maitro Christian HART DE KEATING	
Mandataire Tydiciaire	7
1-3, Boulevara Jean Jaines	DUSJOURNE TENS THE FURION J. BNP LEASED SELTE
95 300 FON TO SE Commune	
Présenté / Avisé le : / / Signification de la companyation de la compa	Appulyez fortement  ENTRUTH CCRECKA TE I BNP LEASE  Identité (Prénom et NOrt) ou raison sociale
Je soussigné(e) déclare être signature	ROLL EXPEDITE BOX 1
☐ Le destinataire (précisez Prénum et Núlf) ☐ Le mandataire et mandataire	No. 97 Allio Alorcindio Borodino CT70800
CNI / permis de conduire Signature fracteur "	Libellé de la voie
Autre:	Printing - Corporated and the second of the
	itilisez ugigüement un STYLO À BILLE en appuyant fontement.
Date: Prix: CRBT:	Pensez également à la <b>Lettre recommandée en ligne</b> Consultez <u>www.laposte</u> .tr
Niveau de garantie (valeur au dos): R1 R2 R3	LETRI PAPER Professional discarding

Caurier or rectification



Nos références 2118300254 Références client A1G78374 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Mandataire Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 16/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la SA BNP PARIBAS LEASE GROUPE sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 632 017 513 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 25 mai 2020, notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location financière d'un montant de 7.500,00 € HT remboursable en 21 échéances de 543,09 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance rectificative à titre chirographaire pour montant de 6.004,50 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 86 16 57 frbnplease@intrum.com

### Matériel propriété de BNP PARIBAS LEASE GROUP :

### 1 CANON DXC 3720i

- Chargeur de documents automatique 2 passes
- 2 magasins papiers de 550 feuilles
- Meuble de support

S/N 202002053

## 1 TASKALFA 2552 CI

- Chargeur de documents automatique 2 passes
- 2 magasins papiers de 500 feuilles
- Meuble de support

S/N W2W7828888

## **CONTRAT DE LOCATION**

N° de contrat : A1G78374

<b>ENTRE</b>	LES	SOL	JSSI	<b>GNES</b>	:

BNP PARIBAS	LEASE GROUP, SA au capital de	285 079 248 EUR - N° 632 017 513	3, RCS <b>NANTERR</b> E dont le siège social e	st 12 RUE DU PORT, 92000
NANTERRE (	ri-anrès désigné " le hailleur " et			

NANTERRE, ci-après désigné " le bailleur ", et					
LE LOCATAIRE :					
Dénomination sociale ou Nom, P	rénoms	FUZION ENERGY			
N° Siret : 392585444 00053		Nom de jeune fille :			
Né(e) le	à	(Dépt.) :			
Adresse : 5 RUE DES ENTREPRE	NEURS,	ZI DES AMANDIERS			
Code Postal : <b>78420</b>	Ville : C	ARRIERES SUR SEINE			
	II est éta	abli un contrat de location aux			

conditions générales et aux conditions particulières ci-après :

Tél:

### CONDITIONS PARTICULIERES

## LE FOURNISSEUR:

(Nom et adresse du fournisseur)

Le locataire s'engage irrévocablement à prendre en location l'/les équipement(s) ci-dessous, commandé(s) auprès du fournisseur ci-contre:

**EDM OFFICE 5 RUE EUGENE DUPUIS** 

94000 CRETEIL

# DÉSIGNATION DE L'/DES ÉQUIPEMENT(S) LOUÉ(S) :

QUANTITE

MARQUE

MODELE

SERIE

COPIEUR MULTIFONCTION

CANON

CANON DXC C3720i A4/A3

Lieu d'utilisation de l'/des équipement(s): 5 RUE DES ENTREPRENEURS ZI DES AMANDIERS 78420 CARRIERES SUR SEINE

# PRESTATIONS FACTURÉES POUR COMPTE:

0,00 € H.T.

### **CONDITIONS FINANCIÈRES:**

DURÉE IRRÉVOCABLE: 63 MOIS PÉRIODICITÉ DES LOYERS : ☐ MENSUELLE ☐ TRIMESTRIELLE ☐ AUTRES Loyers H.T. y compris option(s) choisie(s) et hors forfait Nombre

20

Montant en €

Trimestrielle Trimestrielle 414,00 € 414,00 €

TERME: ☐ A ECHOIR ☐ ECHU

**OPTIONS FACULTATIVES:** Prestation de couverture dommages matériel : Reconnaissant avoir reçu un résumé, le

Caution(s): (dénomination sociale ou nom, prénoms suivi s'il y a lieu du nom d'usage).

locataire sollicite le bénéfice de la prestation de couverture dommages matériel ci-après : INDICIAL BLEU TOTAL Assurance à la personne : Reconnaissant avoir reçu une notice d'information, le locataire demande à adhérer à : INDICIAL JAUNE TOTAL  $\square$ 

La périodicité, le terme et les options facultatives peuvent être indifféremment indiqués cidessus ou édités ci-dessous. En cas de contradiction, seuls ceux édités ci-dessous prévalent. Le premier loyer sera exigible le jour du commencement de la location déterminé selon les conditions générales du contrat.

Terme

: A échoir

Périodicité du contrat : Trimestrielle

### **CONDITIONS GENERALES**

Article préliminaire: L'équipement objet du présent contrat peut se composer indifféremment de matériels, d'exemplaires de logiciels ou encore de matériels et d'exemplaires de logiciels. Les dispositions du présent contrat spécifiques à ces matériels et exemplaires de logiciels trouveront en conséquence à s'appliquer le cas échéant.

Logiciel(s): Dans les présentes il sera utilisé le terme «logiciel(s)» pour désigner les exemplaires de logiciels précités, sauf à ce que le sens de la phrase ne conduise à devoir retenir une définition différente. Le bailleur détient les droits sur le(les) logiciel(s) à la seule fin de le(les) mettre à disposition du locataire dans les limites et conditions d'utilisation fixées dans le cadre de la (des) licence(s) dont le locataire a pris connaissance et qu'il a approuvé. Leur restitution au terme du contrat implique que le locataire s'engage à ne plus utiliser les logiciels et détruise et/ou efface de ses bibliothèques ou dispositifs de stockage informatique toutes copies des logiciels autorisées. Le locataire doit veiller à ce qu'au jour de la restitution tous mots de passe, logos, données personnelles et professionnelles soient enlevés.

Mandat: Le locataire en qualité de mandataire du bailleur prend notamment livraison de l'équipement, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités pécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes. Gardien détenteur responsable: Le locataire en cette qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement de l'équipement et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au bailleur. A ce titre, le locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique de l'équipement, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au bailleur. A défaut le locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant et dédommagera le bailleur pour la perte subie par le paiement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation

# Art. 1 - CONCLUSION DU CONTRAT - OBJET :

1.1 A la demande du locataire, le bailleur acquiert un équipement, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

1.2 En cas de processus de signature électronique du locataire, l'acceptation du bailleur est matérialisée par la mise à disposition du présent contrat pour signature par le locataire. Le contrat est réputé conclu à compter de sa signature par le locataire. L'exécution du contrat est subordonnée à un accord de financement définitif délivré par le bailleur au regard de sa politique d'octroi, la réception de l'ensemble des éléments constitutifs du dossier et ne pourra avoir lieu en cas de survenance d'un évènement décrit au 8.2 (vi). Le locataire sera informé par tous moyens en cas de caducité du contrat résultant d'un des évènements ci-dessus. En cas de processus de signature manuscrite préalable du locataire, sous réserve d'un accord de financement définité délivré par le bailleur au regard de sa politique d'octroi, le contrat sera conclu à compter de la signature d'un exemplaire du contrat par le bailleur. Le contrat ne sera pas exécuté par le bailleur s'il apparait entre la signature du contrat et le moment de mettre en loyer le contrat, des éléments de nature à modifier la situation analysée et donc l'acceptation du dossier.

situation analysée et donc l'acceptation du dossier.

Art. 2 - CÓMMANDE: Le locataire reconnaît avoir choisi librement l'équipement qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garanties conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus de l'équipement, il en assure

l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS: En exécution de son mandat le locataire doit prendre livraison d'un équipement conforme et en parfait état, matérialisé par remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du bailleur (sur laquelle le locataire doit porter la mention suivante datée et signée : " bon pour paiement. Equipement accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison] ") ou de tout autre support convenu avec le bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au locataire, La location prend effet à compter de la date de livraison de l'équipement. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux conditions particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le bailleur en informera le locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés pour une livraison le 1er du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux conditions particulières débutent le 1er jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui suit la livraison. Entre la date de loyers et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le locataire refuse la livraison de l'équipement ou s'il l'équipement n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement de l'équipement, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver l'équipement. Dans le cas de refus de prendre livraison de l'équipement, de défaut livraison à la date convenue, ou si le bailleur invoque la péremption de la commande, le locataire

fait son affaire de la restitution au bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le locataire, au taux de référence. Le locataire garantit le bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE: Le locataire doit informer le bailleur du

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIÈTE: Le locataire doit informer le bailleur dieu d'installation de l'équipement. Sauf accord du bailleur, le locataire s'interdit de transporter l'équipement hors de France et doit obtenir l'autorisation du bailleur pour un déplacement dans un département ou territoire d'Outre-Mer. Le locataire ne peut pas sans l'accord écrit du bailleur, donner en location tout ou partie de l'équipement, céder, concéder ou apporter le droit au contrait ou remettre tout ou partie de l'équipement à un tiers. Si le local dans lequel est tenu de notifier au propriétaire que l'équipement appartient au bailleur. De même le locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire de l'équipement, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du bailleur et/ou du propriétaire des droits d'auteur des logiciels. Le locataire doit conserver l'équipement libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le locataire doit en aviser immédiatement le bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du bailleur. Toutes pièces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire à l'équipement, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du bailleur. A ce titre, le locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du bailleur concernant toutes pièces ou éléments de l'équipement qui viennent en remplacement de ceux existants.

éléments de l'équipement qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN: Le locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait de l'équipement loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le paiement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention et à l'utilisation de l'équipement. Pendant toute la durée de la location, le locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations de l'équipement loué de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection de l'équipement et vérification de son fonctionnement.

Art. 6 - GARANTIE DE L'ÉQUIPEMENT - RECOURS : Le locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-àvis du constructeur ou du fournisseur de l'équipement, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelles ainsi que le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le bailleur à la cause. De par son mandat, le locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant l'équipement ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente et/ou de la (des) licence(s) afférente(s) au(x) logiciel(s) objet du contrat, lequel sera résilié à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le bailleur, le solde étant conservé par le locataire sous déduction des coûts majoré de 10 %, supportés par le bailleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES: Dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci, le locataire (i) est responsable des dommages causés par l'équipement et (ii) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (I) sa responsabilité civile ainsi que celle du bailleur et (II) les risques de dommages ou de vol subis par les équipements loués avec une clause de délégation d'indemnités au profit du bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. A défaut d'avoir adressé dans les huit jours de la livraison la justification des assurances directement souscrites ou celle de la couverture dommages matériel proposée par le bailleur, le locataire demande au bailleur le bénéfice de la prestation de couverture dommages matériel « Bleu Total » dont un résumé est joint au dossier de financement remis et disponible au Service Qualité\*. Si le bénéfice de la couverture lui est accordé, le locataire en sera informé par tout moyen. Il pourra renoncer au bénéfice de celle-ci jusqu'au trentième jour suivant le règlement du premier loyer, par LRAR accompagnée de tout document attestant de l'assurance de l'équipement, les sommes échues restant dues. Le locataire doit informer sans délai le bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou devol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié. Le locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article traitant de la résiliation et exigible cette date, actualisée au taux de référence pour la perte de l'équipement et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte de l'équipement et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le locataire est tenu de parfaire la remise en état complète de l'équipement à ses frais.

Art. 8 - RESILIATION :

8.1 Le locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) nonrespect par le bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement ; (iii) sinistre total de l'équipement.

8.2 Le bailleur peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournies; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la présent de l'article traitant de la présent de l'équipement; (iii) sinistre total de

Paraphes

28-05-2020 KARIM HASSAIN Gérant





Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: 6B686DE1D6004C8A86368422A02BAFED

Objet: Signature électronique de votre demande de financement : A1G78374

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 4

Signatures: 2

Nombre de pages du certificat: 2

Paraphe: 2

Signature dirigée: Activé

Horodatage de l'enveloppe: Activé

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

État: Complétée

Émetteur de l'enveloppe:

Noreply France Account

8 rue du Port Nanterre, Fr 92000

Noreply\_ESIGNATUREFRANCEPRODUCTION@fin

easy.com

Horodatage

Adresse IP: 159.50.252.31

Envoyée: 28/05/2020 09:46:07

Signée: 28/05/2020 15:54:04

Consultée: 28/05/2020 10:35:38

Suivi du dossier

État: Original

28/05/2020 09:46:02

Titulaire: Noreply France Account

Lieu: DocuSign

Noreply\_ESIGNATUREFRANCEPRODUCT

ION@fineasy.com

Événements de signataire

KARIM HASSAIN

idrissiben@fuzionenergy.fr

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Détails du fournisseur de signature:

Type de signature: DocuSign Protect & Sign

DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E)

Emetteur de la signature: DocuSign Cloud

Signing CA - SI1

(Client ID:

Signature

EARIM HASSAIN

7977D3FDD0064FA

Sélection d'une signature : Style présélectionné

En utilisant l'adresse IP: 92.169.173.140

Localisation du fournisseur de signature: https://ps-w s.dsf.docusign.net/ds-server/s/noauth/psm/tsp/sign

Authentification: SMS (+33637829530)

Événements de livraison à l'éditeur

Événements de livraison à l'agent

Événements de livraison certifiée

Événements de copie carbone.

Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Evénements de signataire en personne Signature

État

État

Événements de livraison intermédiaire État

État

Copié

État

Horodatage

Horodatage

Horodatage

Horodatage

Horodatage

Horodatage

Envoyée: 28/05/2020 09:46:07

EDM OFFICE A1G78374

yzarka@edmoffice.com

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Détalls du fournisseur de signature:

Type de signature: DS EU Advanced

Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

# Événements de copie carbone

Etat

Horodatage

box TS

Copié

Envoyée: 28/05/2020 15:54:04

docusign.rpa@bnpparibas.com

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Détails du fournisseur de signature:

Type de signature: DS EU Advanced

Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de témoins	Signature	Horodatage
Événements notariaux	Signature	Horodatage
Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	28/05/2020 15:54:04
Remise certifiée	Sécurité vérifiée	28/05/2020 15:54:04
Signature complétée	Sécurité vérifiée	28/05/2020 15:54:04
Complétée	Sécurité vérifiée	28/05/2020 15:54:04
Événements de palement	État	Horodatages

# **AVIS DE LIVRAISON**

OPERATION de FINANCEMENT : CREDIT BAIL:

**LOCATION:** 

LOA Sect. Public :

### **BAILLEUR:**

BNP PARIBAS LEASE GROUPE - 12 RUE DU PORT 92000 NANTERRE

# **MATERIEL PROFESSIONNEL FINANCE:**

Nature: PHOTOCOPIEUR	
Marque: CANON/KYOCERA  Descriptif: Quantité	Modèle Type
Quantite1	CANON IR ADV C3520i
1	KYOCERA TASKALFA 2552CI
FOURNISSEUR: EDM OFFICE - 5 RUE EUGENE DUPUI	IS 94000 CRETEIL
Date de Livraison : .25/05/2020	
OCATAIRE :	

# LO

Dénomination sociale ou nom, : FUZION ENERGY prénoms : ..... Siren: 392585444..... Forme juridique: ..... Adresse: 5 RUE DES ENTREPRENEURS Code Postal 78420 ville : CARRIERES SUR SEINE

A sa demande et sous son entière responsabilité le fournisseur déclare que le Bon de Livraison vaut en tant que procès-verbal de livraison. Ce document a pour but de constater l'accord et l'absence de réserve du locataire en ce qui concerne a livraison du matériel et la mise en loyer à la date de livraison.

Pour le dossier visé ci dessus, le fournisseur certifie :

- -qu'il a livré, à la date de livraison qu'il a indiqué ci-dessus, le matériel sus -visé , en bon état de marche, sans vice ni défaut apparent, conforme à la commande passée à cet effet
- -que le matériel est conforme aux prescriptions en vigueur relatives notamment à la sécurité, l'hygiène et
- -qu'il a été accepté par le locataire sans restriction ni réserve
- -qu'il a fait régulariser, en bonne et due forme, par le locataire le Bon de Livraison dont il s'engage à première demande du bailleur à lui en remettre une copie
- Le fournisseur demande donc au bailleur de mettre en loyer le contrat de location à compter de la date de livraison sus - visée.

En conséquence le fournisseur confirme faire son affaire personnelle, à ses seuls frais, risques et périls, de tout incident ou litige pouvant résulter de sa demande et de ses déclarations. A défaut d'accord avec le locataire, la vente est résiliée de plein droit et le fournisseur rembourse à première demande du bailleur, le prix d'acquisition du matériel que ce dernier lui avait versé. Cette somme sera entre la date de versement du prix d'acquisition par le bailleur et la date de remboursement effective par le fournisseur productive d'un intérêt calculé au taux d'intérêt légal plus 3 points. Le fournisseur devra également rembourser au bailleur les éventuelles sommes ou frais que ce dernier aurait réglé.

Date:

LE FOURNISSEUR (cachet et signature):

SARL EDM OFFICE au capital de 26 000€ 5 Rue Eugène Dupais 94000 CRETEIL -mail: coract@edmoffice.com SIFEt: 822 500 849 000 10 - APE: 4651Z N° TVA INTRA FR69 822500849



FACTURE N°	3053
N° client	789

### **BNP PARIBAS LEASE GROUP**

12 RUE DU PORT

92000 NANTERRE

Date	06/05/2020
Echéance	06/05/2020
Mode de réglement	A réception de facture

DESIGNATION	QTE	PX UNIT.	MONTANT H.T.
CANON DXC 3720i - Chargeur de documents automatique 2 Passes - 2 Magasins papiers de 550 feuilles - Meuble de support	1,0	4 293,48	4 293,48
S/N 202002053		77	111111111111111111111111111111111111111
TASKALFA 2552CI - Chargeur de document 2 Passes - 2 Magasins papiers 500 feuilles - Meuble de support	1,0	3 206,52	3 206,52
S/N W2W7828888			And the second of the second o
CLIENT FUZION ENERGY DEMANDE N° A1G78374			

Adresse mail: jerome.stoll@bnpparibas.com

7 500,00 € 1 500,00 € 9 000,00 € 9 000,00 €

NET A PAYER

0,00 €

NOTRE DOMICILIATION: BNPPARB CRETEIL VILLAGE

C/Banque	C/Guichet	Nº Compte	C/Rib
30004	00955	00010149646	29
IBAN :	FR7630004009	550001014964629	
BIC:	BNPFRPPXXX		

Toute réclamation relative aux factures doit être portée à la connaissance de EDM OFFICE dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas de non paiement total ou partiel à l'échéance, des pénalités de retard correspondant à une endemnité de retard au taux d'intérêt de 1,5% du solde impayé par mois seront appliquées.

Tva 20%



HORS TAXE

ACOMPTE

## Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 16/03/2023

Client: FUZION ENERGY

Contrat: A1G78374

N° 13867500

Location portant sur : COPIEUR MULTIFONCTION

Dates	Libellés		Débit		Crédit	
			HT	TTC	HŢ	TTC
	I/ LOYERS	IMPAYES				•
		TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,0
	:	TOTAL SOLDE DÛ	0,00	0,00	0,00	0,0
		Dont TVA		0,00		0,0
	II/ INDEMNITE D	E RESILIATION				
10/03/23	Indemnité réparatrice		3.726,00	4.471,20		
10/03/23	Pénalité		372,60	447,12		
		TOTAUX	4.098,60	4.918,32	0,00	0,0
		SOLDE	4.098,60	4.918,32		
		Dont TVA		819,72		0,0
		III/ ARRETE DE COMF	PTE au 16/03/2023	}		
	I/ Au titre des lo	yers impayés	0,00	0,00	0,00	0,00
	II/ Au titre de l'indem	nité de rés[llation	4.098,60	4.918,32		
					i	
		TOTAUX	4.098,60	4.918,32	0,00	0,0
		TOTAL SOLDE DÛ	4.098,60	4.918,32		0,00
		Dont TVA		819,72		0,00

"Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

Isabelle Loc

# Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: FUZION ENERGY

N° 13867500

Contrat: A1G78374

Location portant sur :

COPIEUR MULTIFONCTION

D-1	Débit		Crédit		
Dates	Libellés	HT	TTC	HT	TTC
	LOYERS IMPAYES				
25/11/22	1 trimestriel(s) de 533,52 EUR TTC ( soit 444,60 HT )	444,60	533,52		
25/11/22	Pack Services Simplifiés	7,97	9,57		
27/02/23	1 trimestriel(s) de 533,52 EUR TTC ( soit 444,60 HT )	444,60	533,52		
27/02/23	Pack Services Simplifiés	7,97	9,57		
	TOTAUX	905,14	1.086,18	0,00	0,0
	TOTAL SOLDE DÛ	905,14	1.086,18	0,00	0,0
	Dont TVA		181,04		0,0

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"



Nos références 2118300252 Références client A1G50903 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Mandataire Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la SA BNP PARIBAS LEASE GROUPE sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 632 017 513 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 16 mars 2020, notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location financière d'un montant de 4.293,48 € HT remboursable en 21 échéances de 316,07 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance rectificative à titre chirographaire pour montant de 3.447,70 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 80 16 57 frbnplease@intrum.com

# Matériel propriété de BNP PARIBAS LEASE GROUP :

1 CANON IR ADV C3520i

- Chargeur de document automatique 2 passes
- 2 magasins papiers 550 feuilles
- Meuble de support
- Wifi

S/N 2F0028

### **CONTRAT DE LOCATION**

N° de contrat : A1G50903

**ENTRE LES SOUSSIGNES:** 

BNP PARIBAS LEASE GROUP, SA au capital de 285 079 248 EUR - N° 632 017 513, RCS NANTERRE dont le siège social est 12 RUE DU PORT, 92000 NANTERRE, ci-après désigné " le bailleur ", et

LE LOCATAIRE:

Dénomination sociale ou Nom, Prénoms

FUZION ENERGY

N° Siret: 392585444 00053

Nom de jeune fille :

Né(e) le

(Dépt.):

Adresse: 5 RUE DES ENTREPRENEURS, ZI DES AMANDIERS

Code Postal: 78420

Ville: CARRIERES SUR SEINE

Il est établi un contrat de location aux conditions générales et aux conditions particulières ci-après :

CONDITIONS PARTICULIERES

LE FOURNISSEUR:

(Nom et adresse du fournisseur)

Le locataire s'engage irrévocablement à prendre en location l'/les équipement(s) ci-dessous, commandé(s) auprès du fournisseur ci-contre :

**EDM OFFICE** 

**5 RUE EUGENE DUPUIS** 

94000 CRETEIL

# DÉSIGNATION DE L'/DES ÉQUIPEMENT(S) LOUÉ(S) :

QUANTITE

MARQUE

MODELE

SERIE

**COPIEUR MULTIFONCTION** 1

CANON

CANON IR ADV C3520i A4/A3

Lieu d'utilisation de l'/des équipement(s): 5 RUE DES ENTREPRENEURS ZI DES AMANDIERS 78420 CARRIERES SUR SEINE

### PRESTATIONS FACTURÉES POUR COMPTE :

0,00 € H.T.

### **CONDITIONS FINANCIÈRES:**

DURÉE IRRÉVOCABLE : 63 MOIS

PÉRIODICITÉ DES LOYERS :

☐ MENSUELLE ☐ TRIMESTRIELLE ☐ AUTRES

Nombre

Montant en €

1

TERME: A ECHOIR ECHU **OPTIONS FACULTATIVES:** 

Trimestrielle

Prestation de couverture dommages matériel : Reconnaissant avoir reçu un résumé, le locataire sollicite le bénéfice de la prestation de couverture dommages matériel ci-après :

Assurance à la personne : Reconnaissant avoir reçu une notice d'information, le locataire

demande à adhérer à : INDICIAL JAUNE TOTAL

La périodicité, le terme et les options facultatives peuvent être indifféremment indiqués cidessus ou édités ci-dessous. En cas de contradiction, seuls ceux édités ci-dessous prévalent. Le premier loyer sera exigible le jour du commencement de la location déterminé selon les conditions générales du contrat.

Terme

: A échoir Périodicité du contrat : Trimestrielle Loyers H.T. y compris option(s) choisie(s) et hors forfait

237,00 €

Trimestrielle

237,00 €

Caution(s): (dénomination sociale ou nom, prénoms suivi s'il y a lieu du nom d'usage).

#### CONDITIONS GENERALES

Article préliminaire: L'équipement objet du présent contrat peut se composer indifféremment de matériels, d'exemplaires de logiciels ou encore de matériels et d'exemplaires de logiciels. Les dispositions du présent contrat spécifiques à ces matériels et exemplaires de logiciels trouveront en conséquence à s'appliquer le cas échéant.

Logiciel(s): Dans les présentes il sera utilisé le terme «logiciel(s)» pour désigner les exemplaires de logiciels précités, sauf à ce que le sens de la phrase ne conduise à devoir retenir une définition différente. Le bailleur détient les droits sur le(les) logiciel(s) à la seule fin de le(les) mettre à disposition du locataire dans les limites et conditions d'utilisation fixées dans le cadre de la (des) licence(s) dont le locataire a pris connaissance et qu'il a approuvé. Leur restitution au terme du contrat implique que le locataire s'engage à ne plus utiliser les logiciels et détruise et/ou efface de ses bibliothèques ou dispositifs de stockage informatique toutes copies des logiciels autorisées. Le locataire doit veiller à ce qu'au jour de la restitution tous mots de passe, logos, données personnelles et professionnelles soient enlevés.

Mandat: Le locataire en qualité de mandataire du bailleur prend notamment livraison de l'équipement, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes. Gardien détenteur responsable: Le locataire en cette qualité, effectue à ses

Gardier deteriteur responsable. Le locataire en cette qualité, enectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement de l'équipement et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au bailleur. A ce titre, le locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique de l'équipement, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au bailleur. A défaut le locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant et dédommagera le bailleur pour la perte subie par le paiement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

Art. 1 - OBJET: A la demande du locataire, le bailleur acquiert un équipement et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au bailleur au cours des pégogiations du présent contrat et de sa mise en place.

cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE: Le locataire reconnaît avoir choisi librement l'équipement qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garanties conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus de l'équipement, il en assure

l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : En exécution de son mandat le locataire doit prendre livraison d'un équipement conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive la remise du proces-verbai de invaison-reception, de la facture definitive établie au nom du bailleur (sur laquelle le locataire doit porter la mention suivante datée et signée : " bon pour paiement. Equipement accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison] ") ou de tout autre support convenu avec le bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison de l'équipement. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prèvus aux conditions particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auguel cas le bailleur en informera le locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés pour une livraison le 1er du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux conditions particulières débutent le 1er jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui suit la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le locataire refuse la livraison de l'équipement ou s'il l'équipement n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement de l'équipement, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver l'équipement. Dans le cas de refus de prendre livraison de l'équipement, de défaut livraison à la date convenue, ou si le bailleur invoque la péremption de la commande, le locataire fait son affaire de la restitution au bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le locataire, au taux de référence. Le locataire garantit le bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE: Le locataire doit informer le bailleur du lieu d'installation de l'équipement. Sauf accord du bailleur, le locataire s'interdit de transporter l'équipement hors de France et doit obtenir l'autorisation du bailleur pour un déplacement dans un département ou territoire d'Outre-Mer. Le locataire ne peut pas sans l'accord écrit du bailleur, donner en location tout ou partie de l'équipement, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre tout ou partie de l'équipement à un tiers. Si le local dans lequel est installé l'équipement n'appartient pas au locataire, ce dernier doit notifier au

propriétaire que l'équipement appartient au bailleur. De même le locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire de l'équipement, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du bailleur et/ ou du propriétaire des droits d'auteur des logiciels. Le locataire doit conserver l'équipement libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le locataire doit en aviser immédiatement le bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du bailleur. Toutes pièces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire à l'équipement, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du bailleur. A ce titre, le locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du bailleur concernant toutes pièces ou éléments de l'équipement qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : Le locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait de l'équipement loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le paiement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention et à l'utilisation de l'équipement. Pendant toute la durée de la location, le locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations de l'équipement loué de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection de l'équipement et vérification de son fonctionnement.

Art. 6 - GARANTIE DE L'ÉQUIPEMENT - RECOURS : Le locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur de l'équipement, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelles ainsi que le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le bailleur à la cause. De par son mandat, le locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant l'équipement ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente et/ou de la (des) licence(s) afférente(s) au(x) logiciel(s) objet du contrat, lequel sera résilié à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le bailleur, le solde étant conservé par le locataire sous déduction des coûts majoré de 10 %,

supportés par le bailleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES: Dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci, le locataire (i) est responsable des dommages causés par l'équipement et (ii) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du bailleur et (ii) les risques de dommages ou de vol subis par les équipements loués avec une clause de délégation d'indemnités au profit du bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. A défaut d'avoir adressé dans les huit jours de la livraison la justification des assurances directement souscrites ou celle de la couverture dommages matériel proposée par le bailleur, le locataire demande au bailleur le bénéfice de la prestation de couverture dommages matériel « Bleu Total » dont un résumé est joint au dossier de financement remis et disponible au Service Qualité\*. Si le bénéfice de la couverture lui est accordé, le locataire en sera informé par tout moyen. Il pourra renoncer au bénéfice de celle-ci jusqu'au trentième jour suivant le règlément du premier loyer, par LRAR accompagnée de tout document attestant de l'assurance de l'équipement, les sommes échues restant dues. Le locataire doit informer sans délai le bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié. Le locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article traitant de la résiliation et exigible cette date, actualisée au taux de référence pour la perte de l'équipement et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte de l'équipement et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le locataire est tenu de parfaire la remise en état complète de l'équipement à ses frais.

Art. 8 - RESILIATION:

8.1 Le locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect par le bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement; (iii) sinistre total de l'équipement.

8.2 Le bailleur peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournies; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement; (iii) sinistre total de l'équipement; (iv) modification de la situation du locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du locataire, changement de forme sociale; (v) modification concernant l'équipement loué et notamment déterioration, destruction ou alienation de l'équipement loué (apport en société, fusion absorption, scission, ...); (vi) communication par le locataire au bailleur de fausses informations sur son entreprise ou sa situation financière qui ont joué un rôle crucial dans la décision du bailleur d'entrer en relation avec le locataire. La résiliation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiciaire, le locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

8.3 Conséquences: dans le cas prévu au 8.1 (i) le locataire pourra solliciter du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct lié au

manquement du bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mols précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 8.1 (ii) et (iii) et au 8.2, la résillation entraîne, au profit du bailleur, le paiement par le locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résillation. 8.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorés d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause pénale.

Art. 9 - FIN DE CONTRAT : Sous réserve de l'exécution préalable des apraessants.

Art. 9 - FIN DE CONTRAT - RESTITUTION DE L'ÉQUIPEMENT:

9.1. FIN DE CONTRAT : Sous réserve de l'exécution préalable des angagements résultant des présentes ou de tout autre engagement conclu avec le bailleur, la location se proroge par période de 12 mois sauf notification au locataire du terme du contrat. Sauf convention contraire, le loyer unitaire hors taxes de reconduction sera égal à la somme des loyers hors taxes prévus au cours de cette période. Les autres conditions en vigueur à la fin de la durée irrévocable restent inchangées (et notamment la périodicité des loyers et les éventuelles assurances souscrites dont les effets perdurent dans les conditions prévues de la police d'assurance). Dans l'éventualité où le bailleur vend l'équipement à un acheteur, le présent contrat lui est simultanément transmis. prévues de la police d'assurance). Dans l'éventualité où le bailleur vend l'équipement à un acheteur, le présent contrat lui est simultanément transmis. Toutefois, le bailleur pourra facturer, pour le compte de l'acheteur, les loyers de reconduction. Le Locataire pourra mettre fin au contrat de location, pour effet au terme de la durée irrévocable ou de la période de reconduction, en notifiant sa décision au bailleur, par courrier recommande avec accusé de réception, reçu 3 mois au moins avant le terme concerné.

9.2. RESTITUTION DE L'ÉQUIPEMENT: Dès la fin de la location ou en cas de résiliation anticipée du contrat, le locataire est tenu de restituer l'équipement en bon état général, de fonctionnement et d'entretien au beilleur et à l'endroit

résiliation anticipée du contrat, le locataire est tenu de restituer l'équipement en bon état général, de fonctionnement et d'entretten au bailleur et à l'endroit désigné par celui-cl, les frais de transport incombant au locataire. L'équipement doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession de l'équipement, en ses lieux et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état de l'équipement et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement l'équipement, en ses lieux et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état de l'équipement et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le locataire est redevable d'une indemnité de privation de joulssance égale au loyer du demier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le locataire est dans l'incapacité de restituer l'équipement à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de la valeur estimée de l'équipement en état d'entretten normal à la date des événements engendrant l'obligation de restitution, ou si une expertise est nécessaire, de sa valeur à dire d'expert, majoré de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

Art. 10 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT: a) Toute période de location commencée est intégralement due. b) Sauf disposition contraire, le palement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résiliation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du locataire au jour d'échènne ou ne ca d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échèsince

de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec celui-ci. C) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la cijentèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait où ultérieurement à la cessation dudit forfait donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de domicillation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc... doit être demandé au moins un mois à l'avance d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fond commun de créances cession de créances nées du présent contrat, à un fond commun de créances cession de creances nees du present contrat, a un rond commun de creances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fond, conformément aux dispositions de l'article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par aillieurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées est transférée selon les dispositions prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide des feutes prévues à l'article L 214-172 du code précide de l'article L 214-172 du code précide des textes subséquents. e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres ce qui dispense de la production des originaux. f) Le locataire accepte toute information par le bailleur par voie électronique,

toute notification ésrite sous forme simple ou recommandée, ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique, g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du locataire qui s'oblige expressément à les rembourser. h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son réglement effectif, toute somme due par le locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal). i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil. f) Tout retard de palement entraîné également une indemnité forfaitaire pour frais de recouverment à la charge du locataire de 40 EUR. En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation à l'article 1342-10 du Code Civil, le balliaur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayè le plus encien au titre de tout contrat intervenu entre le bailleur et le locataire. k) Qu'il résille ou non le contrat, le bailleur peut également demander au locataire défaillant une indemnité de rétard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées. l toute notification étrite sous forme simple ou recommandée, ainsi que la non le contrat, le gallaut pout egaement dernander au locateire genillant une indemnité de rétard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées. I) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du bailleur. Il est versé au plus tard à la livraison de l'équipement. Le bailleur paut à tout Il est versé au plus tard à la livraison de l'équipement. Le bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer. m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Euribor 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié quotidiannement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux SWAP 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiannement par REUTERS (page ISDAFX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques). n) Si le contrat est résilié par le bailleur aux torts du locataire, tous les autres contrats conclus entre le locataire et le bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (art. 145 du C. G. I.) pourront être résiliés de plein droit par le bailleur. o) En cas de dates de signature des parties différentes, le présent contrat est réputé conclu à la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de livraison.

Art. 11 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION: Le bailleur et le locataire contractant en qualité de commerçant attribuent compétence, même en ces de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunai de commerce de Marseille ou de Paris. La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites.

contrat ou de ses suites. Art. 12 - DECLARATION DU LOCATAIRE : Le locataire est conscient du fait Art. 12 - DECLARATION DU LOCATAIRE : Le loustaire est conscient du fait que le bailleur ne soutient ni ne participe aux activités des entreprises situées sur des territoires assujettis à des embargos, des sanctions ou des mesures similaires à l'égard de toutes les juridictions dans lesqueiles le bailleur exerce une activité. Le locataire confirme qu'il ne détlent aucun bureau ni investissement et n'exerce ou ne prévoit d'exercer aucune activité dans les pays ou les régions assujetti(e)s à des sanctions, des embargos ou des mesures similaires imposés par l'Office of Foreign Assets Controi (OFAC) américain, l'Union européenne, le gouvernement français, ou toute autre autorien matière de sanction (incluant actuellement de manière non limitative la Corée du Nord, Cuba, la Syrie, le Soudan, l'Iran et la région de la Crimée) ou, dans le cas contraire, qu'il a dément informé le bailleur du fait qu'il détient des bureaux, des investissements ou exerce ou prévoit d'exercer des activités dans des pays ou des régions assujetties auxoit(e)s sanctions, embargos ou autres mesures similaires.

mesures similaires.

GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT; en application de l'article L312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

PROTECTION DES DONNEES: En signant ce contrat le locataire accepte que le bailleur puisse réaliser des examens de solvabilité et collecter des informations Dameur puisse reaniser des examients de solvabilité et conecter des informations le concernant ainsi que ses représentants et àutres parties prenantes à l'activité du locataire. Ces informations peuvent être utilisées par le bailleur ou le groupe auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses obligations légales et/ou d'envoyer des informations relatives aux produits ou services qui pourraient intéresser le locataire. Tous les renseignements relatifs aux modifications des modalités de sollicitation marketing ou toute autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans le notice de protection des données accessible sur le site repris ci-dessous avec la politique de cookies. : https://leasingsolutions.bnpparibas.fr/confidentialite relatifs à la protection des données te locataire pourra contacter le bailleur aux adresses précitées ou en consultant la fiche de contacts disponibles sur le site à l'adresse suivante : https://leasingsolutions.bnpparibas.fr/confidentialite.



LOC BTIC INC GEN 120618 R1

Le ballleur, signé le :

Le localaire :



FACTURE N°	2835
Nº client	789

# **BNP PARIBAS LEASE GROUP**

12 RUE DU PORT

92000 NANTERRE

-Date -	29/02/2020
Echéance	29/02/2020
Mode de réglement	A réception de facture

	<u></u>	DESIGNATION			QTE	PX UN		MONTA	VT H.T.
ANON IR ADV C35: Chargeur de docum 2 Magasins papiers Meuble de support VI-FI	20i	e 2 Passes	·		<b>1</b> ,0		4 293,48		4 293,4
N 2F0028									
LIENT FUZION EN EMANDE NºA1G5	ERGY 1379								
	•					• •		•	,
							-		
<u>भ</u> र • ,				 , Apple and the second of the			-		
				*	land transmission of the control of				
	•							-	•
· .									
. ·			· .*	-		•		-	

HORS LAXE TVa 20% TTC ACOMPTE
4 293,48 € 858,70 € 5 152,18 € 0,00 €

Adresse mail: jerome.stoll@bnpparlbas.com

NE LA T/AYER 5 152,18 €

NOTRE DOMICILIATION: BNPPARB CRETEIL VILLAGE

	1207	2141 1 1 112 1 12 1 2 2 1 1	
"C/Banque"	C/Guichet	Nº Compte	C/Rib
30004	00955	00010149645	29
IBAN:	FR763000400	9550001014964629	
RIC:	BNPFRPPXXX		

and which the stay with the stay

Toute réclamation relative aux factures doit être portée à la connaissance de EDM OFFICE dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas de non paiement total ou partiel à l'échéance, des pénalités de retard correspondant à une endemnité de retard au taux d'intérêt de 1,5% du solde impayé par mois seront appliquées.

# Wigger Warren

# OPERATION de FINANCEMENT

retain en e

POYNE BY THE PRINTER

BAILLEUR:

ENP PARIBAS LEASE GROUPE - 12 RUE DU PORT 92000 NANTERRE

# 

Date de Livraison : 16/03/2020

# **LOCATAIRE:**

Dénomination sociale ou nom, : !	FUZION ENERGY	
prénoms :		
Siren: 392585444	************************************	
Forme juridique :		
Adresse : 5 RUE DES ENTREPRENEURS	***************************************	,,,,
Code Postal 78420	ville : Carrieres sur seine	****

A sa demande et sous son entière responsabilité le fournisseur déclare que le Bon de Livraison vaut en tant que procès-verbal de livraison. Ce document a pour but de constater l'accord et l'absence de réserve du locataire en ce qui concerne a livraison du matériel et la mise en loyer à la date de livraison.

Pour le dossier visé ci dessus, le fournisseur certifie :

- -qu'il a livré, à la date de livraison qu'il a indiqué ci-dessus, le matériel sus -visé , en bon état de marche, sans vice ni défaut apparent , conforme à la commande passée à cet effet
- -que le matériel est conforme aux prescriptions en vigueur relatives notamment à la sécurité, l'hygiène et l'environnement
- -qu'il a été accepté par le locataire sans restriction ni réserve
- -qu'il a fait régulariser, en bonne et due forme, par le locataire le Bon de Livraison dont il s'engage à première demande du bailleur à lui en remettre une copie
- Le fournisseur demande donc au bailleur de mettre en loyer le contrat de location à compter de la date de livraison sus visée.

En conséquence le fournisseur confirme faire son affaire personnelle, à ses seuls frais, risques et périls, de tout incident ou litige pouvant résulter de sa demande et de ses déclarations. A défaut d'accord avec le locataire, la vente est résiliée de piein droit et le fournisseur rembourse à première demande du bailleur, le prix d'acquisition du matériel que ce dernier lui avait versé. Cette somme sera entre la date de versement du prix d'acquisition par le bailleur et la date de remboursement effective par le fournisseur productive d'un intérêt caiculé au taux d'intérêt légal plus 3 points. Le fournisseur devra également rembourser au bailleur les éventuelles sommes ou frais que ce dernier aurait réglé.

Date:

DEPROPRENTAL REPORT FOR ESTABLISHED



### Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 17/03/2023

Client: FUZION ENERGY

N° 13867500

Contrat: A1G50903

Location portant sur : COPIEUR MULTIFONCTION

Dates	Libel	lés	Dél	bit	Cré	edit
			HT	TTC	HT	тс
	I/ LOYERS	IMPAYES				
03/10/22	1 trimestriel(s) de 306,50 EUR ( soit 255,42 HT )	ттс	255,42	306,50		
03/10/22	Pack Services Simplifiés		7,97	9,57		
	·	TOTAUX	263,39	316,07	0,00	0,00
		TOTAL SOLDE DÛ	263,39	316,07	0,00	0,00
		Dont TVA		52,68		0,00
	11/ INDEMNITE DE	DECK IATION				
	II/ INDEMNITE DE	ERESILIATION				
10/03/23	Indemnité réparatrice		2.133,00	2.559,60		
10/03/23	Pénalité		213,30	255,96		
		TOTAUX	2.346,30	2.815,56	0,00	0,00
		SOLDE	2.346,30	2.815,56		
		Dont TVA		469,26		0,00
		III/ ARRETE DE CO	MPTE au 17/03/20	23		
	I/ Au titre des lo	vers impayés	263,39	316,07	0,00	0,00
	<u>II/ Au titre de l'indem</u>	nnité <u>de résiliation</u>	2.346,30	2.815,56		
		TOTAUX	2.609,69	3.131,63	0,00	0,00
		TOTAL SOLDE DÛ	2.609,69	3.131,63		0,00
		Dont TVA		521,94		0,00

<sup>&</sup>quot;Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

Isabelle Loc

# Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: FUZION ENERGY

N° 13867500

Contrat: A1G50903

Location portant sur :

COPIEUR MULTIFONCTION

		Débit		Créd	lit
Dates	Libellés	HT	TTC	HT	TTC
	LOYERS IMPAYES				
02/01/23	1 trimestriel(s) de 306,50 EUR TTC ( soit 255,42 HT )	255,42	306,50		
02/01/23	Pack Services Simplifiés	7,97	9,57		
	TOTAUX	263,39	316,07	0,00	0,
-	TOTAL SOLDE DÛ	263,39	316,07	0,00	0,0
	Dont TVA		52,68		0,

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"





Je soussigné Olivier ROUX,

Agissant, au nom et pour le compte de BNP PARIBAS Lease Group, dont le Siège Social est à Nanterre (92 000), 12 rue du Port, SA au capital de 285 079 248 EUR, venant aux droits des sociétés qu'elle a absorbées, LOCABAIL, NATIOCREDIT, BNP LEASE, cette dernière venant elle-même aux droits des sociétés qu'elle a absorbées, NATIO LOCATION, Crédit UNIVERSEL, BNP BAIL, dont le nom commercial était NATIO EQUIPEMENT, LOCUNIVERS, UNIFIMO, en qualité de Responsable de service agissant par procuration de Thierry PIOUX Directeur des Assurances et du Recouvrement, en date du 22 juin 2018.

donne pouvoir, avec faculté de subdéléguer, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs de ses

la société INTRUM CORPORATE, dont le nom commercial est INTRUM et le siège social est à RUEIL-MALMAISON, 104 avenue Albert Premier (92500), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 797 546 769

pour représenter en matière civile et commerciale la société BNP PARIBAS LEASE GROUP en justice, tant en demande qu'en défense, notamment pour :

- Produire ou déclarer la créance,
- Prendre connaissance de l'état des décisions,
- Agir en revendication ou en restitution,
- Salsir le Juge Commissaire, former opposition à ordonnance,
- Constituer avocats.
- Prononcer la résiliation du contrat,
- Inscrire toutes garanties et sûretés.

A cet effet, faire dresser tous actes nécessaires à la sauvegarde des intérêts de BNP PARIBAS Lease Group, et ce tant à l'égard du débiteur principal qu'à l'égard des cautions et autres garants, dans le cadre des opérations de recouvrement liées au(x) contrat(s) N° AIG-78374 et AIG50903

Etabli(s) au nom de ALGRIN Sylille

Fait à Marseille, le 26/1/21/2027.

Olivier ROUX

BNP PARIBAS LEASE GROUP - S.A au capital de 285 079 248 EUR - 632 017 513 R.C.S Nanterre - Code NAF 8419 Z - Identifiant C.E.E. FR 50 632 017 513 Siège social : 12 rue du Port 92000 NANTERRE - Tél : 01 41 97 20 00 - www.leasingsolutions.bnpparibas.com

\*Accélérateur de business Classification : Internal



Nos références 2118300272 Références client A1G57108 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Mandataire Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 16/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 19 février 2020, notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 14.740,76 € HT remboursable en 36 échéances de 507,28€ TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 3.288,54 € au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybilie ALGRIN 04 72 8916-57 frbnplease@intrum.com

Matériel propriété de NATIOCREDIMURS:

Véhicule utilitaire PARTNER Fourgon Numéro de série VR3EFYHYCLN509378 Immatriculation FP-720-FF

# NATIOCREDIMURS

**GROUPE BNP PARIBAS** 

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE RCS NANTERRE 332 199 462 Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

# CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence : 343206 / 02163

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

et:

SARL FUZION ENERGY 5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE Année de création : 1993

SIRET

: 392 585 444 00046

Ci-après dénommé le Locataire, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

Désignation du Véhicule VEHICULE UTILITAIRE NEUF PTAC DE MOINS DE 3,5T	Fournisseur PSA RETAIL DARL MAT 105 BD GABRIEL PERI 92240 MALAKOFF	Prix d'achat du véhicule T.T.C
Marque : PEUGEOT Modèle : PARTNER Type : XXXXXXX Numéro de série :	92240 WALAROFF	17 634,56 euros

### COUT DE LA LOCATION

Ourée de l	la location : 30	6 mois	Loyers p	ayables term	ie à échoir	Périodicité : Mensuelle				
-,	Loyer T.T.C Hors Assurance Montant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule					Assurances Facultatives : (avec signature d'un bulletin d'adhésion séparé)				
Année	Nombre de loyers	Coefficient des loyers en %	Montant Annuel	Option d'	achat T.T.C l'issue de :	Montants des primes exprimés en % de T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locatair		Itaires		
1 êre	1	2,843 2,843	34,116	1 an	74,513		Prime en % par loyer	Coût Total		
2eme 3eme	12 12	2,843 2,843	34,116 34,116	2 ans 3 ans	38,219 1,000					
Total des	loyers T.T.C:	<u> </u>			102,347 %	Total des assurances :		0,000 %		
	chat finale T.				1,000 %	COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION (Assurances comprises et véhicule rach				
Coût total	T.T.C : urances et si l	e véhicule est r	racheté en fin	de contrat)	103,347 %	103,347	%			

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 12.02.2020"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

**SIGNATURES** 

Le Bailleur ou son Mandataire (Signature, nom et cachet social)

19/02/200

Le Locataire

(Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire)

र्<del>व Pl</del>ational Garenne-Colombes

JZION ENERGY -Zi dės Amandlers 78420 Carrières-sur-Seine Mail : contact@fuzionenergy.ir Sitet : 392 585 444 00053 Numero de TVA : FR 15392585444 CODE APE: 4321A Société à responsabilité limité au capital de 104 000 €

**NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z Code TVA: FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Article préliminaire :

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions

décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le palement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation,

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garantles conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS ; en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire doit porter la mention suivante datée et signée : "Bon pour palement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Ballieur en informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés pour une livraison le 1 du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particulières débutent le 1 jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui sult la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mais (au du trimestre tel que précité) suivant, le Locataire est redevable d'un toyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le vénicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur invoque la péremption de la

commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantif le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'interdit d'affecter le véhicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Ballieur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Bailleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager se responsabilité à l'égard du Bailleur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frals toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainievée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Ballieur. Toutes pièces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du véhicule qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et paiements de tous droits, taxes et redevances aussi blen ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de

son fonctionnement.

NATIOCREDIMURS
SNC au capital de 62 800 016 EUR
12 rue du Port
92000 NANTERRE
Tél.: 01 41 97 20 00
332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z
Code TVA: FR 28332199462

financement.

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Bailleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résclution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résilié à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lleu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Bailleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Bailleur pour la mise en place du

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (il) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (II) les risques de dommages ou de voi subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'Indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résillation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'Interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Ballleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'indemnisation de l'Interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT: le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulières. Le Locataire doit indiquer expressément au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à paiement intégral.

### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résillation du contrat en cas de (i) non-respect par le Bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la present de l'équipement; (iii) sinistre total du véhicule :

garantie de l'équipement; (iii) sinistre total du véhicule;
9.2 Le Bailleur peut demander la résiliation du contrat en cas
de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent
contrat ou perte ou diminution des garanties fournies; (ii)
résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article
traitant de la garantie du véhicule; (iii) sinistre total du
véhicule; (iv) modification de la situation du Locataire et
notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité,
cession du fonds de commerce, de parte ou d'actions du
Locataire, changement de forme sociale; (v) modification
concernant le véhicule loué et notamment détérioration,
destruction ou aliénation du véhicule loué (apport en société,

fusion absorption, solssion, ...). La résillation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (I) le Locataire pourra solliciter du juge l'obtention de dommages Intérêts au titre du seul préjudice direct lie au manquement du Bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (ii) et (iii) et au 9.2, la résiliation entraîne, au profit du Bailleur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résiliation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à tître de clause pénale.

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résiliation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Bailleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le véhicule doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lieu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seralent à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au lover du dernier terme écaulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce solt, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le véhicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

# Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

- a) Toute période de location commencée est intégralement due.
- b) Sauf disposition contraire, le paiement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résiliation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification des prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec celui-ci.
- c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la clientèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfait donneront fieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de

Page 2/4

Paraphe du Locataire :



NATIOCREDIMURS
SNC au capital de 62 800 016 EUR
12 rue du Port
92000.NANTERRE
Tél.: 01 41 97 20 00
332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z
Code TVA: FR 28332199462

### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...doit être demandé au moins un mois à l'avance.

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports Informatisés ou autres, ce qui dispense de la production des

originaux.

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique.

g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les rembourser.

it) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions de l'Article 1154 du Code Civil (à compter du 01.10.2016

Article 1343-2).

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation aux Articles 1253 et 1256 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1342-10), le Bailleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'il résilie ou non le contrat, le Bailleur paut également démander au Locataire défaillant une indemnité de retard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

parement egale à 10 a des simmes contrat, il est constitué en gage-aspèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au plus tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Euribor 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

n) SI le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G.

I) pourront être résiliés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de livraison.

Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES:

a) En cas de règlement par le Bailleur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en loyers.

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Bailleur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal,

conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-bail (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-bail adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Locataire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Bailieur réglera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-bail, le Locataire devra joindre à sa facture les documents sulvants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du paiement effectué à celui-ci et tout autre document exigé par la Bailleur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire falt son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au calcul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs sulvants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des palements effectués au(x) fournisseur(s) et/ou des garantie(s) bancalre(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents attestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.

d) Condition suspensive : pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marsellie ou de Paris.

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses sultes.

HK

**NATIOCREDIMURS** 

SNC au capital de 62 800 016 EUR

12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA : FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet et qualité)

e Envierreneurs 71 Boulevard Referral 92250 La Garenna-Colombos LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

apital de 104 000 €

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 51, Bd des Dames - 13242 Marseille Cedex 20

# INFORMATION DE LA CLIENTELE

GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : En application de l'article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

INFORMATIQUE ET LIBERTES :

Les informations recueilles dans le présent document ou ultérieurement ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication aux destinataires déclarés à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés que pour les seules nécessités de gestion ou d'actions commerciales. Ces Informations pourront toutefois être communiquées aux entreprises extérieures liées contractuellement au Bailleur pour la gestion et l'exécution du présent contrat, dans la stricte limite de leurs attributions respectives ainsi qu'aux seuls établissements de crédit soumls au secret professionnel present contrar, unte la suitore attitue de la gestion de la gestion de leurs bancaire en vertu des dispositions des articles L. 511-33 et suivants du Code Monétaire et Financier, liés au Bailleur en vue de la gestion de leurs financements. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès et de rectification (\*) dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1976, en particulier après paiement de la redevance légale sauf rectification justiflée. Vous pourrez recevoir des propositions commerciales de sociétés auxquelles nous pouvons communiquer vos nom et adresse, sauf si vous nous avisez de votre souhait que ceux-ci ne soient pas communiqués (\*).

Paraphe du Locataire :

Page 4/4

ALEALOAUSCGFFC0402

NATIOCREDIMURS

SNQ au capital de 22 800 000 EUR "LE METROPOLE", 46-52, rue ARAGO 92800 PUTEAUX

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA : FR 28332199462

# Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

### Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,
- une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6ème mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

### Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour :

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants
- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières.

La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

## Article 3

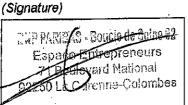
Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

### Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le paiement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à

Le Bailleur



Le Locataire
(Signature Cachet) ZION ENERGY

S Rue des Entrepreneurs
Zi des Amenders
TRADOG Plant, 540-55 line
E N E R G Y
Medit sont 540-56 line
Medit sont 540

\*Natiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

# Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10240561951

# Certificat Provisoire d'Immatriculation

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FP-720-FF

04/03/2020

04/03/2020

(H) PERIODE DE VALIDITE

du

04/03/2020

au

03/04/2020

**INCLUS** 

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

**FUZION ENERGY** 

ZI DES AMANDIERS

5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE

(D.1) Marque

(D.2) Type variante version

(D.2.1) Code national d'identification du type (en cas de

(D.3) Dénomination commerciale

PEUGEOT

(E) Numéro d'identification du véhicule

EFYHYC-H2F021

(F.1) Masse en charge maximale techniquement admissible (en kg) N10PGTCT082C759

(F.2) ) Masse en charge maximale admissible du véhicule en service dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

PARTNER

(F.3) Masse en charge maximale admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

3355

CTTE

VR3EFYHYCLN509378

(G) Masse du véhicule en service àvec carrosserie et dispositif

(G.1) Polds à vide national

(J.3) Carrosserle (désignation

nationale)

2005 (J) Catégorie du véhicule CE

(J.1) Genre national

d'attelage (en kg) 1395

(J.2) Carrosserie CE

1320

2005

N 1 (K) Numéro de réception par type (si disponible)

BB

FOURGON

75

3

142

271.76 €

e2\*2007/46\*0625\*08

(P.1) Cylindrée (en cm3)

(P.2) Puissance nette maximale (en

(P.3) Type de carburant

(P.6) Puissance administrative

kW) 1499

G0

5

(Q) Rapport puissance/masse en kW/kg (uniquement pour les

(S.1) Nombre de places assises, y compris celle du conducteur

(S.2) Nombre de places debout (le cas échéant)

(U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db

motocycles)

(A))

04/03/2024

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1)

(V.7) CO2 (en g/km)

(V.9) Classe environnementale 715/2007\*2018/1832ANEURO6

73 (X.1) Date de visite technique

2625 (Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

(Y5)

34 € (Y1)231 € (Y2)4 € 0 € (Y4) (Y3)

(Y6)

2.76 €

Zoheir BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad

### **PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF**

105, Bd Gabriel Peri - 92240 Malakoff N° SIRET: 302 475 041 01578

Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 56

Site internet: http://concessions.peugect.fr/malakoff



7

**PSA Retail France SAS** Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Citroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 167 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 Bd de l'Europe - 78300 Polssy 302 475 041 R.C.S. Parls - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Orias 13 007 951 (www.crias.fr)

NATIOCREDIMURS SNC ACI : FGZ69B2 109 BD DE STALINGRAD **BP 52051** 69603 VILLEURBANNE CEDEX France

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

DATE D'ECHEANCE : 30/04/2020 11/03/2020 FACTURE 8759179 du Vendeur Rage Mode de régiement Nº Gliert Bon de commercie Date Commanda Nº Doseier Guillaume Angel LLUSH-BOSKA V0000279 P3763761 19/12/2019 104328 Comptant Missen arculation (: Killométrage N° de chassis Immatriculation FP-720-FF 04/03/2020 VR3EFYHYCLN509378 Partner Premium STD 650 kg BlueHDI 100 S&S BVM5 Montant Designation Tarif 20A au 30/09/2019 UN VEHICULE UTILITAIRE NEUF GARANITE: 20850.00 20850.00 20850.00 Partner Premium SID 650 kg BlueH 1 1 0 0 0 0 0 0 0 0 0 Blanc Banquise Peinture opaque Curitiba triton 1 Banquette passager 2 places Multiflex avec tablett 1 300.00 300.00 300.00 1 400.00 400.00 400.00 Radio connectée, écran tactile capacitif 8" couleu 1 -7973.50 -7973.50 -7973.50 REMISE VN 1 16.67 16.67 CARBURANT H T 16.67 1 570.00 570.00 570.00 Sophie S/galerie alu 1 240.00 240.00 240.00 Marquage 65.83 1 65.83 65.83 pack livraison 1 271.76 271.76 CARTE GRISE 271.76 A REPORTER 14740.76 Règlement à adresser à : PSA Refall DCOAVRC/RCRP Case courrier YT052 2 à 10 Boulevard de l'Europe - TSA 50016 78091 YVELINES cedex 9

\_

AV Document	Nº CI <b>e</b> ne	6 Contridide
8759179	V0000279	P3763761
	0001035848	}

30/04/2020

Modelitéest conditions de réglement: "Toutes nos vantes, fournitures, réparations et prestations de services sont payables à nos bureaux, au comptant à la dato de facturation et ne font robjet

### **PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF**

105, Bd Gabriel Perl - 92240 Malakoff N° SIRET: 302 475 041 01578

Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 56 Site internet: http://concessions.peugeot.fr/malakoff

**PSA Retail France SAS** Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Cltroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 157 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 Bd de l'Europe - 78300 Poissy 302 475 041 R.C.S. Parls - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Orias 13 007 951 (www.orias.fr)

NATIOCREDIMURS SNC ACI : FGZ69B2 109 BD DE STALINGRAD BP 52051 69603 VILLEURBANNE CEDEX France

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

FACTURE 8759179 du 11/03/2020 DATE D'ECHEANCE : 30/04/2020 N° Glient Bon de commende Date Commande Nº Dossier Vendeur Page Mode de réglement V0000279 P3763761 19/12/2019 104328 Guillaume Angel LLUSH-BOSKA Comptant N° de chassis l Kilométrage FP-720-FF VR3EFYHYCLN509378 04/03/2020 Partner Premium STD 650 kg BlueHDI 100 S&S BVM5 Designation Montant REPORT 14740.76 ! Sortie du véhicule ! Visa du client Date Heure Bon pour peiement, vehicule excepte seus restriction 1 1 m Niger ve FUZION ENERGY . Rue des Entrepreneurs 78420 Carrières-sur-Seine Siret: 392 585 444 00053 SARL au capital de 104 000 € MONTANT TTC 17634.56 Montant acompte Montant reprise VO MONTANT DU 17634.56 Règlement à adresser à : PSA Retail DCOA/VRC/RCRP Taux Base TVA 14469.00 20.00 S 2893.80 Case courrier YT052 2 à 10 Boulevard de l'Europe - TSA 50016 14740.76 17634.56 € 271.76 78091 YVELINES cedex 9

Г

N° Dogoment	N Class	N/Commence	ĺ
8759179	V0000279	P3763761	١.
	0001035848		ľ
30/04/2020 8	) ************************************		L

17634.56 €

Modalities i conditions de régisment : "Toutes nos ventes, foumitures, réparations et prestations de scrytos sont payables à nos bureaux, au comptant à la daie de facturation et ne font fobjet

Taccune condition d'excompte.

Areque l'actune condition d'excompte de l'actune l'actune d'excompte de l'actune d'excompte d'excompte d'excompte d'excompte de l'actune d'excompte d'excompte d'excompte de l'actune d'excompte d'ex aux compétents sont ceux dans le ressort desquels se trouve le siège social de notre élabits

# Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

Contrat: A1G57108

N° 13901404

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	1.95 4.02 -	Dé	bit	Cre	édit
Dates	Libellés	HT	TTC	HT	TTC
	LOYERS IMPAYES				
01/12/22	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )	419,07	502,89		
01/12/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
02/01/23	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )	419,07	502,89		
02/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
01/02/23	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )	419,07	502,89		
01/02/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
01/03/23	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )	419,07	502,89		
01/03/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
	TOTAUX	1.690,92	2.029,12	0,00	(
	TOTAL SOLDE DÛ	1.690,92	2.029,12	0,00	
	Dont TVA		338,20		C

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

## Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 16/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

N° 13901404

Contrat : A1G57108

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés	Débit		Crédit	
		HT	TTC	HT	TTC
-	I/ LOYERS IMPAYES		-		
03/10/22	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )	419,07	502,89		
03/10/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
02/11/22	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )	419,07	502,89		
02/11/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
05/11/22	Facture Indemnité de Retard	50,28	50,28		
	TOTAUX	895,74	1.064,84	0,00	0,00
	TOTAL SOLDE DÛ	895,74	1.064,84	0,00	0,00
	Dont TVA		169,10		0,00

	II/ INDEMNITE DE	RESILIATION				
10/03/23	Indemnité réparatrice		147,41	176,89		
10/03/23	Pénalité		14,74	, 17,69		
		TOTAUX	162,15	194,58	0,00	0,00
		SOLDE	162,15	194,58		
		Dont TVA		32,43		0,00

III/ ARRETE DE COMI	PTE au 16/03/2023			
 I/ Au titre des loyers impayés	895,74	1.064,84	0,00	0,00
II/ Au titre de l'indemnité de résiliation	162,15	194,58		
-074117	1.057,89	1.259,42	0,00	0,00
TOTAL COLOR DO	1.057,89	1.259,42	0,00	0,00
TOTAL SOLDE DÛ  Dont TVA	1.057,03	201,53		0,00

<sup>&</sup>quot;Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

Vincent Doat



Nos références 2118300261; Références client AFU9433- EXTENS (EX - FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Mandataire Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 16/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 27 septembre 2019, notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 13.664,00 € HT remboursable en 42 échéances de 476,76 € TTC pour le matériel repris en annexe.

La SELARL V&V, administrateur judiciaire de la Société FUZION ENERGY devenue EXTENS a renoncé à la continuation du contrat.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance rectificative à titre chirographaire pour montant de 3.606,72 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 80 15 57 frbnplease@ijhtrum.com

Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule utilitaire PARTNER - fourgon Numéro de série VR3EFBHYBKN527548 Immatriculation FK-379-PG

# NATIOCREDIMURS

**GROUPE BNP PARIBAS** 

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE RCS NANTERRE 332 199 462 Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

# CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHA VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence: 335502 / 02057

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

et:

SARL FUZION ENERGY 5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE Année de création : 1993

SIRET

: 392 585 444 00046

Ci-après dénommé le Locataire, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

92240 MALAKOFF	105 BD 0 92240 M Marque : PEUGEOT Modèle : PARTNER	Fournisseur L DARL MAT MALAKOFF BRIEL PERI AKOFF 16 396,80 euro
----------------	---	---

### **COUT DE LA LOCATION**

Durée de la location : 36 mois Loyers payables terme à échoir				ne à échoir	Périodicité : Mensuelle	<b>!</b>	,	
Loyer T.T.C Hors Assurance Montant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule					Assurances Facultatives : (avec signature d'un bulletin d'adhésion séparé)			
Année	Nombre de loyers	Coefficient des loyers en %	Montant Annuel	Option d'achat T.T.C (en %) à l'issue de :		Montants des primes exprimés en % du prix d'achat : T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire pour les véhicules utilitaires		
1ė́re	<b>1</b> 11	2,843 2,843	34,116	1 an	74,513		Prime en % par loyer	Coût Total en %
2 ème 3 ème	12 12	2,843 2,843	34,116 34,116	2 ans 3 ans	38,219 1,000	FACILIS JAUNE	0,040	1,440
Total des loyers T.T.C: 102,348 %					Total des assurances : 1,440			
Option d'achat finale T.T.C: 1,000 %				COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION : (Assurances comprises et véhicule racheté en fin de contrat)				
Coût total T.T.C: 103,348 % (hors assurances et si le véhicule est racheté en fin de contrat)					104,788 %			
Dépôt de	garantie : 0,0	000 % du prix d	achat T.T.C	du véhicule l	oué. Il est pré	elevé à la livraison du véhicule et ne po	orte pas d'intérêt	

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 25.09.2019"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

**SIGNATURES** 

Le Bailleur ou son Mandataire (Signature, nom et cachet social)

Le Locataire

(Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire)

Entrepreneurs **Doulevard** National æGarenne-Colombes

Mail:contactefuzionenergy,f Mail:contact@totionenergy/F Stret:392.585.444 00955 Numero de TVA:FR 13392555444 CODE APE-53347 Société à responsabilité/limité au capital de 104 000 €

**NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.; 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL** CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Article préliminaire :

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions décrites cl-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du vénicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résillation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le paiement de l'Indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

Art. 1 - OBJET ; à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garantles conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire dolt porter la mention sulvante datée et signée : "Bon pour paiement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Ballleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particullères pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Bailleur en Informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés gour une livraison le 1 du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particulières débutent le 1 jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui suit la Ilvraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) sulvant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délal, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur invoque la péremption de la

commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des drolts et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'interdit d'affecter le véhicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Ballleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Bailleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre le véhicule à un tiets. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du Bailleur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Bailleur. Toutes pièces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du véhicule qui viennent en remplacement de ceux existants,

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et paiements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de son fonctionnement.

# **NATIOCREDIMURS**

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS ; le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garantles légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Ballleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résilié à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Bailleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Bailleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (li) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (II) les risques de dommages ou de vol subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Ballteur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de voi, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT : le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particullères. Le Locataire doit Indiquer expressément au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à paiement intégral.

### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect par le Ballieur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours sulvants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement ; (iil) sinistre total du véhicule

9.2 Le Bailleur peut demander la résillation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournies ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie du véhicule ; (lii) sinistre total du véhicule ; (lv) modification de la situation du Locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du Locataire, changement de forme sociale ; (v) modification concernant le véhicule loué et notamment détérioration, destruction ou aliénation du véhicule loué (apport en société,

fusion absorption, scission, ...). La résiliation interviendralit sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (i) le Locataire pourra solliciter du juge l'abtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct lié au manquement du Bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (li) et (lil) et au 9.2, la résillation entraîne, au profit du Bailleur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résiliation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résillation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Bailleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le véhicule doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires Indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lieu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au lover du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le véhicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

# Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

a) Toute période de location commencée est intégralement

b) Sauf disposition contraire, le palement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résiliation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le Ballleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus

c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la clientèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfalt donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de

#### **NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

#### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES**

EXEMPLAIRE BAILLEUR

domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...doit être demandé au moins un mois

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la production des

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique.

g) Sauf dispositions particulières, toute somme Indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les rembourser.

h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions de l'Article 1154 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1343-2).

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation aux Articles 1253 et 1256 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1342-10), le Bailleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'il réslite ou non le contrat, le Bailleur peut également demander au Locataire défaillant une indemnité de retard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

I) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Ballieur. Il est versé au plus tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Euribor 12 mois : taux Interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

n) Si le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G. I) pourront être résiliés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de livraison.

#### Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES:

a) En cas de règlement par le Bailleur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en loyers.

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Bailleur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de cefui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal, conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-ball (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-bail adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Locataire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Bailleur réglera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-ball, le Locataire devra joindre à sa facture les documents sulvants : cople de la facture définitive de son fournisseur, et justification du palement effectué à celui-ci et tout autre document exigé par le Bailleur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire fait son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au calcul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des paiements effectués au(x) fournisseur(s) et/ou des garantie(s) bancaire(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents attestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.

d) Condition suspensive : pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dument régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marseille ou

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites.

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL

**CONDITIONS GENERALES** 

EXEMPLAIRE BAILLEUR

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet et qualité)

BNP PARIBAS Houcle de Seine 92

Papace Entrepreneurs
71 Boulevard National
92250 La Garenne-Colombes

LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

MINE KARIM LE

FUZION ENERGY JZION ENERGY 3 Rue des Entrepreneur 21 nes Amandiers "8420 Cambros dur Sainte

Mail:contact@fysionenergy.tr Shet:392585 44 00033 Numero de TVA:F9 123 22385444 CODE APE 74321A

Société à responsabilité limité auco insi 90 m

Fait à

Le <u>17/109/2019</u>

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 51, Bd des Dames - 13242 Marseille Cedex 20

#### INFORMATION DE LA CLIENTELE

GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : En application de l'article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

#### INFORMATIQUE ET LIBERTES :

Les informations recueillies dans le présent document ou ultérisurement ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication aux destinataires déclarés à la Commission Nationale de l'informatique et des Libertés que pour les seules nécessités de gestion ou d'actions commerciales. Ces informations pourront toutefois être communiquées aux entreprises extérieures liées contractuellement au Bailleur pour la gestion et l'exécution du présent contrat, dans la stricte limite de leurs attributions respectives ainsi qu'aux seuls établissements de orédit soumis au secret professionnel bancaire en vertu des dispositions des articles L. 511-33 et sulvants du Code Monétaire et Financier, liés au Bailleur en vue de la gestion de leurs financements. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès et de rectification (\*) dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1978, en particulier après palement de la redevance légale sauf rectification justifiée. Vous pourrez recevoir des propositions commerciales de sociétés auxquelles nous pouvons communiquer vos nom et adresse, sauf si vous nous avisez de votre souhait que ceux-cl ne solent pas communiqués (\*).

Paraphe du Locataire :

Page 4/4

ALEALOAOSCGPPC0402

SNC au capital de 22 800 000 EUR "LE METROPOLE", 46-52, rue ARAGO 92800 PUTEAUX

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

## Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

#### Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,
- une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6ème mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

#### Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour :

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants
- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières. La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

#### Article 3

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

#### Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le palement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à

d1-U5

Le Locataire

(Signature et cachet)

ZION ENERG

SIFET: 392 585 444 00053 nero de TVA : ER-15392585444 ODE APE : 4321A

Boulevard National 2250 La Garenne-Colombes

BNP PARIBAS Boucle de Scine 92 space Entrepreneurs

\*Natiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

Page 1/1

Le Bailleur

(Signature)

# Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat

10227215158

# **Certificat Provisoire d'Immatriculation**

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FK-379-PG

01/10/2019

01/10/2019

(H) PERIODE DE VALIDITE

du

01/10/2019

au

31/10/2019

**INCLUS** 

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

FUZION ENERGY

ZI DES AMANDIERS

5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE

(D.1) Marque

(D.2) Type variante version

(D.2.1) Code national d'identification du type (en cas de

(D.3) Dénomination commerciale

PEUGEOT

(E) Numéro d'identification du véhicule

EFBHYB-H2B021

(F.1) Masse en charge maximale techniquement admissible (en kg) N10PGTCT0721176

(F.2) ) Masse en charge maximale admissible du véhicule en service dans l'état membre d'immatriculation PARTNER

(F.3) Masse en charge maximale admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'Immatriculation (en kg)

3200

VR3EFBHYBKN527548

(G) Masse du véhicule en service avec carrosserie et dispositif

2000

(G.1) Poids à vide national

2000 (J) Catégorie du véhicule CE

(J.1) Genre national

d'attelage (en kg) 1395

(J.2) Carrosserie CE

1320

(en kg)

CTTE

(J.3) Carrosserie (désignation nationale)

N1 (K) Numéro de réception par type (si disponible)

BB

FOURGON

e2\*2007/46\*0625\*05

(P.1) Cylindrée (en cm3)

(P.2) Puissance nette maximale (en

(P.3) Type de carburant

(P.6) Puissance administrative nationale

1560

73 (S.1) Nombre de places assises, y compris celle du conducteur

3

111

GO

5

(Q) Rapport puissance/masse en kW/kg (uniquement pour les motocycles)

(S.2) Nombre de places debout (le cas échéant)

(U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1)

(A)

(V.7) CO2 (en g/km)

(V.9) Classe environnementale

71

715/2007×2017/1347EURO6

(X.1) Date de visite technique 01/10/2023

(Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

2813

Pour le ministre et par délégation, Le délégué à la sécurité routière

(Y1) (Y3)

(Y5)

231 €

(Y2)

34 €

4 €

(Y1) à (Y6) Taxes

9 € 2.76 €

(Y4)(Y6)

271.76 €

**Emmanuel Barbe** 

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad

### PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF .

105, Bd Gabriel Peri - 92240 Malakoff N° SIRET: 302 475 041 01578

Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 56

Site Internet: http://concessions.peugeot.fr/malakoff



**PSA Retail France SAS** Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Citroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 157 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 Bd de l'Europe - 78300 Polssy 302 475 041 R.C.S. Paris - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Orias 13 007 951 (www.orias.fr)

NATIOCREDIMURS. 12 RUE DU PORT. 92022 NANTERRE CEDEX France

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

FACTURE 8758671 du 29/10/2019 DATE D'ECHEANCE : 30/11/2019 N. Client Bon de commande. Date Commande. N° Dossier Vendeur Page. Mode de réglement V0000279 P3634799 30/09/2019 101989 Guillaume Angel LLUSH-BOSKA Comptant N° de chassis mmatriculation Meen declares Kilométrage NV Partner Premium STD 650 kg BlueHDI 100 S&S BVM5 Ò VR3EFBHYBKN527548 FK-379-PG 01/10/2019 Quantite Prix unitaire Designation Montant REPORT 13664.00 FUZION ENERGY ! Sortie du Visa de ciien Heure 5 Rue des Entrepreneurs 78420 Carrières-sur-Seine Siret 392 585 444 00053 -SARL au capital de 104 000 € de Wille som MONTANT TTC 16396.80 Montant acompte Montant reprise VO MONTANT DU 16396.80 Total T.T.C. Règlement à adresser à : PSA Retail Taux TVA PSA Retail
DCOAVRC/RCRP
Case courrier YT052
2 à 10 Boulevard de l'Europe - TSA 50016
78091 YVELINES cedex 9 Base Ŝ 20.00 13664.00 2732.80 13664.00 16396,80 €

 $\perp$ 

N Padement	N Clers	Nº Conmensa
8758671	V0000279	₽3634799
	0001035848	
30/11/2019	16396	.80 €

Facture

"Toutes nos ventes, fournitures, réparations et preslations descrybes sont payables à nos bureaux, au comptant à la date de facturation et ne font l'objet

# Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

Contrat: A1F49433

N° 13901404

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés	Déb	Débit		it
Dales	Liberes	НТ	TTC	HT	ттс
	LOYERS IMPAYES				
Du 01/12/22 au 01/03/23	4 mensuel(s) de 476,72 EUR TTC ( soit 397,27 HT )	1.589,07	1.906,88		
	TOTAU	( 1.589,07	1.906,88	0,00	0,00
	TOTAL SOLDE DÚ	1.589,07	1.906,88	0,00	0,00
	Dont TVA		317,81		0,00

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

#### Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 16/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

Contrat: A1F49433

N° 13901404

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés		Débi	t	Créd	it
			HT	TTC	HT	TTC
	I/ LOYERS IMP	AYES				
Du 03/10/22 au 02/11/22	2 mensuel(s) de 476,72 EUR TTC ( soit 397,27 HT )		794,53	953,44		
05/11/22	Facture Indemnité de Retard		47,67	47,67		
		TOTAUX	842,20	1.001,11	0,00	0,00
		TOTAL SOLDE DÛ	842,20	1.001,11	0,00	0,00
		Dont TVA		158,91		0,00

	II/ INDEMNITE DE	RESILIATION				
10/03/23	Indemnité réparatrice		529,35	635,22		:
10/03/23	Pénalité		52,93	63,52	i	
j	;	TOTAUX	582,28	698,74	0,00	0,00
		SOLDE	582,28	698,74		
		Dont TVA		116,46		0,00

III/ ARRETE DE COI	WPTE au 16/03/2023			
 I/ Au titre des loyers impayés	842,20	1.001,11	0,00	0,00
II/ Au titre de l'indemnité de résiliation	582,28	698,74		
TOTAUX	1.424.48	1.699,85	0,00	0,00
TOTAL SOLDE DÛ	1.424,48	1.699,85	0,00	0,00
Dont TVA		275,37		0,00

<sup>&</sup>quot;Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

Vincent Doat



Nos références 2118300271 Références client A1G57107 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Liquidateur Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 11 février 2020, notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 22.940,16 € HT remboursable en 42 échéances de 795,95 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 9.511,28 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 80 16 57 frbnplease@intrum.com

### Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule utilitaire MASTER Numéro de série VF1MA00264880603 Immatriculation FN-688-RJ

#### **GROUPE BNP PARIBAS**

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE RCS NANTERRE 332 199 462 Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

# CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence: 342934 / 02163

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

SARL FUZION ENERGY 5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE Année de création : 1993

SIRET

: 392 585 444 00046

Ci-après dénommé le Locataire, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

Désignation du Véhicule VEHICULE UTILITAIRE NEUF PTAC DE MOINS DE 3,5T	Fournisseur ROUSSEAU ARGENTEUIL 139 BD JEAN ALLEMANE	Prix d'achat du véhicule T.T.C
Marque : RENAULT Modèle : NOUVEAU MASTER FOURGON Type : XXXXXXX Numéro de série :	95100 ARGENTEUIL	29 752,24 euros

#### COUT DE LA LOCATION

s Assurance d'achet T.T.	C du véhicu		Assurances Fa	cultotives .	
	Loyer T.T.C Hors Assurance Montant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule				
Montant 'Annuel	Option d'a	achat T.T.C	Montants des primes exprimés en % d T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locatair	· .	taires
34,116	1 an	74,513		Prime en % par loyer	Coût Total en %
34,116 34,116	2 ans 3 ans	38,219 1,000		-	
		102,348 %	Total des assurances :		0,000 %
		1,000 %			
cheté en fin d	de contrat)	103,348 %	103,348	%	
ı.	34,116 34,116 34,116 	Annuel (en %) à  34,116 1 an  34,116 2 ans  34,116 3 ans  cheté en fin de contrat)	Annuel (en %) à l'issue de :  34,116 1 an 74,513 34,116 2 ans 38,219 34,116 3 ans 1,000 102,348 % 1,000 %  103,348 %  cheté en fin de contrat)	Annuel (en %) à l'issue de : I.T.C pour les venicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locatair  34,116	Annuel (en %) à l'issue de : T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire pour les véhicules utili  34,116

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 11.02.2020"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

**SIGNATURES** 

Le Bailleur ou son Mandataire

(Signature, nom et cachet social)

arenna-Colombes

Le Locataire

(Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire

contact@ Siret: 392 585 444 00053 mero de TVA : FR 15392585444 CODE APE: 4321A

Société à responsabilité limité au capital de 104 000 €

NATIOCREDIMURS SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462 -

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Article préliminaire :

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règie toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Ballieur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résillation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'Insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le palement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résillation.

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locafaire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garantles conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire dolt porter la mention suivante datée et signée : "Bon pour paiement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'Installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Bailleur en informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés gour une livraison le 1 du mois. En cas de llyraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particulières débutent le 1 jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui sult la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre ilvraison du vénicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur invoque la péremption de la

commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'interdit d'affecter le véhicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Bailleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer. nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Bailleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du Ballleur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frale toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Bailleur. Toutes pièces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sens dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du véhicule qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et paiements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de

son fonctionnement.

#### **NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL

**CONDITIONS GENERALES** 

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Bailleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et Intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résillé à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Bailleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Bailleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-oi ou son rachat, le Locataire (l) est responsable des dommages causés par le véhicule et (ii) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (ii) les risques de dommages ou de vol subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonclation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit Informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de voi, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résillé. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT : le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulières. Le Locataire doit indiquer expressément au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règiement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à paiement intégral.

#### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect par le Bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours sulvants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la

garantie de l'équipement ; (iii) sinistre total du véhicule ; 9.2 Le Bailleur peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournies ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie du véhicule ; (iii) sinistre total du véhicule; (iv) modification de la situation du Locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du Locataire, changement de forme sociale ; (v) modification concernant le véhicule loué et notamment détérioration, destruction ou aliénation du véhicule loué (apport en société, fusion absorption, sclssion, ...). La résillation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (I) le Locataire pourra solliciter du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct lié au manquement du Bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (li) et (iii) et au 9.2, la résillation entraîne, au profit du Bailleur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résiliation et du montant de l'option d'achat,

9.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résiliation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Bailleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le véhicule doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lieu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au loyer du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le véhicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10 %. Cette Indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

#### Art, 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

- a) Toute période de location commencée est intégralement
- b) Sauf disposition contraire, le paiement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résiliation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec celul-ci.
- c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la clientèle disponibles dans les agences et auprès du Service Quailté (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérleures à la cessation dudit forfait donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de

Page 2/4

NATIOCREDIMURS SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Tél.: 01 41 97 20 00

Code TVA: FR 28332199462

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL**

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...doit être demandé au moins un mois à l'avance.

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et régiementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par allieurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la production des

f) Le Locataire accepte toute Information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique.

g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les rembourser.

h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions de l'Article 1154 du Code Civil (à compter du 01.10.2016

Article 1343-2).

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation aux Articles 1253 et 1256 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1342-10), le Bailleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'il résille ou non le contrat, le Bailleur peut également demander au Locataire défaillant une indemnité de retard de paiement égale à 10 % des sommes échues impayées.

i) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au plus tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Eurlbor 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié quotidiannement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page iSDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

n) Si le contrat est résilié par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G.

I) pourront être résillés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de

#### Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES :

a) En cas de règlement par le Bailleur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en loyers.

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Bailleur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal,

conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-ball (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-ball adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Locataire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Ballleur régiera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-ball, le Locataire devra joindre à sa facture les documents suivants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du paiement effectué à celui-ci et tout autre document exigé par le Bailleur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire fait son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remptir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au calcul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des paiements effectués au(x) fournisseur(s) et/ou des garantie(s) bancaire(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents attestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur,

d) Condition suspensive : pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marseille ou de Paris.

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites.

Page 3/4

Paraphe du Locataire :

NATIOCREDIMURS SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL** 

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet et qualité)

CEP PARIBAS - Boucle de Solve 9 arenne-Colombes LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

a responsabilité limité au capital de 104 000 €

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 61, Bd des Dames - 13242 Marseille Cedex 20

#### INFORMATION DE LA CLIENTELE

GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : En application de l'article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

### INFORMATIQUE ET LIBERTES :

Les informations recueillies dans le présent document ou ultérieurement ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication aux destinataires déclarés à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés que pour les seules nécessités de gestion ou d'actions commerciales. Ces informations pourront toutefois être communiquées aux entreprises extérieures liées contractuellement au Bailleur pour la gestion et l'exécution du présent contrat, dans la stricte limite de leurs attributions respectives ainsi qu'aux seuls établissements de crédit soumis au secret professionnel bancaire en vertu des dispositions des articles L. 511-33 et suivants du Code Monétaire et Financier, liés au Bailleur en vue de la gestion de leurs financements. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès et de rectification (\*) dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1978, en particulier après palement de la redevance légale sauf rectification justifiée. Vous pourrez recevoir des propositions commerciales de sociétés auxquelles nous pouvons communiquer vos nom et adresse, sauf si vous nous avisez de votre souhait que ceux-ci ne scient pas communiqués (\*).

Paraphe du Locataire :

Page 4/4

ALEALOAOSCGPPC0402

411

SNC au capital de 22 800 000 EUR "LE METROPOLE", 46-52, rue ARAGO 92800 PUTEAUX

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

### Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

#### Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,

- une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6 mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

#### Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour:

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants
- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières. La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

#### Article 3

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

#### Article 4

Le Bailleur

(Signature)

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1er janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le paiement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à Carners / June

**Sise 92** 

**opreneurs** levard National a Garenne-Colombes Le M 1912 120219.

Le Locataire

(Signature et cachet)

04 000 €



<sup>\*</sup>Natiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

# Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10238604087

# Certificat Provisoire d'Immatriculation

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FN-688-RJ

12/02/2020

12/02/2020

(H) PERIODE DE VALIDITE

12/02/2020 du

au

11/03/2020

INCLUS

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

33219946200034

Locataire: (C.3)

FUZION ENERGY

ZONE INDUSTRIELLE DES ANANDIERS

5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE

(D.1) Marque

véhicule

(D.2) Type variante version

(D.2.1) Code national d'identification du type (en cas de

(D.3) Dénomination commerciale

RENAULT

(E) Numéro d'identification du

MAFM00M86TC113D3T0

(F.1) Masse en charge maximale techniquement admissible (en kg)

3500

N10RENCTA52J064 (F.2) ) Masse en charge maximale

admissible du véhicule en service

MASTER (F.3) Masse en charge maximale admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'immatriculation

dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

VF1MA000264880603

(G) Masse du véhicule en service avec carrosserie et dispositif

(G.1) Poids à vide national

3500 (J) Catégorie du véhicule CE 6000

d'attelage (en kg)

1974

(J.1) Genre national

2049

(J.2) Carrosserie CE

(J.3) Carrosserie (désignation

nationale)

N1 (K) Numéro de réception par type (si disponible)

BB (P.1) Cylindrée (en cm3)

FOURGON (P.2) Puissance nette maximale (en k۷۷

e2\*2007/46\*0016\*38 (P.3) Type de carburant

(P.6) Pulssance administrative

CTTE

nationale

(en kg)

2299 (Q) Rapport puissance/masse en

kW/kg (uniquement pour les motocycles)

100 (S.1) Nombre de places assises, y

compris celle du conducteur

(S.2) Nombre de places debout (le cas échéant)

8 (U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db (A)

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1) 2625

3 (V.7) CO2 (en g/km)

177

409.76 €

(V.9) Classe environnementale

82

715/2007\*2018/1832CIEURO6

(X.1) Date de visite technique 12/02/2024

(Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

(Y5)

34 € (Y1)369 € (Y2)4 € (Y3)₽€ (Y4)

(Y6)

2.76 €

Zoheir BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad





TEL: 0178-90-90-98 013015 9595

FAX: 01 30 25 95 53

SIRET: 35317669600022 APE: 4511 Z

TVA INTRA: FR70353176696

NATIOCREDIMURS SNC LOC / Ste FUZION ENERGY 46/52 RUE ARAGO

	ISISON N. MECTURE	Page Date	_				
07353	<sup>1</sup> 115281	1/2 13/02/2020	92823	B PUTEAUX GEDEX			
FACTURE							
VENTE VN	VN015810	7261C					
larque	Type de váhicule	N°immatriculation	Nº de série	N°Plaque ovale		alson Véhiculo H	m
RENAULT	R3U*TFG 2	FN-688-RJ	VF1MA00026488060	03 BD68548	13/02/	2020 '	
ate d'entrés	Type/E Demandar	ır	Réceptionnaire	N	P V/0	Réf, garantle	
	1		ı	1		•	
éférence - Désignation				P.U. vente Remise	Prix unitaire net	T Montant	
RENAULT NOUVE	AU MASTER VU Tra	nsports fer FG Tr GCF	F3500 L2H2 dCi 135	, 1 1		1 1	
Tarif No 2211	_						
		MONIE Energie DIESE	-				
Puissance administ	rative: 8 cv						
Total catalogue		•				1	36300,00
				•			•
Options :	ediaNav Evolution 7"	⊥ comera de recul			1080,00	1	
FAUN ENTITIES	SUIGIVAY EVOIDION			r			
Total options		<i>Q</i> -2	pour per ule elle n. m.	(Meen)			1080,00
A		Bin	bana 10	. 000			
Accessoires :	CROCHET MIXTE (A	(CC)		1 - 12	490,00	1	
	SSE A COMPLET (A	(00)	i) a [/'	inte kous	172,00	1	
	E RAPIDE (ACC)	Ve hu	me 200	c Lice is	450,00	<sup>1</sup> 1	
		1. 1.	· ^ ^	Will Jo			1112,00
Total accessoires		Nestrich.	M - 1/W /	v. y c			1112,00
Divers :		h sol	2 1 1 0 2	kn .		_	
CARTE GRISE		de	ILIZION ENEDC	V		3	409,76
CARBURANT			5 Ryades Entrepreneurs	Y		3 1	20,00 99,00
PACK MISE A L	A ROUTE	FUZION	ZI ties Amanciers 74420 Edhidres-sur-Seine			1	99,00
<b>T</b> . 1		ENERGY	Mail /contains/uzionenergy.fr				528,76
Total divers			Sifet: 392 585 444 00053 Numero de TVA : FR/15392585444			1	-16080,60
Reduction de prix :			CODE APE A321A				•
		Société à i	estionsabilité limité au capital de 104	4 000 €			
	V	<del></del>					
Jase Jase			*	Total H.T.			
.va		_	.a .a	7.4.19348			
10	11	12	13 14	Tutal T.VA.			
Montant	plèces Montant l	1.O. Petites fourn	itures Divers 1	Divers 2			
ī	1	•	=	Net à paye	ar e		

Client Facture

Date

Montant TTC

Règlement

**Echéonce** 

Voir nos conditions générales de la réparation et de la pièce de rechange au verso.
Voir nos conditions générales de commercialisation des véhicules sur le bon de commande.
Conservez ce document, il vous sera demandé pour l'application de la garantie.
Clause de réserve de propriété : nous nous réservons la propriété des marchandises objets des présents débits, jusqu'à leur paiement intégral, conformément à la loi 80-335 du 12 mai 1980. TVA. acquittée sur les débits.
Modalitées de règlement : Le paiement est comptant sauf convention écrite. Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.
En cas de retard de paiement, il sera facturé de plain droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier jour de retard, un intérêt, par jour de mard, égal à trois fois le taux d'intérêt légal, et en application de l'article L446-1 du Code de commerce, d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40€.

## **ROUSSEAU ARGENTEUIL**

139 Bis Boulevard Jean Allemane 95100 ARGENTEUIL

TEL: 01 78 90 90 98 FAX: 01 30 25 95 53

SIRET: 35317669600022 APE: 4511 Z

TVA INTRA: FR70353176696





NATIOCREDIMURS SNC LOC / Ste FUZION ENERGY 46/52 RUE ARAGO

N° Cilent	Bon de livraison	N° Facture	Page	Date	
07353	1	115281	2/2	13/02/2020	

92823 PUTEAUX CEDEX

**FACTURE** 

7261C **VENTE VN** VN015810 Date Livraison Véhicule Km N°de séria N°Plaque ovale Type de véhicule N°immatriculation Marque BD68548 <sup>l</sup> 13/02/2020 FN-688-RJ VF1MA000264880603 R3U\*TFG 2 RENAULT Réf. garantie Date d'entrée Damandeur Réceptionnaire P.U. vente Prix unitaire nut Référence - Désignation Quantiti 22940,16 Total Commande Vehicule

VOTRE CODE RADIO EST :9663 INCLUSE COLLECTE TRAITEMENT PNEUS MOYENNE 7.5 EUROS PAR **VEHICULE NEUF** 

ZION ENERGY des Amandiers iail : confact@fuzionenergy.fr Siret : 892 585 444 00053 CODE APE: 4321A nsabilité limité au capital de 104 000 €

Base faux T.V.A	22510,40 (1) 20,00 4502,08	429,76 (3) 0,00 0,00	0,00	0,00	0,00	Total H.T. Total T.V.A.	1	22940,16 4502,08
	Montant pièces	Montant M.O.	Petites fournitures I	Divers 1	Divers 2	Net à payer		27442,24

Client 07353 Facture 115281

13/02/2020 Montant TTC 27442,24

Règlement CHEQUE Echéance 13/02/2020

Voir nos conditions générales de la réparation et de la pièce de rechange au verso.
Voir nos conditions générales de commercialisation des véhicules sur le bon de commande.
Conservez de document, il vous sera demandé pour l'application de la garantie.
Clause de réserve de propriété : nous nous réservons la propriété des marchandises objets des présents débits, jusqu'à teur palement intégral, conformément à la loi 80-335 du 12 mai 1980, TMA, acquittée sur les débits.
Modalités de règlement : Le paiement est comptant sauf convention écrite. Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.
En cas de retard de paiement, il sera facturé de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier jour de retard, un intérêt, par jour de retard, égal à trois fois le taux d'intérêt légal, et en application de l'article L446-1 du Code de commerce, d'une indemnité forfaitaire de recouvement de 40€.

le 17/03/2023

#### NATIOCREDIMURS

## Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

N° 13901404

Client: SARL FUZION ENERGY

Contrat: A1G57107

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

			Débi	t	Cré	dit
Dates	Libellés	HT		TTC	HT	TTC
	LOYERS IMPAYES					
01/12/22	1 mensuel(s) de 791,56 EUR TTC ( soit 659,63 HT )		659,63	791,56		
01/12/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
02/01/23	1 mensuel(s) de 791,56 EUR TTC ( soit 659,63 HT )		659,63	791,56		
02/01/23	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
01/02/23	1 mensuel(s) de 791,56 EUR TTC ( soit 659,63 HT )		659,63	791,56		
01/02/23	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
01/03/23	1 mensuel(s) de 791,56 EUR TTC ( soit 659,63 HT )		659,63	791,56		
01/03/23	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
		TOTAUX	2.653,16	3.183,80	0,00	(
	TOTAL S	OLDE DÛ	2,653,16	3.183,80	0,00	
		Dont TVA		530,64		

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

#### Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 17/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

Contrat : A1G57107

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

N° 13901404

Dates	Libellé	s	Débit		Crédi	t
			HT	TTC	HT	TTC
	I/ LOYERS IN	IPAYES		_		
03/10/22	1 meлsuel(s) de 791,56 EUR ТТ ( soit 659,63 НТ )	c	659,63	791,56		
03/10/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
02/11/22	1 mensuel(s) de 791,56 EUR TT ( soit 659,63 HT )	c	659,63	791,56		
02/11/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
05/11/22	Facture Indemnité de Retard		79,15	79,15		
		TOTAUX	1.405,73	1.671,05	0,00	0,0
		TOTAL SOLDE DÛ	1.405,73	1.671,05	0,00	0,0
<u> </u>		Dont TVA		265,32		0,0
_ <del></del>	II/ INDEMNITE DE	RESILIATION				
10/03/23	Indemnité réparatrice		3.527,61	4.233,13		
10/03/23	Pénalité		352,75	423,30		
		TOTAUX	3.880,36	4.656,43	0,00	0,0
		SOLDE	3.880,36	4.656,43		
		Dont TVA		776,07		0,0
		III/ ARRETE DE COM	PTE au 17/03/2023	3		
	I/ Au titre des loy	ers impayés	1.405,73	1.671,05	0,00	0,0
	II/ Au titre de l'indem	n <u>ité de résiliation</u>	3.880,36	4.656,43		
		TOTAUX	5.286,09	6.327,48	0,00	0,
		TOTAL SOLDE DÛ	5.286,09	6.327,48		0,0
		Dont TVA	,	1.041,39	_	0,0

"Certiflé conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encalssement des moyens de palement éventuellement en cours"

Vincent Doat



Nos références 2118300273 Références client A1G57109 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Liquidateur Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 19 février 2020 notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 14.740,76 € HT remboursable en 36 échéances de 507,28 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 3.300,15 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 80 16 57 frbnplease@intrum.com

#### Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule PARTNER
Numéro de série VR3EFYHYCLN509384
Immatriculation FP-686-FF

**GROUPE BNP PARIBAS** 

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE **RCS NANTERRE 332 199 462** Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

# CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHA VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence: 343207 / 02163

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

et:

SARL FUZION ENERGY 5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE Année de création : 1993

SIRET

: 392 585 444 00046

Ci-après dénommé le Locataire, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

#### COUT DE LA LOCATION

Durée de la location : 36 mois			Loyers payables terme à échoir			Périodicité : Mensuelle				
Loyer T.T.C Hors Assurance Montant exorimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule						Assurances Facultatives : (avec signature d'un bulletin d'adhésion séparé)				
Année Nombre de loyers de loyers en % Montant Annuel (en %) à l'Issue de :				Montants des primes exprimés en % du prix d'achat : T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire pour les véhicules utilitaires						
1ère	1 11	2,843 2,843	34,116	1 an	74,513		Prime en % par loyer	Coût Total en %		
2ème 3ème	12 12	2,843 2,843	34,116 34,116	2 ans 3 ans	38,219 1,000					
Total des loyers T.T.C: 102,347 %						Total des assurances :		0,000 %		
	chat finale T.		ı		1,000 %	COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION (Assurances comprises et véhicule rach	: leté en fin de contrat)			
Coût total T.T.C: 103,347 % (hors assurances et si le véhicule est racheté en fin de contrat)					103,347 %					
Dépôt de	garantie : 0,0	000 % du prix o	d'achat T.T.C	du véhicule	loué. Il est pri	blevé à la livraison du véhicule et ne porte	pas d'intérêt			

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 12.02.2020"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

SIGNATURES

Le Bailleur ou son Mandataire (Signature, nom et cachet social)

percoreneurs

Tevard National 92250 La Garenne-Colombes .

(Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire)

NATIOCREDIMURS SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Code TVA: FR 28332199462

Article préliminaire :

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions

décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes. Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétandre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le palement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, Intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes specifications techniques, garantles conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire doit porter la mention suivante datée et signée : "Bon pour paiement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fols que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Bailleur en Informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés gour une livraison le 1 du mois. En cas de livraison à une autre date, les toyers et la durée mentionnés aux Conditions Particulières débutent le 1 jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui suit la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, saur stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il dolt en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du vénicule, il dolt en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur invoque la péremption de la commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'interdit d'affecter le véhicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Bailleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Bailleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remetire le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous pelne d'engager sa responsabilité à l'égard du Bailleur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'Information du Ballleur. Toutes pièces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits da propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du véhicule qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le paiement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et palements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur paut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de son fonctionnement.



SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél. : 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Bailleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résilié à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'Investissement supporté par le Bailleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Ballleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (li) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Ballieur et (ii) les risques de dommages ou de vol subis par le véhicule toué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonclation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à

Art. 8 - OPTION D'ACHAT: le Bailleur consent au Locataire une promesse unliatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulières. Le Locataire doit indiquer expressément au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à palement intégral.

#### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect par le Bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement ; (iii) sinistre total du véhicule ;

9.2 Le Bailleur peut demander la résillation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournies ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie du véhicule ; (iii) sinistre total du véhicule ; (iv) modification de la situation du Locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du Locataire, changement de forme sociale ; (v) modification concernant le véhicule loué et notamment détérioration, destruction ou aliénation du véhicule loué (apport en société,

fusion absorption, scission, ...). La résiliation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (i) le Locataire pourra soillelter du juge l'obtention de dommages Intérêts au titre du seul préjudice direct lié au manquement du Bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (il) et (ili) et au 9.2, la résiliation entraîne, au profit du Bailleur, le palement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résiliation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'Indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfaltaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause pénale

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE ; en cas de non levée de l'option d'achat ou de résiliation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Bailleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le véhicule doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses ileu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance egale au loyer du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le vénicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

# Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

a) Toute période de location commencée est intégralement due.

b) Sauf disposition contraire, le palement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résillation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance cu en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification de prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec oeiul-ci.

c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la cilentèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfait donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

#### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...doit être demandé au moins un mois à l'avance

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la production des

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par vole électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique

g) Sauf dispositions particulières, toute somme Indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les rembourser.

h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de piein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions de l'Article 1154 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1343-2).

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation aux Articles 1253 et 1256 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1342-10), le Bailleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'll résille ou non le contrat, le Ballleur peut également demander au Locataire défaillant une Indemnité de retard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

I) Si un dépôt de garantie est prévu au contret, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au plus tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaioir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mols et du Swap 5 ans (Euribor 12 mols : taux interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mols est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 neures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

n) Si le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G. l) pourront être résillés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de livraison.

#### Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES :

a) En cas de règlement par le Ballieur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en loyers.

b) Le mandat du Locataire (ul permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Bailleur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal,

conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-bail (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-ball adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Localaire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Bailleur réglera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-ball, le Locataire devra joindre à sa facture les documents suivants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du paiement effectué à celul-ci et tout autre document exige par le Bailleur. En cas d'opération sur véhicule Importé, le Locataire fait son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite Importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au calcul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des paiements effectués au(x) fournisseur(s) et/ou des garantie(s) bancaire(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents attestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.

d) Condition suspensive: pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délal, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marseille ou de Paris.

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites.

HR

**NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z Code TVA : FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet et qualité)

LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

Werd National

92256 La Garenne-Colombes

JZION ENERGY

4 00053 Numero de TVA: FR 15392585444 CODE APE: 4321A Ibilité limité su capital de 104 000€

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 51, Bd des Dames - 13242 Marseille Cedex 20

# INFORMATION DE LA CLIENTELE

GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : En application de l'article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlament du Comité de la Réglamentation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

INFORMATIQUE ET LIBERTES :

Les informations recueillies dans le présent document ou ultérieurement ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication aux destinataires déclarés à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés que pour les seules nécessités de gestion ou d'actions commerciales. Ces informations pourront toutefois être communiquées aux entreprises extérieures liées contractuellement au Bailleur pour la gestion et l'exécution du présent contrat, dans la stricte limite de leurs attributions respectives ainsi qu'aux seuls établissements de crédit soumls au secret professionnel bancaire en vertu des dispositions des articles L. 511-33 et suivants du Code Monétaire et Financier, liés au Bailleur en vue de la gestion de leurs financements. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès et de rectification (\*) dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1978, en particulter après paiement de la redevance légale sauf rectification justifiée. Vous pourrez recevoir des propositions commerciales de sociétés partiouner après parenters de la recevance regard auxquelles nous pouvons communiquer vos nom et adresse, sauf si vous nous avisez de votre souhait que ceux-oi ne solent pas communiqués (\*).

Paraphe du Locataire :

Page 4/4

ALEALOAOSCOPPC0402

SNC au capital de 22 800 000 EUR "LE METROPOLE", 46-52, rue ARAGO 92800 PUTEAUX

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

# Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,

- une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6ème mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour:

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants

- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières. La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

Article 3

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1er janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le palement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à Castar la les a

Le Bailleur

(Signature)

space Entrepreneurs 71 Boulevard National

92250 La Garenne-Colombes

\*Natiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

Le/1/1/10/21/20/20

(Signature et cachet)

UZION ENERGY 5 Rue des Entrept Zi des Amand energyfi

contact@fuzio FR 19392585444 CODE APE: 4321A qu capital de 104000 ( rsabillté limité

Page 1/1

# Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10240561841

# **Certificat Provisoire d'Immatriculation**

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FP-686-FF

04/03/2020

04/03/2020

PERIODE DE VALIDITE (H)

du

94/03/2029

au

03/04/2020

INCLUS

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

FUZION ENERGY

ZI DES AMANDIERS

5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE

(D.1) Marque

véhícule

(D,2) Type variante version

(D.2.1) Code national didentification du type (en cas de

N10PGTCT082C759

(D.3) Dénomination commerciale

(F.3) Masse en charge maximale

PARTNER

CTTE

PEUGEOT

(E) Numéro d'identification du

EFYHYC-H2F021

(F.2) ) Masse en charge maximale (F.1) Masse en charge maximale admissible du véhicule en service techniquement admissible (en kg) dans l'état membre d'immatriculation

admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

VR3EFYHYCLN509384

(G) Masse du véhicule en service avec carrosserie et dispositif

2005

(G.1) Poids à vide national

2005 (J) Catégorie du véhicule CE

N1

(K) Numéro de réception par type (si

3355 (J.1) Genre national

d'attelage (en kg)

1395 (J.2) Carrosserie CE

1320

(J.3) Carrosserie (désignation nationale)

BB

FOURGON

e2\*2007/46\*0625\*08

(P.1) Cylindrée (en cm3)

(P.2) Pulssance nette maximale (en

(P.3) Type de carburant

disponible)

(P.6) Puissance administrative nationale

1499

75 (S.1) Nombre de places assises, y

GO (S.2) Nombre de places debout (le

(Q) Rapport puissance/masse en kW/kg (uniquement pour les motocycles)

compris celle du conducteur

3

cas échéant)

(U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db (A)

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1)

(V.7) CO2 (en g/km)

(V.9) Classe environnementale

73 (X.1) Date de visite technique

2625

142

715/2007\*2018/1832ANEURO6

04/03/2024

(Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

(Y1)

(Y5)

231 € (Y2)

2.76 €

34 €

0 € (Y4)(Y3)

4 €

271.76 €

Zohelr BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad

(Y6)

#### **PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF**

105, Bd Gabriel Peri - 92240 Malakoff N° SIRET : 302 475 041 01578 Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 56

Site internet : http://concessions.peugeot.fr/malakoff



**PSA Retall France SAS** Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Citroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 157 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 Bd de l'Europe - 78300 Poissy 302 476 (411 R.C.S. Paris - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Oñas 13 007 951 (www.orlas.fr)

NATIOCREDIMURS SNC ACI : FGZ69B2 109 BD DE STALINGRAD

BP 52051

69603 VILLEURBANNE CEDEX

France

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

FACTURE		8759:	176 du :	10/03/2	020		D	ATE D	' ECHEA	NCE :	: 30/04	/2020
N' Cleft	Bon de commande					Vend	eur					regiement
V0000279	P3763770	19/12/2019			00000000000000	me Ange				1	J	ptant
Daveturon	Type Premium STD 650 kg	Not Toporta	Awar Dan	F Fiscola		oe chass					3/2020	(iométrage
Par (aler	Designati	861000000000000000000000000000000000000	N° Riese	Quan	ile × 1	Prix of	teire			aire	***************	ntant
				ou ten	105	horsi	axe		nethors	CANE		
	A au 30/09/2019 E UTILITIAIRE NEUF											
Blanc Bank Curitiba i Banquette Radio com REMISE VN CARBURANT Sophie S/G marquage pack livra CARTE CRUI locataire	passager 2 places nectée, écran tacti H T galerie alu aison	pue Multiflex av le capacitif	8" couleu	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		3 4 - <b>79</b> 5	50.00 00.00 00.00 73.50 16.67 70.00 40.00 65.83 71.76		30 40 -791 57 24	00.00 00.00 00.00 73.50 16.67 70.00 10.00 55.83	-	300.00 400.00 7973.50 16.67 570.00 240.00 65.83 271.76
								İ		İ		
A REPOI	RTER											740.76
DCi Case 2 à 10 Boulevar	nent å adresser å : PSA Retail DAVRCKRCRP courrier YT052 d de l'Europe - TSA 50016 IVELINES cedex 9	Total	el inua (este		acqu	Andreas describe	plorgaravi de	ladimens jarder			Total 1	

Nt Pacament	N° Clark	Nº Commanda
8759176	V0000279	P3763770
30/04/2020	0001035846	
30/04/2020		

Modalities et conditions de règlement: "Toutes nos ventes, fournitures, répatellans et prestellans de services sont payables à rus bureaux, au comptant à la date de facturation et ne font l'objet

Modaliteat conditions of registrations of registrations of registrations of services of services of services of the commence o

#### **PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF**

105, Bd Gabriel Peri - 92240 Malakoff N° SIRET: 302 475 041 01578 Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 56

Site internet : http://concessions.peugeot.fr/malakoff



**PSA Retail France SAS** Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Citroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 157 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 Bd de l'Europe - 78300 Polssy 302 475 041 R.C.S. Paris - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Orias 13 007 951 (www.orias.fr)

NATIOCREDIMURS SNC ACI : FGZ69B2 109 BD DE STALINGRAD BP 52051 69603 VILLEURBANNE CEDEX France

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

DATE D'ECHEANCE : 30/04/2020 8759176 du 10/03/2020 FACTURE Page Mode de réglement Vendeur N° Client Bon de commande Date Commande N° Dosaier Guillaume Angel LLUSH-BOSKA Comptant V0000279 P3763770 19/12/2019 104329 immatriculation kiesenorculaion Kilomatrage N° de chassis Туре FP-686-FF 04/03/2020 VR3EFYHYCLN509384 0 Partmer Premium STD 650 kg BlueHDI 100 S&S BVM5 Désignation 14740.76 REPORT ! Sortie du véhicule Date ! Visa du client I 13.03.2020 15h00 ļ 1 vi hi ule allepté seus restriction س مولاداد FUZION ENERGY 5 Rue des Entrepreneurs 78420 Carrières-sur-Seine Siret: 392 585 444 00053 SARL-au-capital de 104 000 € MONTANT TTC 17634.56 Montant acompte Montant reprise VO 17634.56 MONTANT DU Total T.T.C Total fore team Règlement à adresser à : PSA Retail BCOAVRC/RCRP TVA Taux Base 14469.00 2893.80 20.00 17634.56 € 14740.76 Case courrier YT052 2 à 10 Boulevard de l'Europe - TSA 50016 78091 YVELINES cedex 9

N' Deguirent	81º Ciere	N° Consulande
8759176	V0000279	P3763770
	0001035848	
30/04/2020		u se €

Modalités et conditions de règlement: "Toutes nos ventes, fournitures, réparations et prestations de services sont payables à nos bureaux, au comptant à la date de facturation et ne font l'objet d'éducune condition d'escompte.

Loraque l'achateur est un professionne), en application de l'article L441-6 du Code de commisce, il est expressément convenu qu'en cas de retard de palement, l'achateur pourre se voir appliquer des péneités calculées eur les sommes exiglidés et non payées à bonne date au teux minimum prévu par la loi, égal à 3 (trols) fois le teux d'intiété (égal en vigueur, à compler de la appliquer des péneités calculées eur les sommes. Par ailleurs, une indomnité forfaitaise pour fraits de recouvrement d'un montant minimum de 406 (quarante euros) pourre être epitiquée à l'achateur.

Réserve de propriété : le transferte la princifé des minimums des présents de feur prix confirmément à l'article L624-122 du Code de commence, les ricques étant réammismes transferés à l'acquéreur de la livraison des marchandéses.

Attribution de compétences : En das de contestation entre commerçants, les lithuineux compétents sont ceux dans le ressort desquels se trouve le siège social de notre établissement."

# intrum

# DECOMPTE DES SOMMES DUES Arrêté au 10/03/2023

		déb	it T	Crédit		
Libellés		HT	TTC	HT	πс	
1/LOYERS IMPAYES						
Loyer du 13/06/2022			502,89 €	:		
FPS du 13/06/2022			4,39 €			
Frais du 13/06/2022			50,28 €			
Loyer du 13/10/2022			502,89 €			
FPS du 13/10/2022			4,39 €			
Frais du 18/10/2022			50,28 €			
Loyer du 14/11/2022			502,89 €			
FPS du 14/11/2022		:	4,39 €			
Loyer du 13/12/2022			502,89 €			
FPS du 13/12/2022			4,39 €			
Loyer du 13/01/2023	ļ		502,89 €			
FPS du 13/01/2023		]	4,39 €			
Loyer du 13/02/2023			502,89 €		ı	
FPS du 13/02/2023			4,39 €			
Indemnité de résiliation			194,58 €			
	TOTAUX	0,00 €	3 300,15 €	0		

TOTAL DES SOMMES DUES : 3300,15

Certifié conforme sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours

Sybille ALGRIN Juriste Contentieux



Nos références 2118300275 Références client A1G57111 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Liquidateur Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 19 février 2020, notre cliente a consenti à la société FUZION ENERGY devenue EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 14.740,76 € HT remboursable en 36 échéances de 507,28 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 3.288,54 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 8015 57 frbnplease gintrum.com

Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule utilitaire PARTNER Fourgon Numéro de série VR3EFYCLN509382 Immatriculation FP-702-FF

# **NATIOCREDIMURS GROUPE BNP PARIBAS**

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE RCS NANTERRE 332 199 462 Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

# CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHA VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence: 343210 / 02163

Natiocrédimurs, cl-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

SARL FUZION ENERGY 5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE Année de création : 1993

SIRET

: 392 585 444 00046

Ci-après dénommé le Locataire, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

Désignation du Véhicule VEHICULE UTILITAIRE NEUF PTAC DE MOINS DE 3,5T	Fournisseur PSA RETAIL DARL MAT MALAKOFF 105 BD GABRIEL PERI	Prix d'achat du véhicule T.T.C	
Marque : PEUGEOT Modèle : PARTNER	92240 MALAKOFF	17 634,56 euros	
Type: XXXXXXX Numéro de série:			

### **COUT DE LA LOCATION**

Durée de la location : 36 mois			ayables term	ne a échoir	Périodicité : Mensuelle				
Loyer T.T.C Hors Assurance  Montant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule					Assurances Facultatives : (avec signature d'un bulletin d'adhésion séparé)				
Année Nombre de lovers des toyers Annuel (en %) à l'issue de :					Montants des primes exprimés en % du prix d'achat ; T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire pour les véhicules utilitaires				
1 11 12	2,843 2,843 2,843 2,843	34,116 34,116 34,116	1 an 2 ans 3 ans	74,513 38,219 1.000		Prime en % par loyer	Coût Total en %		
3ème 12 2,843 34,116 3 ans 1,000  Total des loyers T.T.C: 102,347 %					Total des assurances :		0,000 %		
		:		1,000 %	COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION : (Assurances comprises et véhicule rachete	é en fin de contrat)			
Coût total T.T.C: 103,347 % (hors assurances et si le véhicule est racheté en fin de contrat)				103,347 %					
	Nombre de loyers  1 11 12 12 12 vyers T.T.C: hat finale T.	Nombre de loyers en % du pr  Nombre de loyers en %  1 2,843 11 2,843 12 2,843 12 2,843 12 2,843 17 2,843 18 2,843 19 2,843 19 2,843 2,843	Nombre de loyers en % du prix d'achat T.T  Nombre de loyers en %  1 2,843 11 2,843 12 2,843 12 2,843 12 2,843 34,116 12 2,843 34,116 12 12,843 34,116 T.T.C:  ances et si le véhicule est racheté en fin	Nombre de loyers en % du prix d'achat T.T.C du véhicit des loyers en %  1 2,843 34,116 1 an 12 2,843 34,116 2 ans 12 2,843 34,116 3 ans yers T.T.C:  hat finale T.T.C:  T.C:  ances et si le véhicule est racheté en fin de contrat)	Nombre de loyers	ontant exprîmé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule    Nombre de loyers en %   Montant des toyers en %   T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire principal des des toyers en %   T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire principal des des toyers en %   T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire principal des des des toyers en %   T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire principal des des des des des des des des des des	ontant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule    Nombre de loyers en %   Montant des toyers en %   Montant des primes exprimés en % du prix d'achat :		

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 12.02.2020"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

**SIGNATURES** 

Le Bailleur ou son Mandataire (Signature, nom et cachet social)

1/02/2020.

(Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire)

CODE APE: 4321A

Société à responsabilité limité au capital de 104 000 €

a Garenne-Colombes

ALEALOAOSCPPPB0502

**NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Code TVA: FR 28332199462

Article préliminaire : Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de toyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Ballleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le palement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garantles conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire doit porter la mention suivante datée et signée : "Bon pour paiement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livralson]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fols que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Bailleur en Informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés gour une livraison le 1 du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particullères débutent le 1 jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des layers) qui suit la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) sulvant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur Invoque la péremption de la commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de réglement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Balileur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'interdit d'affecter le véhicule hors de France et dolt obtenir l'autorisation du Ballleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Bailleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du Ballieur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Bailleur. Toutes plèces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Ballleur. A ce titre, le Localaire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du véhicule qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droits, laxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention. À l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et paiements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Ballleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de

son fontionnement.

Page 1/4

Paraphe du Locataire :

#### **NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Bailleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résillé à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et Intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Ballleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Bailleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (ii) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (ii) les risques de dommages ou de voi subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résillé. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensulte sur l'Indemnisation de l'Interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT : le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérate de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulières. Le Locataire doit indiquer expressement au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule Jusqu'à palement intégral.

#### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect par le Ballleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement ; (III) sinistre total du véhicule ;

9.2 Le Bailleur peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournles ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie du véhicule ; (iii) sinistre total du véhicule ; (iv) modification de la situation du Locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du Locataire, changement de forme sociale ; (v) modification concernant le véhicule loué et notamment détérioration, destruction ou allénation du véhicule loué (apport en société, fusion absorption, scission, ...). La résiliation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiclaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (i) le Locataire pourra sollicitar du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct lié au manquement du Ballleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mols précédents la mise en jau de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (ii) et (iii) et au 9.2, la résiliation entraîne, au profit du Bailleur, le palement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résiliation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résiliation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Bailleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le véhicule doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Ballleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lieu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant hult jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au lover du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le véhicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une Indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

#### Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

a) Toute période de location commencée est intégralement

b) Sauf disposition contraire, le paiement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résiliation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec celuj-ci.

c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci Inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la clientèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfait donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur: Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

# OCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL**

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...dolt être demandé au moins un mois

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonde commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la production des

originaux.

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique.

g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les rembourser.

n) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions de l'Article 1154 du Code Civil (à compter du 01.10.2016

Article 1343-2).

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation aux Articles 1253 et 1256 du Code Civil (à compter du 01.10.2016 Article 1342-10), le Bailleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'il résille ou non le contrat, le Bailleur peut également demander au Locataire défaillant une indemnité de retard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

i) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au pius tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Euribor 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

n) Si le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G.

l) pourront être résiliés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES:

a) En cas de règlement par le Bailleur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en loyers.

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Bailleur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal,

conformément à la législation en vigueur.

- c) En cas de cession-ball (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-bail adossé (véhicule céde par le Locataire puis toué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Locataire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Bailleur régiera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En oas de cession-bail, le Locataire devra joindre à sa facture les documents suivants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du palement effectué à celui-ci et tout autre document exigé par le Ballleur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire fait son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention seralt rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au caicul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des paiements effectués au(x) fournisseur(s) et/ou des garantie(s) bancaire(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents attestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.
- d) Condition suspensive : pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.
- Art. 13 ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marseille ou

La lot française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses sultes.

SNC au capital de 62 800 016 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL** 

CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet et qualité)

71 Soutevord National **Rolombes** at La G

LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

ogtact@fuzionenergy.fr EC 192 585 444 00053 6 GE LW: FR 15392585444 CODE APE: 4321A sabilité limité au capital de 104 000 €

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 51, Bd des Dames - 13242 Marseille Cedex 20

#### INFORMATION DE LA CLIENTELE

GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : En application de l'article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

#### INFORMATIQUE ET LIBERTES:

Les informations recueillies dans le présent document ou ultérieurement ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication aux destinataires déclarés à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés que pour les seules nécessités de gestion ou d'actions commerciales. Ces informations pourront toutefois être communiquées aux entreprises extérieures liées contractuellement au Bailleur pour la gestion et l'exécution du présent contrat, dans la stricte limite de leurs attributions respectives ainsi qu'aux seuls établissements de crédit soumis au secret professionnel bancaire en vertu des dispositions des articles L. 511-33 et suivants du Code Monétaire et Financier, liés au Bailleur en vue de la gestion de leurs financements. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès et de rectification (\*) dans les conditions prévues par la loi du 6 janvier 1978, en particulier après paiement de la redevance légale sauf rectification justifiée. Vous pourrez recevoir des propositions commerciales de sociétés auxquelles nous pouvons communiquer vos nom et adresse, sauf si vous nous avisez de votre souhait que caux-ci ne solent pas communiqués (\*).

Paraphe du Locataire :

Page 4/4

ALEALOAOSCGPPC0402

**NATIOCREDIMURS** 

SNC au capital de 22 800 000 EUR "LE METROPOLE", 46-52, rue ARAGO 92800 PUTEAUX

Tél. : 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA : FR 28332199462

## Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

#### Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailieur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,
- une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6ème mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

#### Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour :

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants

- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières. La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

#### Article 3.

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

#### Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le paiement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à (d'608 / leine

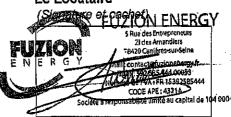
Le Bailleur

(Signature)

EMP PARIBAS Boucle de Seine 92 Espace Entrepreneurs

1 Boulevard National 92250 La Garenne-Colombes

Le Locataire









## Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10240561905

## Certificat Provisoire d'Immatriculation

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FP-702-FF

04/03/2020

04/03/2020

PERIODE DE VALIDITE

du

04/03/2020

au

03/04/2020

**INCLUS** 

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

**FUZION ENERGY** 

ZI DES AMANDIERS

5 RUE DES ENTREPRENEURS 78420 CARRIERES SUR SEINE

(D.1) Marque

véhicule

(D.2) Type variante version

(D.2.1) Code national d'identification du type (en cas de

(D.3) Dénomination commerciale

PEUGEOT

(E) Numéro d'identification du

EFYHYC-H2F021

(F.1) Masse en charge maximale techniquement admissible (en kg)

2005

N10PGTCT082C759 (F.2) ) Masse en charge maximale

admissible du véhicule en service dans l'état membre d'immatriculation PARTNER

(F.3) Masse en charge maximale admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

VR3EFYHYCLN509382

(G) Masse du véhicule en service avec carrosserie et dispositif d'attelage (en kg)

(G.1) Poids à vide national

(J) Catégorie du véhicule CE

(en kg)

(J.1) Genre national

1395

(J.2) Carrosserie CE

1320

(J.3) Carrosserie (désignation

nationale)

2005

CTTE

3355

BB

motocycles)

FOURGON

(P.2) Puissance nette maximale (en

(K) Numéro de réception par type (si disponible) e2\*2007/46\*0625\*08

(P.1) Cylindrée (en cm3)

(P.3) Type de carburant

(P.6) Puissance administrative nationale

1499 (Q) Rapport puissance/masse en kW/kg (uniquement pour les

(S.1) Nombre de places assises, y compris celle du conducteur

3

G0 (S.2) Nombre de places debout (le

(U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db

(V.7) CO2 (en g/km)

cas échéant)

(A))

04/03/2024

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1) 2625

142

(V.9) Classe environnementale 715/2007\*2018/1832ANEURO6

73 (X.1) Date de visite technique

(Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

(Y1)(Y3)

(Y5)

231 € 9 €

2.76 €

(Y2)

(Y6)

(Y4)

34 €

4 € 271.76 €

Zoheir BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad

### **PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF**

105, Bd Gabriel Peri - 92240 Malakoff N° SIRET: 302 475 041 01578

Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 56

Site internet : http://concessions.peugeot.fr/malakoff



**PSA Retail France SAS** Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Citroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 157 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 Bd de l'Europe - 78300 Polssy 302 475 041 R.C.S. Peris - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Orias 13 007 951 (www.orias.fr)

NATIOCREDIMURS SNC ACI : FGZ69B2 109 BD DE STALINGRAD **BP 52051** 69603 VILLEURBANNE CEDEX

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

France

ļ

FACTURE	8759177	đu 1	1/03/2	020			D	ATE :	D'ECHE	NCE	: 30/04/2020	
N° Client Son de commande	************************************	***************************************			0.00000000000	vendeur	0.000		7014		Mode de régierre	
V0000279 P3763771	19/12/2019 10	)4327	Gu. Pitistaa	Oldowa Arron	00000000000	ngel I	000000000000000000000000000000000000000	227.000.00	***************************************	1	Comptant occuleron Klicmetra	***
Type Partner Premium STD 650 kg	BlueMDI 100 S&S	BVM5	0			ehassis CLN509			inculation 702-FF		3/2020	1997
Designation		Nº Pièce	Quari	ite (		rix untain Fois exe			Pakur		Montant	
								,				
Tarif 20A au 30/09/2020 UN VEHICULE UTILITAIRE NEUF												
GARANTIE:												1
   Partner Premium STD 650 kg E	BlueH		1	5	3	20850	.00		208	50.00	20850.0	00
Blanc Banquise Peinture opac Curitiba triton	<b>l</b> ue		1 1	2	3							
Banquette passager 2 places	Multiflex avec ta	ablett	1	2 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	5	300			_	00.00		1
Radio connectée, écran tacti REMISE VN	le capacitif 8" (	couleu	1 1	2	3	400 -7973				00.00 73.50		- 1
CAREURANT H T			1	9	3	16	.67			16.67	16.6	57
Sophie S/galerie alu marquage			1	2	3 3	570 240	- '	i		70.00 40.00		- 1
pack livraison			1	E	3	65 271	. 83			65.83 71.76		
CARTE GRISE LOCATAIRE : FUZION ENERGY			1	F		2/1	. /6		4	/1./0	2/1.	("
5 rue des Entrepreneurs 7842	O CARRIERES S SE	IVE										
				Ī								
					ļ							
					<u> </u>							$\dashv$
A REPORTER												
										i	14740.7	6
Règlement à adresser à :	Fetal Hors No.	ie.		acqu	taeseUr er	Master delaterators	alibri de l	dnosied	en .		Total T.T.C.	
PSA Retail DCOAVRC/RCRP Case courrier YT052		i										
2 à 10 Boulevard de l'Europe - TSA 50018 78091 YVELINES cedex 9												

N° Dégument :	n' Cient	N Commande
8759177	V0000279	₽3763771
	0001035848	
30/04/2020 8		

PACTURE

Modelités et conditions de règlement : "Toutes nos ventes, fournitures, réparations et prestellonede services sont payables à nos bureaux, au complant à fa date de facturation et ne font l'objet

#### **PSA RETAIL DARL'MAT MALAKOFF**

105, Bd Gabriel Peri - 92240 Malakoff N° SIRET : 302 475 041 01578 Tél.: 01 40 92 55 00 - Fax: 01 40 92 56 58

Site internet: http://concessions.peugeot.fr/malakoff



PSA Retail France SAS Distributeur et Réparateur Agréé des Marques Citroën, DS Automobile et Peugeot

S.A.S. au capital de 167 712 720 € Imm. PT1 - 2-10 8d de l'Europe - 78300 Polssy 302 475 041 R.C.S. Paris - FR 29 302 475 041 - APE 4511 Z N° Orias 13 007 951 (www.ories.fr)

NATIOCREDIMURS SNC ACI : FGZ69B2 109 BD DE STALINGRAD BP 52051 69603 VILLEURBANNE CEDEX

Client : Fuzion Energy 5 Rue Des Entrepreneurs 78420 CARRIERES SUR SEINE

France

11/03/2020 DATE D'ECHEANCE : 30/04/2020 8759177 du FACTURE Date Commandel N° Dossier Vendeur Page Mode de régionnent N° Client Box de commande Guillaume Angel LLUSH-BOSKA Comptant P3763771 19/12/2019 V0000279 Mae en orculation | Kilométrage Nº de chassis Immatriculation VR3EFYHYCLN509382 FP-702-FF 04/03/2020 0 Partner Premium STD 650 kg BlueHDI 100 S&S BVM5 Prix Unitaire Quantite Montant Designation REPORT 14740.76 ! Sortie du véhicule Date l Visa du client Heure Bos 2020 15hoo Bon porm perement, véhicule crepté seus restriction į ļ ! **FUZION ENERGY** 5 Rue des Entrepreneurs 78420 (philitres sur-Seine Siret, 392 585 444 00053 SARL ay capital de 104 000 € MONTANT TTC 17634.56 Montant acompte Montant reprise VO MONTANT DU 17634.56 TolerTTC ctal light leade Allons a locide l'administratio Règlement à adresser à : PSA Retail Taux Base TVA DCOA/VRC/RCRP 20.00 14469.00 2893.80 SE 17634.56 € 14740.76 Case courrier Y7052 2 à 10 Boulevard de l'Europa - TSA 50016 78091 YVELINES cadex 9 271.76

M. Document	to Cuerk	Nº Commando
8759177	V0000279	P3763771
	0001035848	
30/04/2020	200000000000000000000000000000000000000	 

KACTURE

ent : "Toutes nos ventes, foumilures, réparations et prestationade services sont payables à nos bureaux, au complant à la date de facturation et ne font l'objet

indications of universities of the professionnel, on application de l'article 1.441-5 du Code de commerce, il est expressément convenu qu'en cas de retard de palement, l'acheteur pourre se voir d'accure confidére à l'accure professionnel, en application de l'article 1.441-5 du Code de commerce, il est expressément convenu qu'en cas de retard de palement, l'acheteur pourre se voir applique de professionnel, en application de l'article professionnel, en retard de la compter de la applique de l'acheteur.

Réserve de propriété : la transfert de la propriété des marchandises objet de la préparté de la préparté de la préparté de la préparté de la préparté de la préparté de leur prix conformément à l'article 1.624-122 du Code de commerce, les discussésions tensifiées à l'acquéreur dès la livraison des marchandises, les discussés d'ant méanacins tensifiées à l'acquéreur dès la livraison des marchandises, les discussés d'ant méanacins tensifiées à l'acquéreur dès la livraison des marchandises.

Attribution de compétences : En cas de contostation entre commerçants, les tribunaux compétents aont ceux dans le réseant desquels se trouve le siège social de noire établissement."

### Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 17/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

N° 13901404

Contrat : A1G57111

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés		Débit		_ Crédit		
			HT	TTC	нт	TTC	
	I/ LOYERS I	MPAYES		_	:		
03/10/22	1 mensuel(s) de 502,89 EUR T ( soit 419,07 HT )	гс	419,07	502,89			
03/10/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39			
02/11/22	1 mensuel(s) de 502,89 EUR T* ( soit 419,07 HT )	гс	419,07	502,89			
02/11/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39			
05/11/22	Facture Indomnité de Retard		50,28	50,28			
		TOTAUX	895,74	1.064,84	0,00	0,0	
		TOTAL SOLDE DÛ	895,74	1.064,84	0,00	0,	
		Dont TVA		169,10		0,	
-	II/ INDEMNITE DE	RESILIATION					
10/03/23	Indemnité réparatrice		147,41	176,89			
10/03/23	Pénalité		14,74	17,69			
		TOTAUX	162,15	194,58	0,00	0,	
	İ	SOLDE	162,15	194,58			
		Dont TVA		32,43		0,	
		III/ ARRETE DE COM	PTE au 17/03/2023	3			
	I/ Au titre des lo	/ers impayés	895,74	1.064,84	0,00	0,0	
	II/ Au titre de l'indem	nité de résillation	162,15	194,58			

1.057,89

1.057,89

1.259,42

1.259,42

201,53

0,00

0,00

0,00

0,00

TOTAUX

Dont TVA

TOTAL SOLDE DÛ

Vincent Doat

<sup>&</sup>quot;Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

## Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: SARL FUZION ENERGY

N° 13901404

Contrat : A1G57111

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

			Débi	t	Créd	lit
Dates	Libelle	es	HT	TTC	HT HT	TTC
	LOYERS IM	PAYES				
01/12/22	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )		419,07	502,89		
01/12/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
02/01/23	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )		419,07	502,89		
02/01/23	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
01/02/23	1 mensuel(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )		419,07	502,89		
01/02/23	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
01/03/23	1 mensue!(s) de 502,89 EUR TTC ( soit 419,07 HT )		419,07	502,89		
01/03/23	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
		TOTAUX	1.690,92	2.029,12	0,00	0,0
		TOTAL SOLDE DÛ	1.690,92	2.029,12	0,00	0,0
		Dont TVA		338,20		0,0

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"



Nos références 2118300278 Références client A1J06844 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Liquidateur Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître.

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 2 mars 2021, notre cliente a consenti à la société EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 17.306,00 € HT remboursable en 36 échéances de 594,59 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 10.996,51 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 8046 57 frbnplease@intrum.com

Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule utilitaire STD BLUE - Fourgon Numéro de série VR3EFYHZRMJ564346 Immatriculation FX-704-EV

## **NATIOCREDIMURS**

SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE RCS NANTERRE 332 199 462 - Code NAF 6491 Z Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

## CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence : 361210 / 02163

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

et:

EXTENS	Année de création : 1993
18 BD DE LA PAIX	
95800 CERGY	SIRET : 392 585 444 00046

Ci-après dénommé le Locataire, agissant solidairement s'ils sont plusieurs, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

Désignation du Véhicule	Fournisseur	Prix d'achat du
VEHICULE UTILITAIRE NEUF PTAC DE MOINS DE 3,5T	VAUBAN AUTOMOBILE	véhicule T.T.C
Marque : PEUGEOT Modèle : PARTNER Type : XXXXX Numéro de série :	2 RUE DE SEINE 78130 LES MUREAUX	20 711,46 euros

#### **COUT DE LA LOCATION**

Jurée de l	la location : 3	6 mois	Loyers pa	yables term	e à échoir	Périodicité : Mensuelte		
Loyer T.T.C Hors Assurance Montant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule				Assurances Facultatives : (avec signature d'un bulletin d'adhésion séparé)				
Année	Nombre de loyers	Coefficient des loyers en %	Montant Annuel	Option d'a	achat T.T.C l'issue de :	Montants des primes exprimés en % du prix T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire pou		itaires
1ère	1 11	2,842 2,842	34,104	1 an	74,505		Prime en % par loyer	Coût Total en %
2ème 3ème	12 12	2,842 2,842	34,104 34,104	2 ans 3 ans	38,211 1,000			
Fotal des	loyers T.T.C				102,313 %	Total des assurances :		0,000 %
	achat finale T.		<u> </u>		1,000 %	COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION : (Assurances comprises et véhicule racheté	en fin de contrat)	
Coût total (hors ass	urances et si	le véhicule est	racheté en fin	de contrat)	103,313 %	103,313 %		
Dépôt de	garantie : 0,	000 % du prix (	d'achat T.T.C	du véhicule	loué, li est pr	élevé à la livraison du véhicule et ne porte pas	d'intérêt	

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 11.02.2021"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

SIGNATURES

Le Bailleur ou son Mandataire (Signature, nom et cachet social)

Were L. 10 02/03/1-21

Congl ত**্**jibes Le Locataire (Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire)

EXTENS Klasserne Forms Stret: 392 585 444 00079 responsabilité limité au capital de 104 000 €

ALEALOAOSCPTPB0101

**NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

#### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

**EXEMPLAIRE BAILLEUR** 

Article préliminaire :

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du Ballieur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le palement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, Intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifle l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi Ilbrement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garanties conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS ; en exécution de son mandat, le Localaire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire doit porter la mention sulvante datée et signée ; "Bon pour palement Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Ballieur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au fransport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Ballieur en informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés pour une livraison le 1er du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particulières débutent le 1er jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui suit la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur invoque la péremption de la

commande, le Locataire fait son affaire de la restilution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'Interdit d'affecter le vénicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Bailleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Ballieur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du Bailleur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Bailleur. Toutes plèces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du véhicule qui viennent en rempiacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN ; le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et palements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de son fonctionnement.



NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z Code TVA: FR 28332199462

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantle notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Ballieur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garantles pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résillé à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Bailleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Ballleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (ii) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (il) les risques de dommages ou de vol subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résillé. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'Indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sintstre partiel, en cas d'insuffisance de l'Indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT : le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulères. Le Locataire doit indiquer expressément au Bailleur, 3 mols avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à palement intégral.

#### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (I) non-respect par le Bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non sulvie d'effet dans les quinze jours sulvants sa réception ; (II) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement ; (III) sinistre total du véhicule ;

9.2 Le Ballleur peut demander la résiliation du confrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent confrat ou perte ou diminution des garanties fournies ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie du véhicule ; (iii) sinistre total du véhicule ; (iv) modification de la situation du Locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du Locataire, changement de forme sociale ; (v) modification concernant le véhicule loué et notamment détérioration, destruction ou aliénation du véhicule loué (apport en société,

fusion absorption, scission, ...); (vi) communication par le Locataire au bailleur de fausses informations sur son entreprise ou sa situation financière qui ont joué un rôle crucial dans la décision du bailleur d'entrer en relation avec le Locataire. La résiliation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formailté judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9,3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (i) le Locataire pourra soilliciter du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct !ié au manquement du Balilleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (ii) et (iii) au 9.2, et dans les cas de résillation prévus par la loi ou décidés par un juge, notamment en cas d'application des dispositions d'ordre public du Livre VI du Code de Commerce, la résillation entraîne, au profit du Bailleur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subl en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résillation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause pénale.

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résiliation anticipée, le Locataire est tenu de restiluer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Ballleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frals de transport incombant au Locataire. Le véhicule doil être restitué avec toutes ses pièces et accessoires Indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lieu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au loyer du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce solt, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le véhicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10%. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

## Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

a) Toute période de location commencée est intégralement due.

b) Sauf disposition contraire, le palement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résillation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification de prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec celui-ci.

c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la cilentèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera

Page 2/4

#### NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

#### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A **USAGE PROFESSIONNEL** CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfait donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...dolt être demandé au moins un mois

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés

garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de fonds, l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172

du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la

production des originaux.

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format électronique.

g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les

h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions

de l'Article 1343-2 du Code Civil.

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation à l'Article 1342-10 du Code Civil, le Ballleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'il résilie ou non le contrat, le Bailleur peut également demander au Locataire défaillant une indemnité de retard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

i) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au plus tard à ia ilvraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation que(conque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Euribor 12 mois : taux Interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mols est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel

de grandes banques). n) Si le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G. I)

pourront être résillés de plein droit par le Bailleur.

Paraphe du Locataire :

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de livralson.

## Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES :

 a) En cas de règlement par le Bailleur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indique aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du palement et celle de la mise en

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Baillaur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal,

conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-ball (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-bail adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce demier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Locataire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Bailleur réglera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-bail, le Locataire devra joindre à sa facture les documents suivants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du paiement effectué à celui-ci et tout autre document exigé par le Ballleur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire fait son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les toyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facture par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au calcul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des paiements effectués au(x) fournisseur(s) et/ou des garantie(s) bancalre(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents attestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.

d) Condition suspensive : pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Ballieur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passe ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marseille ou de Paris.

Page 3/4



NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses sultes.

Art. 14 - DECLARATION DU LOCATAIRE: Le locataire est conscient du fait que le Bailleur ne soutient ni ne participe aux activités des entreprises situées sur des territoires assujettis à des embargos, des sanctions ou des mesures similaires à l'égard de toutes les juridictions dans lesquelles le bailleur exerce une activité.

Le Locataire confirme qu'il ne détient aucun bureau ni investissement et n'exerce ou ne prévoit d'exercer aucune activité dans les pays ou les régions assujetti(e)s à des sanctions, des embargos ou des mesures similaires imposés par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) américain, l'Union Européenne, le gouvernement français, ou toute autre autorité en matière de sanction (incluant actuellement, de manière non limitative : la Corée du Nord, Cuba, la Syrie, le Soudan, l'Iran et la région de la Crimée) ou, dans le cas contraire, qu'il a dûment informé le Bailleur du fait qu'il détient des bureaux, des investissements ou exerce ou prévoit d'exercer des activités dans des pays ou des régions assujettles auxdit(e)s sanctions, embargos ou autres mesures similaires.

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet, nom et qualité)

DNP PARIBAY . DOLLET O Seins 92

Espac Entreprendurs
71 Boulevard National
2250 La Sarenne-Colombes

LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

18 Boullevard de la Paix 99800 Cengy

Siret : 392 585 444 00079 Société à responseblité limité au capital de 104 000 €

Faltà LAGARTAINE C Le ZMARS 2021

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 12, rue du Port - 92022 NANTERRE GEDEX

#### INFORMATION DE LA CLIENTELE

#### PROTECTION DES DONNEES:

En signant ce contrat le Locataire accepte que le Bailleur puisse réaliser des examens de solvabilité et collecter des informations le concernant ainsi que ses représentants et autres parties prenantes à l'activité du Locataire. Ces informations peuvent être utilisées par le Bailleur ou le groupe auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses obligations légales el/ou d'envoyer des informations relatives aux produits ou services qui pourralent intéresser le Locataire. Tous les renseignements relatifs aux modifications des modalités de sollicitation marketing ou toute autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans la notice de protection des données accessible sur le site repris ci-dessous avec la politique de cookies : https://nom.bnpparibas.fr/dataprotection

Pour toute demande d'information ou exercice des droits relatifs à la protection des données le Locataire pourra contacter le Bailleur aux adresses précitées ou en consultant la fiche de contacts disponibles sur le site à l'adresse suivante : https://nom.bnpparibas.fr/dataprotection

## GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT :

En application de l'Article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

Page 4/4

ALEALOAOSOGTPC0201

KH

NATIOCREDIMURS.

SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél. : 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

## Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

#### Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,
- une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6<sup>ème</sup> mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

#### Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour :

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants
- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières. La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

#### Article 3

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

#### Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1er janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le paiement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à

Le Bailleur

(Signature)

la Darne-C.

LO 10121 10121 12101211

Le Locataire

(Signature et cachet)

Social & Properties of the Conference of the Con

\*Natiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

Page 1/1



## Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10268397405

## Certificat Provisoire d'Immatriculation

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FX-704-EV

17/02/2021

17/02/2021

(H) PERIODE DE VALIDITE du

17/02/2021 au 16/03/2021

INCLUS

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

18 BLVD DE LA PAIX

95800 CERGY

(D.1) Marque

(D.2) Type variante version

(D.2.1) Code national d'identification du type (en cas de

(D.3) Dénomination commerciale

PEUGEOT

EFYHZR-H2F021 (E) Numéro d'identification du

kW)

(F.1) Masse en charge maximale techniquement admissible (en kg)

2050

1397

N10PGTCT082B783 (F.2) ) Masse en charge maximale admissible du véhicule en service

dans l'état membre d'immatriculation

(F.3) Masse en charge maximale admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

PARTNER

véhicule

VR3EFYHZRMJ564346 (G) Masse du véhicule en service

**BB** 

(G.1) Poids à vide national

2050

N1

3400 (J.1) Genre national

avec carrosserie et dispositif d'attelage (en kg)

(J) Catégorie du véhicule CE

1472

(J.3) Carrosserie (désignation

(K) Numéro de réception par type (si disponible)

(en kg)

CTTE

(J.2) Carrosserie CE

nationale) FOURGON

e2\*2007/46\*0625\*11

(P.1) Cylindrée (en cm3)

(P.2) Puissance nette maximale (en

(P.3) Type de carburant

(P.6) Puissance administrative nationale

1499 (Q) Rapport puissance/masse en

96 (S.1) Nombre de places assises, y

G٥ (S.2) Nombre de places debout (le

(U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db

5

74

kW/kg (uniquement pour les motocycles)

compris celle du conducteur

3

cas échéant)

(A))

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1)

(V.7) CO2 (en g/km) 149

(V.9) Classe environnementale 715/2007\*2018/1832ANEURO6

(X.1) Date de visite technique 17/02/2025

(Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

2813

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

(Y5)

34 € (Y1) 231 € (Y2)(Y4) 11 € (Y3)0 €

(Y6)

2.76 €

278.76 €

Zoheir BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad



Arrivée Completude

1 5 MARS 2021

PEUGEOT

SAS ou copital de 5 400 000 € 609 800 495 RCS Versailles 5iret 609 800 495 00010 - APE 4511 Z FR 24 609 800 495 - INSEE 743-78-551-1058 S

Adresse administrative CS 45250 78105 Saint-Germain-en-Loue Tél 01 30 87 15 15 www.vaubanauto.fr

CONCESSIONNAIRE - RÉPARATEUR AGRÉÉ SUCCURSALE DE PIÈCES DE RECHANGE PEUGEOT Saint-Germain-en-Laue 78100 - Place Vauban Argenteuil 95100 - 117, bd Jean-Allemane Les Mureaux 78130 - 4, rue de Seine Osny/Cergy 95520 - 8, Choussée Jules-Césor Bucheloy 78200 - Rue des Piquettes Herblay 95220 - 30 boulevard du Hovre

**NATIOCREDIMURS** 

109 BD DE STALINGRAD ACI:FGZ69B2 IMMEUBLE FRONT DE PARC - BP 52051 69603 VILLEURBANNE CEDEX

Locataire: EXTENS 18 BD DE LA PAIX 95800 CERGY

SUCCURSALE VEHICULES NEUFS

Chambourcy 78240 - RN 13 - La Chemin Neuf

Tél 01 39 22 31 11 - Fax 01 39 22 31 10

RÉPARATÉER AGRÉÉ PEUGEOT

Montesson 78360 - 114, avenue Paul Doumer Tél 01 30 53 07 70 - Fax 01 30 53 27 60

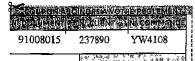
DATE: 17/02/2021 FACTURE VN 91008015

TO MATERICAL ATTOM - KILDMETRAGE MI COMMANDE 91008015 280432 PEUGEOT VR3EFYHZRMJ564346 VOTRE VEHICULE : Peinture opaque Blanc Banquise 24 750.00 29 700,00 Partner Asphalt STD 650 kg BlueHDI 130 \$ \$ EAT8 Peinture opaque Curitiba triton 300.00 360.00 Banquette passager 2 places Multiflex avec tablett -9 706.88 -11 648.26 REMISE EXCEPTIONNELLE 1 676,00 2 011,20 Galerie, Bois, Bandes réfléchissantes et Triangle AK5 manuel 8.12 9.74 Carburant 278,76 Carte Grise Jon pour paument, retirale accepte sons rusting Heure: Date: V/REF CONTRAT 361210/02163 **TOTAL FACTURE** 20 711.45 0.00 Reprise de votre Véhicule 0,00 Solde Financier 0,00 Acompte 0.00 Financement -Premier Loyer 0,00 Date échéance 17/02/2021 20 711,45 SOLDE STOTAL HOPE FACE www.peugeot.fr 3 405,45 3 20.00 17 027,24 Débours non 20-711:45 taxables 278,76

PEUGEOT RAPIDE



21211503 -DC177A4P - M à J 02/2013 - PARAGON - Tél.: 01 46



**DOCUMENT EN EURO** 

MODALITÉS ET CONDITIONS DE RÉGLEMENT : "Toutes nos ventes, lions de Sericas sont pouchles à nos bureaux, ou comptant à la date de facturation et ne fant l'objet d'hucune condition d'escompte MODALITES ET CONDITIONS DE REGLEMENT : Toutes nos ventes, fournaires, apportonne et presidions de s'indices sont pequales à octo beveux, ou compitat à la dois de foctuation et ne font foljet d'une condition d'escompte.
Lorique l'ochéeux est un professionnel, en opplication de l'anticle 1441-5 du Code de commence, ii est expressement consonau qu'en ces de retait de polement, forcheux pour au evait appliquer de politics actuales sur les sommes des que su examinament prévu por la loi, Égal o 3 (trois) foiset aux d'intérit légal envigeur, à compter de la dete d'avig bilité destites sommes. Par ailleus, une indemnité forfation pour fois de excouvrement d'un mostant minimum du 40 € (quantite europ pourro étre appliqué de l'achieux et les réprésents de la propriété des montonoisses objet de la présents focture est suspenda jusqu'au poiement intégré de leur prix conformément oux dispositions de l'orticle L. 621-122 du Code de Commence, les risques denn récommoisses tondérés à l'orqueteur des la livel join des marchandiess.
ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE : En cos de contestation entre commençons, les tribuneaux compétents sont «cur dans le ressort desquels se trouve le siège de noire établissement."

le 17/03/2023 **NATIOCREDIMURS** 

## Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: EXTENS Contrat: A1J06844 N° 14174059

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

	1.11	Déb	oit	Cré	dit
Dates	Libellés	HT	TTC	HT	ПС
	LOYERS IMPAYES				<del></del> .
09/11/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,63 HT )	491,83	590,20		
09/11/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
09/12/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
09/12/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
09/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
09/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
09/02/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
09/02/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
09/03/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20	•	
09/03/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
	TOTAUX	2.477,45	2.972,95	0,00	(
	TOTAL SOLDE DÛ	2.477,45	2.972,95	0,00	(
	Dont TVA		495,50		(

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

### Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 17/03/2023

Client : EXTENS Contrat : A1J06844 N° 14174059

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés		Débit	t	Crédi	it
			HT	TTC	HT	TTC
•••	I/ LOYERS IMPAYES					
10/10/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )		491,83	590,20		
10/10/22	Pack Services Simplifiés		3,66	4,39		
13/10/22	Facture Indemnité de Retard		59,02	59,02		
		TOTAUX	554,51	653,61	0,00	0,00
	TOTAL	SOLDE DÛ	554,51	653,61	0,00	0,00
		Dont TVA		99,10		0,00

	II/ INDEMNITE DE	RESILIATION				
10/03/23	Indemnité réparatrice		5.583,30	6.699,96		
10/03/23	Pénalité		558,33	670,00		
İ		TOTAUX	6.141,63	7.369,96	0,00	0,00
		SOLDE	6.141,63	7.369,96		
		Dont TVA		1.228,33		0,00

	III/ ARRETE DE COMPTE au 17/03/2023											
I/ Au titre des loy	ers impayés	554,51	653,61	0,00	0,00							
II/ Au titre de l'Indemi	nité de résiliation	6.141,63	7.369,96									
	TOTAUX	6.696,14	8.023,57	0,00	0,00							
	TOTAL SOLDE DÛ	6.696,14	8.023,57	0,00	0,00							
	Dont TVA		1.327,43		0,00							

"Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

Vincent Doat



Nos références 2118300279 Références client A1J06875 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Liquidateur Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 2 mars 2021, notre cliente a consenti à la société EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 17.306,00 € HT remboursable en 36 échéances de 594,59 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix − 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 12.353,98 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 80 46 57 frbnpleese@intrum.com

#### Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule utilitaire PARTNER Fourgon Numéro de série VR3EFYHZRMN519001 Immatriculation FY-267-FH

## **NATIOCREDIMURS**

## **GROUPE BNP PARIBAS**

SNC au capital de 159 800 032 EUR

12 rue du Port 92000 NANTERRE

RCS NANTERRE 332 199 462 - Code NAF 6491 Z

Identifiant CEE : FR 28 332 199 462

## CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence : 361212 / 02163

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'intermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

et:

Année de création : 1993 **EXTENS** 18 BD DE LA PAIX : 392 585 444 00046 SIRET 95800 CERGY

Ci-après dénommé le Locataire, agissant solidairement s'ils sont plusieurs, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel sulvant :

Désignation du Véhicule  VEHICULE UTILITAIRE NEUF PTAC DE MOINS DE 3,5T	Fournisseur VAUBAN AUTOMOBILE	Prix d'achat du véhicule T.T.C
Marque : PEUGEOT Modèle : PARTNER Type : XXXXXXX Numéro de série :	2 RUE DE SEINE 78130 LES MUREAUX	20 711,46 euros

#### COUT DE LA LOCATION

Turée de l	a location : 36	mois	Loyers pa	yables term	e à échoir	. Périodicité : Mensuelle		
		Loyer T.T.C Ho mė en % du pr	ors Assurance			Assurances Facul (avec signature d'un bulletin	d'adhésion séparé)	
Année	Nombre de loyers	Coefficient des loyers en %	Montant Annuel	Option d'a	achat T.T.C l'issue de :	Montants des primes exprimés en % du p T.T.C pour les véhicules de tourisme T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire p	our les véhicules util	
1ère	1	2,842	34,104	1 an	74,505		Prime en % par loyer	Coût Tota en %
2ème 3ème	11 12 12	2,842 2,842 2,842	34,104 34,104	2 ans 3 ans	38,211 1,000			
<u> </u>				_l	102,313 %	Total des assurances :		0,000 %
	loyers T.T.C achat finale T.				1,000 %	COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION : (Assurances comprises et véhicule rache)	é en fin de contrat)	
Coût tota	and of oi	le véhicule est	racheté en fir	de contrat)	103,313 %	103,313 % élevé à la livraison du véhicule et ne porte p		

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 11.02.2021"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

SIGNATURES

Le Bailleur ou son Mandataire (Signature, nom et cachet social)

ascon 6 10 -2/03/2021.

Le Locataire (Signature, cachet social, Nom et Qualité du signataire)

GARENNER 2 MARS & 21.

18 Soulevard de la Palx 95800 Cergy Stret: 392 589 444 00079 Sociétéà responsabilité limité au capital de 164 666 €

award National 7.2250 La diardine-Colombes NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Code TVA: FR 28332199462

Article préliminaire : Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions

décrites cl-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes. Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Bailleur pour la perte suble, par le palement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résillation.

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par là même, le Bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garanties conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livraison. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afférentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre tivraison d'un véhicule conformé et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbal de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Ballieur (sur laquelle le Locataire doit porter la mention suivante datée et signée : "Bon pour paiement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frais relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de la livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Bailleur en informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés pour une livraison le 1 ar du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particulières débutent le 1er jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui suit la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Ballleur invoque la péremption de la commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Ballleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Ballleur, le Locataire s'interdit d'affecter le véhicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Bailleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Ballleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remettre le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Ballleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du Bailleur. Le Locataire doit conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Bailleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Bailleur. Toutes pièces rempiacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes pièces ou éléments du vénicule qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droits, taxes et redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et palements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretien, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de

son fonctionnement.



#### NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantie notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Bailleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garantles pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résilié à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lieu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Ballleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Ballieur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (II) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (ii) les risques de dommages ou de vol subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinietre total ou de voi, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résillé. Le Locateire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualisée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Bailleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT : le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulières. Le Locataire doit indiquer expressément au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à palement Intégral.

#### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résillation du contrat en cas de (i) non-respect par le Bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement : (iii) sinistre total du véhicule;

garantie de l'équipement; (ili) sinistre total du véhicule; 9.2 Le Ballieur peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent contrat ou perte ou diminution des garanties fournies; (il) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie du véhicule; (ili) sinistre total du véhicule; (iv) modification de la situation du Locataire et notamment décès, liquidation amiable, cessation d'activité, cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du locataire, changement de forme sociale; (v) modification concernant le véhicule loué et notamment détérioration, destruction ou aliénation du véhicule loué (apport en société,

fusion absorption, scission, ...); (vi) communication par le Locataire au bailleur de fausses informations sur son entreprise ou sa situation financière qui ont joué un rôle crucial dans la décision du bailleur d'entrer en relation avec le Locataire. La résiliation interviendrait sans qu'il y alt besoin d'aucune formalité judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (I) le Locataire pourra soiliciter du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct llé au manquement du Bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (II) et (III) au 9.2, et dans les cas de résillation prévus par la loi ou décidés par un juge, notamment en cas d'application des dispositions d'ordre public du Livre VI du Code de Commerce, la résillation entraîne, au profit du Bailleur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers Impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résillation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'indemnilé prévue cl-dessus sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause pénale.

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résillation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le vénicule en bon état général et de fonctionnement, au Bailleur et à l'endrolt désigné par ceiul-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le vénicule doit être restitué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lleu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'état du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seraient à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, le Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au loyer du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le Locataire est dans l'incapacité de restituer le véhicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une Indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majoré de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

## Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

a) Toute période de location commencée est intégralement due.

b) Sauf disposition contraire, le paiement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résillation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus

c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaltaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la clientèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera

Page 2/4



#### **NATIOCREDIMURS** SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfalt donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...doit être demandé au moins un mois

d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dispositions conformément aux fonds. l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la

production des originaux.

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format electronique.

g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les

h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son reglement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions

de l'Article 1343-2 du Code Civil.

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation à l'Article 1342-10 du Code Civil, le Bailleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un tiers, pour régler l'Impayé le plus ancien au titre de tout contrat intervenu entre le Bailleur et le Locataire.

k) Qu'il résille ou non le contrat, le Bailleur peut également demander au Locataire défaillant une indemnité de retard de palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

i) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gaga-espèces et est restitué si le Locataire a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au plus tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à effectuer.

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Eurlbor 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

n) Si le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, tous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G. I)

pourront être résillés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de

### Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES :

a) En cas de règlement par le Bailleur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Bailleur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Bailleur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à titre principal,

conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-ball (véhicule cédé par le Locataire puis ioué à ce demier), de crédit-ball adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mais facturation du Locataire au Bailleur une fois que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en layers. A réception, le Bailleur réglera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-bail, le Locataire devra joindre à sa facture les documents suivants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du paiement effectué à celui-cl et tout autre document exigé par le Ballieur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire fait son affaire de l'importation (notemment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalitée nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixés en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Localaire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cette facture servira de base au calcul des toyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : copie de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des palements effectués au(x) fournisseur(s) et/cu des garantie(s) bancaire(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du vénicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents altestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.

d) Condition suspensive : pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délai maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au tribunal de commerce de Marselle ou

Page 3/4

## NATIOCREDIMURS

SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

#### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

**EXEMPLAIRE BAILLEUR** 

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites.

Art. 14 - DECLARATION DU LOCATAIRE : Le locataire est conscient du fait que le Bailleur na soutient ni ne participe aux activités des entreprises situées sur des territoires assujettis à des embargos, des sanctions ou des mesures similaires à l'égard de toutes les juridictions dans lesquelles le bailleur exerce une activité.

Le Locataire confirme qu'il ne détient aucun bureau ni investissement et n'exerce ou ne prévoit d'exercer aucune activité dans les pays ou les régions assujetti(e)s à des sanctions, des embargos ou des mesures similaires imposés

par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) américaln, l'Union Européenne, le gouvernement français, ou toute autre autorité en matière de sanction (incluant actuellement, de manière non limitative : la Corée du Nord, Cuba, la Syrie, le Soudan, l'Iran et la région de la Crimée) ou, dans le cas contraire, qu'il a dûment informé le Bailleur du fait qu'il déttent des bureaux, des investissements ou exerce ou prévoit d'exercer des activités dans des pays ou des régions assujetties auxdit(e)s sanctions, embargos ou autres mesures similaires.

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet, nom et qualité)

RNP PARIBAS F Boucht de Seine 92

Espece Intrepreneurs
71 Boulevard National
92250 La Garbane-Colombes

LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

18 Boulevard de la Palx 95800 Cergy Skret : 392 585 444 00079

Société à responsabilité limité an . :

Fait à LAGAREANE C Le ZMARS COST

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 12, rue du Port - 92022 NANTERRE CEDEX

#### INFORMATION DE LA CLIENTELE

#### PROTECTION DES DONNEES:

En signant ce contrat le Locataire accepte que le Bailleur puisse réaliser des examens de solvabilité et collecter des informations le concernant ainsi que ses représentants et autres parties prenantes à l'activité du Locataire. Ces informations peuvent être utilisées par le Bailleur ou le groupe auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses obligations légales et/cu d'envoyer des informations relatives aux produits ou services qui pourraient intéresser le Locataire. Tous les renseignements relatifs aux modifications des modalités de sollicitation marketing ou toute autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans la notice de protection des données accessible sur le site repris ci-dessous avec la politique de cookles : https://ncm.bnpparibas.fr/dataprotection

Pour toute demande d'information ou exercice des droits relatifs à la protection des données le Locataire pourra contacter le Bailleur aux adresses précitées ou en consultant la fiche de contacts disponibles sur le site à l'adresse sulvante : https://ncm.bnpparibas.fr/dataprotection

## GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT :

En application de l'Article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

Page 4/4

Paraphe du Locataire :

ALEALOAGEGTEGOZÓ

KH

NATIOCREDIMURS

SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

## Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

#### Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,
- une baisse du volume d'activité condulsant à une utilisation minorée du véhicule.

Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6<sup>ème</sup> mois de location et, ensuite, pour chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

#### Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour :

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants
- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières.

La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

#### Autiolo 2

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

#### Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le paiement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à La Casene - C.

Le 012103 12021

Le Locataire

(Signature et cachet)

19 Applieur d'aler Paix 95800 Cergy Defrét : 392 585 444 00079 Société à résponsabilité limité au capital de 104 000 é

Le Bailleur (Signature)

Bas - Boucle de Seine 92

71 Onicvard National

\*Natiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

Page 1/1

## Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10272384682

## Certificat Provisoire d'Immatriculation

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'immatriculation

(i)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FY-267-FH

30/03/2021

30/03/2021

PERIODE DE VALIDITE

30/03/2021

29/04/2021 au

INCLUS

attribué à : (C.1)

NAT10CREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

**EXTENS** 

18 BLVD DE LA PAIX

95800 CERGY

(D.1) Marque

véhicule

(D.2) Type variante version

EFYHZR-H2F021

(F.1) Masse en charge maximale techniquement admissible (en kg) (D.2.1) Code national d'identification du type (en cas de

N10PGTCT129U234

(F.2) ) Masse en charge maximale admissible du véhicule en service dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

2050

dans l'état membre d'immatriculation (en kg) 3400

(D.3) Dénomination commerciale

(F.3) Masse en charge maximale

admissible de l'ensemble en service

CTTE

PARTNER

VR3EFYHZRMN519001 (G) Masse du véhicule en service

PEUGEOT

(E) Numéro d'identification du

avec carrosserie et dispositif d'attelage (en kg)

1397

(G.1) Poids à vide national

2050

(J) Catégorie du véhicule CE

N 1

(K) Numéro de réception par type (si

e2\*2007/46\*0625\*12

G٥

(J.1) Genre national

(P.1) Cylindrée (en cm3)

(J.2) Carrosserie CE

BB

(J.3) Carrosserie (désignation

**FOURGON** 

(P.2) Pulssance nette maximale (en

(P.3) Type de carburant

(P.6) Puissance administrative

nationale

1499

(Q) Rapport puissance/masse en kW/kg (uniquement pour les motocycles)

(S.1) Nombre de places assises, y compris celle du conducteur

3

34 €

11 €

278.76 €

(\$.2) Nombre de places debout (le cas échéant)

(U.1) Niveau sonore à l'arrêt (en db

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1)

(V.7) CO2 (en g/km) 149 (V.9) Classe environnementale

74 (X.1) Date de visite technique

2813

715/2007\*2018/1832ANEUR06

30/03/2025

(Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

231 € (Y2)(Y1) (Y3) 0 € (Y4)

2.76 € (Y6)(Y5)

Zoheir BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad



ARRIVEE COMPLETUDE

0 7 MAI 2021

A1506#37.

TOF PRO SE

SAS ou capital de 5 400 000 € 609 800 495 RCS Versoilles Siret 509 800 495 00010 - APE 4511 Z FR 24 609 800 495 - INSEE 743-78-551-1058 \$

Adresse administrative Ploce VAUBAN 78100 Saint-Germain-en-Laye Tél 01 30 87 15 15

www.vaubanauto.fr

CONCESSIONNAIRE - RÉPARATEUR AGRÉÉ SUCCURSALE DE PIÈCES DE RECHANGE PEUGEOT Saint-Germain-en-Laye 78100 - Place Vouban Argenteuit 95100 - 117, bd Jean-Allemane Les Mureaux 78130 - 4, rue de Seine Osny/Cergy 95520 - 8, Chaussée Jules-Césor

Tél 01 30 99 77 11 Tél 01 34 41 72 72 Buchelay 78200 - Rue des Piquettes Herblay 95220 - 30 boulevard du Havre Tél 01 34 97 92 92 Tél 01 34 50 45 45 SUCCURSALE VÉHICULES NEUPS TALO1 39 22 31 11

**NATIOCREDIMURS** 

109 BD DE STALINGRAD ACI:FGZ69B2 IMMEUBLE FRONT DE PARC - BP 52051 69603 VILLEURBANNE CEDEX

Locataire: EXTENS 18 BD DE LA PAIX 95800 CERGY

Chambourcy 78240 - RN 13 - Le Chemin Neuf

RÉPARATEUR AGRÉÉ PEUGEOT

Tét 01 30 87 15 15

Tél 01 34 34 35 35

Montesson 78360 - 114, avenue Poul Doumer Tél 01 30 53 07 70

DATE: 30/03/2021 FACTURE VN 91008182

			terror and the base of the same of the same
Napodoument - 12 Carriculation - 2 M VATRE COMPANIA - WARREST WARREST		Y NO HAMATRICOLATION	KIEGMETRAGE IN COMMANDE
91008182 280432 ZF2991 PEUGEOT	VR3EFYHZRMN519001		
		A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH	
SA CONTROL OF THE PROPERTY OF		A SOUTH OF STREET	A MANUAL
VOTRE VEHICULE : Peinture opaque Blanc Banquise	Code failf		
Partner Asphalt STD 650 kg BlueHDI 130 S&S EAT8	\$	24 750,00	29 700,00
Banquette passager 2 places Multiflex avec tablett	3	300,00	360,00
1		-9 706,88	-11 648,26
REMISE EXCEPTIONNELLE		1 676,00	
Galerie, Bois, Bandes réfléchoissantes et Triangle AK5	9	1 070,00	2011,20
manuel		8,12	9,74
Carburant	1	0,12	1
Carte Grise			278,76
out to dillo			
		1	
		ļ	) ,
	1 1 1 2 2	Later Control	was t while
SORTIE DU VEHICULE	VISA DU CLIENT	hadi Tang	nî hisere "
]	cocepte Sours	Lesylognes.	ul mouse.
Date: 30/64/102/ Heure: 10 HS	b 211 '	ļ <u> </u>	
1 200,000 1/00/1 40			alc
CONTRAT 361212/02163	_/	<b>C</b> EXTE	
		18 Boulevard de la Paix 95800 Siret : 392 585 444 0007	St.03.
TOTAL FACTURE 20 711,45	to select	Siret: 392 585 444 000: Sè response pilité limité au cap	tal do 104 000 €
Reprise de votre Véhicule 0,00			
Solde Financier 0,00			
Acompte 0,00			
Financement 0,00		Date én	néance 30/03/2021
Premier Loyer 0,00		Date eoi	IODITO OD/OD/EDET
SOLDE 20 711,45			
	Organises survive delitie authorization	A STATE OF THE STA	TE TOTAL TACE IN
www.peugeot.fr	Q L /0	Cristiania solitania solitania	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Débours non 17 027,24	3 20,00 3 405,45		20.711,45
taxables			The state of the s
278,76			

91008182

COURDN A JOINDRE A VOTHER RECLEMENT.

237890

PEUGEOT RAPIDE



**DOCUMENT EN EURO** 

MODALITÉS ET CONDITIONS DE RÉGLEMENT : "Toutes nos ventes, fournitures, répondions et prestations de sinices sont popubles à nos bureaux, ou complant à la date de facturation et ne font l'objet d'aucune condition d'escompte.

Lorsque l'ochebur est un professionnes, en application de l'article L441-6 du Code de commerce, il est explassifiant convenu qu'en car de retaind de pointment, tocheteur pours se voir appliquer des péanités colledes sur les sommes explisées en anoque de lors de le la comment de l'article Le constant de l'article La code de l'article La code de l'article La code de l'article La code de sont en anoque de l'article de la code de virgibilisé de sections de l'article pour ficis de secouvement d'un montant minimum de 40° (quaronte euros) pourse être oppliquée à l'article de la présente facture est suspendu jusqu'ou poiennent intégral de leur prix conformément aux dispositions de l'article L 621-122 du Code de Commerce, les riques et drant Adornales transférés à l'acquéreur des la l'article L 621-122 du Code de Commerce, les riques et drant Adornales transférés à l'acquéreur des la l'article L 621-122 du Code de Commerce, les riques et de la contra l'article L 621-122 du Code de Commerce, les riques et de la contra de siègn de notre étoblissement."

le 17/03/2023

#### NATIOCREDIMURS

## Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client : EXTENS Contrat : A1J06875 N° 14174059

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

		Débi	t	Cré	dit
Dates	Libellés	HT	TTC	HT	TTC
	LOYERS IMPAYES				
30/11/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
30/11/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
02/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
02/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
31/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
31/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
28/02/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
28/02/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
	TOTAUX	1.981,96	2.378,36	0,00	0
	TOTAL SOLDE DÛ	1.981,96	2.378,36	0,00	0
	Dont TVA		396,40		0

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

### Déclaration De Créance à titre Chirographaire Contrat Résilié au 10/03/2023 Arrêté au 17/03/2023

Client: EXTENS Contrat: A1J06875 N° 14174059

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés	Déb	oit	Créd	lit
Dates		HT	TTC	HT	TTC
	I/ LOYERS IMPAYES				
30/09/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
30/09/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
05/10/22	Facture Indemnité de Retard	59,02	59,02		
31/10/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
31/10/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
04/11/22	Facture Indemnité de Retard	59,02	59,02		
	TOTAU	1.109,02	1.307,22	0,00	0,0
	TOTAL SOLDE DO		1.307,22	0,00	0,0
	Dont TV		198,20		0,0

		II/ INDEMNITE DE	RESILIATION				
	10/03/23	Indemnité réparatrice		6.566,98	7.880,37		
İ	10/03/23	Pénalité		656,69	788,03		
			TOTAUX	7.223,67	8.668,40	0,00	0,00
			SOLDE	7.223,67	8.668,40		
			Dont TVA		1 <u>.444,</u> 73		0,00

III/ AR	RETE DE COMPT	E au 17/03/2023			
I/ Au titre des loyers impay	<u>és</u>	1.109,02	1.307,22	0,00	0,00
II/ Au titre de l'indemnité de rési	iliation	7.223,67	8.668,40		
	TOTAUX	8.332,69	9.975,62	0,00	0,00
TOTAL	L SOLDE DÛ	8.332,69	9.975,62		0,00
	Dont TVA		1.642,93		0,00

<sup>&</sup>quot;Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

Vincent Doat



Nos références 2118300280 Références client A1J06909 – EXTENS (EX – FUZION ENERGY) Vos références CK/LD/VK/19655/PASSIF Greffe 22J00631 Affaire SARL EXTENS

SELARL DE KEATING
Maître Christian HART DE KEATING
Liquidateur Judiciaire
1-3, Boulevard Jean Jaurès
95300 PONTOISE

Saint-Priest, le 17/03/2023

Lettre recommandée avec accusé de réception n°1A 206 363 6801 5

Maître,

Nous, SAS INTRUM CORPORATE, domiciliée 97 allée Alexandre Borodine 69800 SAINT-PRIEST dont le siège social est Immeuble Les Passerelles, 104 avenue Albert 1er, 92500 RUEIL-MALMAISON immatriculée sous le RCS NANTERRE B 797 546 769, avons été mandaté par la société NATIOCREDIBAIL gérante de la société NATIOCREDIMURS sise au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE immatriculée sous le RCS NANTERRE B 332 199 462 pour la gestion de ses dossiers pour lesquels ses clients font l'objet d'une procédure collective.

En date du 2 mars 2021, notre cliente a consenti à la société EXTENS un contrat de location avec option d'achat d'un montant de 17.306,00 € HT remboursable en 36 échéances de 594,59 € TTC pour le matériel repris en annexe.

En votre qualité de liquidateur judiciaire de la société de FUZION ENERGY devenue EXTENS, dont le siège social est situé 18, Boulevard de la Paix – 95800 CERGY PONTOISE, inscrite au RCS de PONTOISE sous le numéro 392 585 444, conformément aux dispositions en vigueur ainsi qu'en vertu des pouvoirs conférés au soussigné, nous vous adressons par la présente notre déclaration de créance à titre chirographaire pour montant de 12.353,98 € TTC au passif de la société débitrice selon les décomptes ci-après.

Nous requérons donc l'admission de cette créance et vous demandons de bien vouloir accuser bonne réception de la présente déclaration.

En outre, nous revendiquons ledit bien pour le compte de notre client dans les formes et délais visés aux articles L. 624-9 à L. 624-18 et R. 624-13 à R. 624-16 du Code de commerce. Nous vous saurions gré de nous indiquer les modalités selon lesquelles nous pouvons récupérer le bien de notre client.

Merci de nous indiquer quelles sont les possibilités de règlement de cette somme et à défaut, de nous adresser un certificat d'irrécouvrabilité.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Sybille ALGRIN 04 72 8546 57 frbnplease@intrum.com

Matériel propriété de NATIOCREDIMURS :

Véhicule utilitaire PARTNER Fourgon Numéro de série VR3EFYHZRMN519000 Immatriculation FY-222-FH

## NATIOCREDIMURS

### **GROUPE BNP PARIBAS**

SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

RCS NANTERRE 332 199 462 - Code NAF 6491 Z

Identifiant CEE: FR 28 332 199 462

## CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULE A USAGE PROFESSIONNEL

EXEMPLAIRE DESTINE AU BAILLEUR

Référence: 361211 / 02163

Natiocrédimurs, ci-après dénommé le Bailleur, par l'infermédiaire de son mandataire : BNP PARIBAS

Agence de : NANTERRE PREFECTURE

et:

Année de création : 1993 **EXTENS** 18 BD DE LA PAIX : 392 585 444 00046 95800 CERGY SIRET

Ci-après dénommé le Locataire, agissant solidairement s'ils sont plusieurs, est conclu le présent contrat de location avec option d'achat aux présentes Conditions Particulières et aux Conditions Générales ci-après annexées, portant sur le véhicule à usage professionnel suivant :

Désignation du Véhicule	Fournisseur	Prìx d'achat du
VEHICULE UTILITAIRE NEUF PTAC DE MOINS DE 3,5T	VAUBAN AUTOMOBILE	véhicule T.T.C
Marque : PEUGEOT Modèle : PARTNER Type : XXXXX Numéro de série :	2 RUE DE SEINE 78130 LES MUREAUX	20 711,46 euros

#### COUT DE LA LOCATION

Durée de l	la location : 3	3 mois	Loyers pa	ayables term	e à échoir	Périodicité : Mensuelle		
Loyer T.T.C Hors Assurance Montant exprimé en % du prix d'achat T.T.C du véhicule					Assurances Facultatives : (avec signature d'un bulletin d'adhésion séparé)			
Année	Nombre de loyers	Coefficient des loyers en %	Montant Annuel	Option d'achat T.T.C (en %) à l'issue de :		T.T.C ou H.T selon le choix du Locataire pour les véhicules utilital		taires
1ère	1	2,842 2,842	34,104	1 an	74,505		Prime en % par loyer	Coût Tota en %
2ême 3ême	12 12	2,842 2,842	34,104 34,104	2 ans 3 ans	38,211 1,000			
Total des	loyers T.T.C	<u> </u>			102,313 %	Total des assurances :		0,000 %
	achat finale T.		·		1,000 %	COUT TOTAL T.T.C DE LA LOCATION : (Assurances comprises et véhicule rachete	e en fin de contrat)	
Coût lotal (hors ass	uranc <b>es</b> et si	le véhicule est	racheté en fin	de contrat)	103,313 %	103,313 %		
: Dépôt de	garantie : 0,	000 % du prix (	dachat T.T.C	du vénicule	loué. Il est pr	élevé à la livraison du véhicule et ne porte pa	as d'intérêt	

<sup>&</sup>quot;Taux de référence du 11.02.2021"

Le Locataire déclare que le présent contrat, composé des Conditions Particulières ci-dessus et des Conditions Générales ci-annexées est destiné au financement d'un véhicule à usage professionnel.

**SIGNATURES** 

Le Ballieur ou son Mandataire

(Signature, nom et cachet social)

de Seine 92

preneurs ard National

Colombes

Le Locataire (Signature, cachel social, Nom et Qualité du signataire)

1205 2MARS COLL

18 Boulevard de la Palx 95800 Cergy Siret : 392 585 444 00079

Société à responsabilité limité au capital de 104 003 €

NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

**EXEMPLAIRE BAILLEUR** 

Article préliminaire :

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Bailleur prend notamment livraison du véhicule, agit en justice dans les conditions

décrites cl-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes. Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette Qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagementa, au bon fonctionnement du véhicule et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au Bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résillation ou à dommages et intérêts de la part du Bailleur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique du véhicule, ainsi qu'en cas de non utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Bailleur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Ballieur pour la perte suble, par le paiement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résillation.

Art. 1 - OBJET : à la demande du Locataire, le Bailleur acquiert un véhicule, et le met à sa disposition dans les conditions du présent contrat. Par la même, le Bailleur, intervenant à titre purement financier, a accompli son obligation. Le Locataire certifie l'exactitude de tous les renseignements fournis au Bailleur au cours des négociations du présent contrat et de sa mise en place.

Art. 2 - COMMANDE : le Locataire reconnaît avoir choisi librement le véhicule qu'il désire louer, ainsi que son fournisseur, et avoir arrêté sous sa seule responsabilité toutes spécifications techniques, garanties conventionnelles et conditions de la commande passée et notamment le délai de livralson. Le Locataire a également convenu avec le fournisseur de l'organisation de l'élimination des déchets issus du véhicule, il en assure l'exécution et prend en charge les taxes afferentes.

Art. 3 - LIVRAISON - LOYERS : en exécution de son mandat, le Locataire doit prendre livraison d'un véhicule conforme et en parfait état, matérialisé par la remise du procès-verbai de livraison-réception, de la facture définitive établie au nom du Bailleur (sur laquelle le Locataire doit porter la mention suivante datée et signée : "Bon pour palement. Véhicule accepté sans restriction, ni réserve, le [date de livraison]") ou de tout autre support convenu avec le Bailleur. Le règlement des sommes dues au fournisseur intervient une fois que l'ensemble des éléments constitutifs du dossier de financement prévu par le Bailleur est réalisé. Sauf stipulations contraires, les frals relatifs au transport, à l'installation, à la mise en marche et à l'obtention des accessoires incombent au Locataire. La location prend effet à compter de la date de livraison du véhicule. En cas d'évolution du taux de référence entre le jour de l'accord de financement et le jour de livraison, les loyers prévus aux Conditions Particulières pourront être révisés au moment de la prise d'effet du contrat, auquel cas le Bailleur en Informera le Locataire. Sauf stipulations différentes, les loyers sont déterminés pour une livraison le 1er du mois. En cas de livraison à une autre date, les loyers et la durée mentionnés aux Conditions Particullères débutent le 1er jour du mois (ou du trimestre civil, en cas de périodicité trimestrielle des loyers) qui sult la livraison. Entre la date de livraison et le premier jour du mois (ou du trimestre tel que précité) suivant, le Locataire est redevable d'un loyer d'utilisation calculé sur la base du montant du loyer au prorata du temps écoulé pendant cette période. Il sera dû, sauf stipulations contraires, en même temps que le premier loyer. Si le Locataire refuse la livraison du véhicule ou si le véhicule n'a pas été livré à la date convenue, il doit en informer le Bailleur par courrier recommandé avec accusé de réception. Si le Locataire constate la non-conformité ou le mauvais fonctionnement du véhicule, il doit en informer, sans délai, le fournisseur par courrier recommandé avec accusé de réception, et en adresser une copie au Bailleur en précisant qu'il s'interdit de conserver le véhicule. Dans le cas de refus de prendre livraison du véhicule, de défaut de livraison à la date convenue ou si le Bailleur Invoque la péremption de la

commande, le Locataire fait son affaire de la restitution au Bailleur de toutes sommes déjà versées majorées des intérêts décomptés, depuis la date de règlement jusqu'à celle de son remboursement par le Locataire, au taux de référence. Le Locataire garantit le Bailleur de toutes condamnations à cette occasion, à raison des droits et recours du fournisseur, et sera redevable, en outre, d'une indemnité fixée à 10 % du montant de la condamnation.

Art. 4 - INSTALLATION - PROPRIETE : sauf accord du Bailleur, le Locataire s'Interdit d'affecter le véhicule hors de France et doit obtenir l'autorisation du Bailleur pour une affectation dans un Département ou Territoire d'Outre-Mer, nonobstant le retour du véhicule en France métropolitaine avant le terme du contrat. Le Locataire ne peut pas, sans l'accord écrit du Bailleur, donner en location le véhicule, céder, concéder ou apporter le droit au contrat ou remetire le véhicule à un tiers. Si le local dans lequel est stationné le véhicule n'appartient pas au Locataire, ce dernier doit notifier au propriétaire que le véhicule appartient au Bailleur. De même le Locataire est tenu de notifier aux créanciers nantis et hypothécaires qu'il n'est pas propriétaire du véhicule, sous peine d'engager sa responsabilité à l'égard du Bailleur. Le Locataire doil conserver le véhicule libre de tout droit, inscription, nantissement et autres sûretés. En cas d'atteinte directe ou indirecte par quiconque audit droit de propriété, le Locataire doit en aviser immédiatement le Ballleur, prendre à ses frais toutes mesures pour faire connaître ledit droit et faire cesser ladite atteinte, notamment, par obtention d'une mainlevée. Il est responsable de tout dommage qui peut résulter du défaut ou du retard de l'information du Balleur. Toutes plèces remplacées ou accessoires incorporés, qui ne doivent en aucune façon nuire au véhicule, deviennent de plein droit et sans dédommagement, propriété du Bailleur. A ce titre, le Locataire veille à préserver la disponibilité des droits de propriété du Bailleur concernant toutes plèces ou éléments du véhicule qui viennent en remplacement de ceux existants.

Art. 5 - UTILISATION - ENTRETIEN : le Locataire assume l'entière responsabilité de l'usage fait du véhicule loué et de sa mise en service, muni des documents, inscriptions et équipements requis par la réglementation en vigueur. D'une manière générale, le Locataire doit remplir toutes obligations administratives et fiscales, notamment le palement de tous droite, taxes el redevances, et se conformer, en toutes circonstances, aux lois et règlements afférents à la détention, à l'utilisation et à la circulation du véhicule. Il est également seul responsable des déclarations et paiements de tous droits, taxes et redevances aussi bien ceux relatifs à la circulation des marchandises qu'aux véhicules eux-mêmes.

Pendant toute la durée de la location, le Locataire a également la charge de l'entretten, de la maintenance et des réparations du véhicule de manière à en assurer constamment le bon état général et de fonctionnement. Le Bailleur peut procéder ou faire procéder à toute inspection du véhicule et vérification de son fonctionnement.



RM

NATIOCREDIMURS SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE Tél.: 01 41 97 20 00 LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

Tél. : 01 41 97 20 00 332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z Code TVA : FR 28332199462

Art. 6 - GARANTIE DE L'EQUIPEMENT - RECOURS : le Locataire exerce dans le cadre du mandat sus visé, tous droits et actions en garantte notamment vis-à-vis du constructeur ou du fournisseur du véhicule, notamment annulation de la commande, récupération des acomptes versés, mise en jeu des garanties légales et/ou conventionnelle, et le droit d'ester en justice à condition d'avoir appelé le Bailleur à la cause. De par son mandat, le Locataire agira en cas de défaillance ou de vices cachés affectant le véhicule ou de défaut de garanties pour obtenir des dommages et intérêts, le cas échéant complétés d'une demande de résolution judiciaire de la vente objet du contrat, lequel sera résillé à compter du jour où cette résolution sera devenue définitive. Les dommages et intérêts obtenus serviront en premier lleu à couvrir le montant de l'investissement supporté par le Ballleur, le solde étant conservé par le Locataire, sous déduction des coûts, majoré de 10 %, supportés par le Bailleur pour la mise en place du financement.

Art. 7 - ASSURANCES - SINISTRES : dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci ou son rachat, le Locataire (i) est responsable des dommages causés par le véhicule et (li) assume les risques de détérioration et de perte. Il s'oblige, en conséquence, à souscrire toutes assurances couvrant (i) sa responsabilité civile ainsi que celle du Bailleur et (ii) les risques de dommages ou de vol subis par le véhicule loué avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Bailleur et une clause de renonciation aux recours contre ce dernier. Le Locataire doit informer sans délai le Bailleur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résillé. Le Locataire est alors redevable de l'indemnité, fixée à l'article résiliation, exigible à la date de résiliation, actualleée au taux de référence pour la perte du véhicule et pour l'Interruption prématurée du contrat. Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Ballleur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du véhicule et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurances, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète du véhicule à ses frais.

Art. 8 - OPTION D'ACHAT : le Bailleur consent au Locataire une promesse unilatérale de vente à l'expiration de la location, moyennant le prix fixé aux Conditions Particulières. Le Locataire doit indiquer expressément au Bailleur, 3 mois avant ladite expiration, sa décision d'acheter ou non le véhicule. L'achat est possible si le Locataire est à jour de toutes sommes dues à la date du règlement, le Bailleur se réservant la propriété du véhicule jusqu'à palement intégral.

#### Art. 9 - RESILIATION :

9.1 Le Locataire peut demander la résiliation du contrat en cas de (i) non-respect par le Bailleur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze jours suivants sa réception; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la

garantie de l'équipement; (ili) sinistre total du véhicule;
9.2 Le Bailleur peut demander la résiliation du contrat en cas
de (i) non-respect de l'un des engagements pris au présent
contrat ou perte ou diminution des garanties fournies; (il)
résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article
traitant de la garantile du véhicule; (ili) sinistre total du
véhicule; (iv) modification de la situation du Locataire et
notamment décès, iliquidation amiable, cessation d'activité,
cession du fonds de commerce, de parts ou d'actions du
Locataire, changement de forme sociale; (v) modification
concernant le véhicule ioué et notamment détérioration,
destruction ou allénation du véhicule loué (apport en société,

fusion absorption, scission, ...); (vi) communication par le Locataire au bailleur de fausses informations sur son entreprise ou sa situation financière qui ont joué un rôle crucial dans la décision du bailleur d'entrer en relation avec le Locataire. La résiliation interviendrait sans qu'il y ait besoin d'aucune formalité judiciaire, le Locataire reconnaissant avoir d'entre en demeure par les présentes.

été mis en demeure par les présentes.

9.3 Conséquences : dans le cas prévu au 9.1 (I) le Locataire pourra solliciter du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct lié au manquement du Bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité. Dans les cas prévus aux 9.1 (II) et (III) au 9.2, et dans les cas de résillation prévus par la loi ou décidés par un juge, notamment en cas d'application des dispositions d'ordre public du Livre VI du Code de Commerce, la résillation entraîne, au profit du Bailleur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale à la somme des loyers restant à échoir au jour de la résillation et du montant de l'option d'achat.

9.4 L'indemnité prévue ci-dessus sera majorée d'une somme forfattaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause pénale.

Art. 10 - RESTITUTION DU VEHICULE : en cas de non levée de l'option d'achat ou de résiliation anticipée, le Locataire est tenu de restituer le véhicule en bon état général et de fonctionnement, au Ballleur et à l'endroit désigné par celui-ci, les frais de transport incombant au Locataire. Le véhicule doit être restilué avec toutes ses pièces et accessoires indispensables à son bon fonctionnement, muni de ses papiers, de son carnet d'entretien et de toute la documentation afférente. Le Bailleur pourra transférer ses droits à toute personne pour prendre possession du véhicule, en ses lieu et place et avec les mêmes droits, notamment quant à l'étai du véhicule et aux frais d'audit et de remise en état éventuellement nécessaires qui seralent à la charge du Locataire. En cas de retard de restitution excédant huit jours, e Locataire est redevable d'une indemnité de privation de jouissance égale au loyer du dernier terme écoulé et ce pour chaque période de retard correspondant à la durée de ce terme, toute période commencée étant due en entier. Si pour quelque cause que ce soit, le Locateire est dans l'incapacité de restituer le vénicule à l'expiration du contrat, il est redevable d'une indemnité correspondant au montant de l'option d'achat majore de 10 %. Cette indemnité est exigible à la date de l'événement engendrant l'obligation de restitution.

## Art. 11 - AUTRES CONDITIONS APPLICABLES AU CONTRAT:

- a) Toute période de location commencée est intégralement due.
- b) Sauf disposition contraire, le palement de toutes les sommes dues au titre du présent contrat, notamment loyers, taxes, indemnités de résillation, s'effectue par prélèvement automatique sur le compte bancaire du Locataire au jour d'échéance ou en cas d'impossibilité au jour ouvré précédent. Le Locataire, par dérogation à la règle de pré-notification de quatorze jours, déclare que le délal de pré-notification des prélèvements par le Bailleur est fixé à deux jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat de prélèvement donné par le Locataire sera utilisable pour tous les contrats conclus avec celui-ci.
- c) Sauf stipulation contraire, le contrat est assorti d'un forfait services pour la durée du contrat. Celui-ci inclut la fourniture forfaitaire de prestations décrites dans les opérations en vigueur applicables à la clientèle disponibles dans les agences et auprès du Service Qualité (\*). Le Locataire peut demander la cessation de cette prestation par lettre (\*) dont il se ménagera

Page 2/4



NATIOCREDIMURS
SNC au capital de 159 800 032 EUR
12 rue du Port
92000 NANTERRE
Tél.: 01 41 97 20 00
332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z
Code TVA: FR 28332199462

#### LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

la preuve de la bonne réception, sous réserve d'un préavis de trente jours. Tous frais ainsi que tout acte de gestion non compris dans ce forfait ou ultérieures à la cessation dudit forfait donneront lieu à une facturation aux conditions appliquées aux opérations avec la clientèle en vigueur. Tout acte de gestion et notamment tout changement, toute modification au présent contrat du type changement de domiciliation bancaire, d'adresse en cours, modification de la date de prélèvement, etc...doit être demandé au moins un mois

à l'avance.
d) En cas de cession de créances nées du présent contrat, à un fonds commun de créances conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le transfert des sûretés garantissant chaque créance, y compris, le cas échéant, le bénéfice des assurances, est réalisé de plein droit au profit dudit fonds, conformément aux dispositions de l'Article L 214-169 du Code Monétaire et Financier. Par ailleurs la charge du recouvrement des créances ainsi cédées, est transférée selon les dispositions prévues à l'Article L 214-172 du code précité et des textes subséquents.

e) Les parties acceptent comme moyens de preuve les rapports informatisés ou autres, ce qui dispense de la

production des originaux.

f) Le Locataire accepte toute information par le Bailleur par voie électronique, toute notification écrite sous forme simple ou recommandée ainsi que la fourniture (expédition ou mise à disposition) de toute pièce de facturation sous format

g) Sauf dispositions particulières, toute somme indiquée au contrat est exprimée H.T. et sera majorée des taxes en vigueur. Tous les frais et taxes résultant des présentes sont à la charge du Locataire qui s'oblige expressément à les rembourser.

h) A compter de la date de son exigibilité et jusqu'à celle de son règlement effectif, toute somme due par le Locataire produit de plein droit un intérêt moratoire au double du taux de référence, sans pouvoir être inférieur au minimum légal (actuellement de trois fois le taux d'intérêt légal).

i) Les Intérêts sont capitalisés conformément aux dispositions

de l'Article 1343-2 du Code Civil.

j) En cas d'impayé de quelque ordre qu'il soit et par dérogation à l'Article 1342-10 du Code Civil, le Ballleur peut utiliser toutes sommes versées ou reçues du Locataire et/ou d'un fiers, pour régler l'impayé le plus ancien au titre de tout contrat Intervenu entre le Ballieur et le Locataire.

k) Qu'il résille ou non le contrat, le Bailleur peut également demander au Locataire défaillant une indemnité de retard de referent égale à 10 % des sommes échues impayées.

palement égale à 10 % des sommes échues impayées.

I) Si un dépôt de garantie est prévu au contrat, il est constitué en gage-espèces et est restitué si le Locataire a rempil toutes ses obligations vis-à-vis du Bailleur. Il est versé au plus tard à la livraison du véhicule. Le Bailleur peut à tout moment prélever sur son montant les sommes qui lui sont dues à quelque titre que ce soit, sans que le Locataire puisse se prévaloir d'une compensation quelconque entre le dépôt et les versements à

m) Le taux de référence utilisé est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'Euribor 12 mois et du Swap 5 ans (Euribor 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié quotidiennement par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et Swap 5 : le taux Swap 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques).

de grandes banques).

n) Si le contrat est résillé par le Bailleur aux torts du Locataire, nous les autres contrats conclus avec le Locataire, et le Bailleur ou l'une des sociétés de son groupe (Art. 145 du C. G. I)

pourront être résillés de plein droit par le Bailleur.

o) En cas de dates de signature des parties, différentes, le présent contrat est réputé conclu à la date la plus récente. Si aucune date de signature ne figure sur le contrat, la date de conclusion du présent contrat est réputée être la date de livraison

## Art. 12 - CONDITIONS SPECIFIQUES :

a) En cas de règlement par le Ballieur des sommes, notamment à titre d'acompte, avant la date de mise en loyers, le Ballieur facturera périodiquement au Locataire des "préloyers", qui lui resteront définitivement acquis, correspondant aux intérêts résultant du taux indiqué aux conditions spéciales appliqué au montant des sommes déboursées entre la date du paiement et celle de la mise en loyers

b) Le mandat du Locataire lui permet de faire immatriculer le véhicule au nom du Balileur et à l'adresse du domicile du Locataire ou, le cas échéant, du lieu de l'établissement de celui-ci auprès duquel le véhicule est affecté à îltre principal,

conformément à la législation en vigueur.

c) En cas de cession-bail (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier), de crédit-ball adossé (véhicule cédé par le Locataire puis loué à ce dernier avec accord de sous-location) ou d'opération sur véhicule importé, il n'y aura pas établissement d'un procès-verbal de réception mals facturation du Locataire au Bailleur une fols que le véhicule, conforme à la commande, sera livré. La date de facture sera celle du transfert de propriété et de mise en loyers. A réception, le Bailleur réglera au Locataire le montant de sa facture sous déduction de la compensation pouvant être opérée avec le montant du premier terme de loyer. En cas de cession-ball, le Locataire devra joindre à sa facture les documents suivants : copie de la facture définitive de son fournisseur, et justification du paiement effectué à celui-ci et tout autre document exigé par le Bailleur. En cas d'opération sur véhicule importé, le Locataire fail son affaire de l'importation (notamment dédouanement, convoyage) et s'engage à remplir toutes formalités nécessaires tant auprès du fournisseur qu'auprès de toutes autorités françaises et/ou étrangères dont l'intervention serait rendue nécessaire par les réglementations en vigueur à la date de ladite importation. Le prix du véhicule, les loyers, l'option d'achat, figurant aux Conditions Particulières du contrat sont fixée en tenant compte du prix en devises figurant sur la facture proforma du fournisseur étranger. Le véhicule, une fois livré et dédouané, sera facturé par le Locataire au Bailleur pour un montant égal à la contre-valeur en euros des sommes effectivement déboursées par le Locataire pour le règlement au fournisseur étranger, majorées des frais éventuels de transitaire. Le montant de cetie facture servira de base au calcul des loyers et de l'option d'achat. Le Locataire devra joindre à sa facture les justificatifs suivants : cople de la facture définitive du fournisseur étranger, justification des paiements effectués au(x) fournisseur(s) el/ou des garantie(s) bancaire(s) irrévocable(s) mises en place, éventuelle radiation du véhicule dans son pays d'origine et document concomitant, document de passage en douane, tous documents allestant de la bonne exécution de ses obligations, ou tout autre document exigé par le Bailleur.

d) Condition suspensive: pour prendre effet, le présent contrat devra être retourné au Bailleur, accompagné de tous documents annexes (garanties, ...), le tout dûment régularisé et ce dans un délal maximum de 15 jours à compter de sa date de création. Passé ce délai, le Bailleur cessera d'être engagé.

Art. 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION : le Bailleur et le Locataire contractant en Qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantle, au tribunal de commerce de Marseille ou de Paris.

Page 3/4



NATIOCREDIMURS
SNC au capital de 159 800 032 EUR
12 rue du Port
92000 NANTERRE
Tél.: 01 41 97 20 00
332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z
Code TVA: FR 28332199462

# LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT VEHICULES A USAGE PROFESSIONNEL CONDITIONS GENERALES

EXEMPLAIRE BAILLEUR

La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses sultes.

Art. 14 - DECLARATION DU LOCATAIRE : Le locataire est conscient du fait que le Bailleur ne soutlent ni ne participe aux activités des entreprises situées sur des territoires assujettis à des embargos, des sanctions ou des mesures similaires à l'égard de toutes les juridictions dans lesquelles le bailleur exerce une activité.

Le Locataire confirme qu'il ne détient aucun bureau ni Investissement et n'exerce ou ne prévoit d'exercer aucune activité dans les pays ou les régions assujetti(e)s à des sanctions, des embargos ou des mesures similaires imposés par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) américain, l'Union Européenne, le gouvernement français, ou toute autre autorité en matière de sanction (incluant actuellement, de manière non ilmitative : la Corée du Nord, Cuba, la Syrie, le Soudan, l'iran et la région de la Crimée) ou, dans le cas contraire, qu'il a dûment informé le Bailleur du fait qu'il détient des bureaux, des investissements ou exerce ou prévoit d'exercer des activités dans des pays ou des régions assujettles auxdit(e)s sanctions, embargos ou autres mesures similaires.

LE BAILLEUR OU SON MANDATAIRE

(Signature, cachet, nom et qualité)

LE LOCATAIRE

(Signature, cachet social, nom et qualité du signataire)

WEYTENS

18 Boulevard de la Paix 95800 Cargy Stret : 392 S85 444 00079 Société à responsabilité limité au capital de 104 000 €

Feità LAGARENNEC

(\*) Service Qualité - NATIOCREDIMURS - 12, rue du Port - 92022 NANTERRE CEDEX

#### INFORMATION DE LA CLIENTELE

#### PROTECTION DES DONNEES:

En signant de contrat le Locataire accepte que le Ballieur puisse réaliser des examens de solvabilité et collecter des informations le concernant ainsi que ses représentants et autres parties prenantes à l'activité du Locataire. Ces informations peuvent être utilisées par le Bailieur ou le groupe auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses obligations légales et/ou d'envoyer des informations relatives aux produits ou services qui pourraient intéresser le Locataire. Tous les renseignements relatifs aux modifications des modalités de sollicitation marketing ou toute autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans la notice de protection des données accessible sur le site autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans la notice de protection des données accessible sur le site

repris ci-dessous avec la politique de cookies : https://ncm.bnpparibas.fr/dataprotection

Pour toute demande d'information ou exercice des droits relatifs à la protection des données le Locataire pourra contacter le Bailleur aux adresses précitées ou en consultant la fiche de contacts disponibles sur le site à l'adresse sulvante : https://ncm.bnpparibas.fr/dataprotection

## GARANTIE DES DEPOTS DANS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT :

En application de l'Article L. 312-4 du Code Monétaire et Financier et du règlement du Comité de la Réglementation Bancaire n° 95-01 du 21 juillet 1995 relatif à la garantie des dépôts, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

NATIOCREDIMURS

SNC au capital de 159 800 032 EUR 12 rue du Port 92000 NANTERRE

92000 NANTERRE Tél. : 01 41 97 20 00

332 199 462 RCS NANTERRE - Code NAF 6491 Z

Code TVA: FR 28332199462

## Annexe MODULEASE au Contrat de Location avec Option d'Achat

Article 1

Le locataire, ayant retenu un paiement par prélèvement automatique, bénéficie de la faculté de demander au bailleur le réaménagement de la durée de son contrat dans les conditions ci-après.

La demande de réaménagement formulée par le locataire est motivée par :

- une hausse du volume d'activité conduisant à une utilisation majorée du véhicule,

une baisse du volume d'activité conduisant à une utilisation minorée du véhicule.
 Le locataire pourra exercer sa demande à compter du 6ème mois de location et, ensuite, pour

chaque année civile suivante pendant la durée du contrat.

Le locataire devra être en mesure d'apporter tout élément de justification à l'administration

concernant l'utilisation du véhicule ayant conduit à ses demandes de réaménagement.

Article 2

Une fois par an, dans le cadre d'une négociation entre les parties à l'issue de laquelle un avenant sera conclu, le locataire aura la possibilité de demander le réaménagement du contrat pour :

- en diminuer la durée de 1 à 6 mois par paiement des loyers périodiques correspondants

- en augmenter la durée de 1 à 6 mois

La durée totale de location résultant des demandes de réaménagement ne pourra être supérieure à la durée initiale prévue aux conditions particulières. La durée restante du fait d'un réaménagement ne pourra être inférieure à 12 mois.

Article 3

Le réaménagement de la durée du contrat entraînera le calcul de nouveaux loyers pour la durée restante qui s'effectuera sur la base de l'encours inscrit dans les livres du bailleur.

Article 4

Toute demande de réaménagement devra être formulée auprès du Service A La Clientèle\* (SALC) entre le 1er janvier et le 15 Novembre de chaque année civile, pour un réaménagement dans l'année, étant précisé que la mise en place d'un réaménagement est conditionnée à l'absence de modification de la situation du locataire notamment financière, fiscale ou sociale et à l'exécution intégrale des engagements du locataire tant à l'égard du bailleur que de l'une des sociétés de son groupe (art.145 du C.G.I.), notamment le paiement de toutes sommes dues et la réception par le bailleur des avenants de réaménagement conformes et dûment signés par le locataire.

Fait en deux exemplaires à

Le Bailleur

(Signature)

La Sarene C

Le 10121-10131 121012151

Le Locataire (Signature et cachet)

18 Boulevard de la Paix 95800 Cercy Siret: 392 585 444 00079 Société à responsabilité limité au capital de 104 000 €

Matiocredimurs - SALC Mobilier - 2 avenue Charles Tillon CS94207 35042 RENNES CEDEX

Page 1/1



## Ministère de l'Intérieur

Numéro d'ordre du certificat 10272384595

## Certificat Provisoire d'Immatriculation

Autorise, pendant sa période de validité, la circulation du véhicule sur le territoire national dans l'attente, le cas échéant, du certificat d'immatriculation (Article R.322-3 du code de la route).

(A) Numero d'Immatriculation

(I)Date du CPI

(B) Date de 1ère immatriculation

FY-222-FH

30/03/2021

30/03/2021

PERIODE DE VALIDITE

du

30/03/2021

au

29/04/2021

INCLUS

attribué à : (C.1)

NATIOCREDIMURS

332199462

Locataire: (C.3)

EXTENS

18 BLVD DE LA PAIX

95800 CERGY

(D.1) Marque

véhicule

(D.2) Type variante version

EFYHZR-H2F021

N10PGTCT129U234 (F,2) ) Masse en charge maximale admissible du véhicule en service

(J) Catégorie du véhicule CE

du type (en cas de

(en kg)

(F.3) Masse en charge maximale admissible de l'ensemble en service dans l'état membre d'immatriculation dans l'état membre d'immatriculation (en kg)

VR3EFYHZRMN519000

PEUGEOT

(E) Numéro d'identification du

2050

(F.1) Masse en charge maximale

techniquement admissible (en kg)

(G.1) Polds à vide national

2050

(D.2.1) Code national diidentification

3400 (J.1) Genre national

(D.3) Dénomination commerciale

PARTNER

(G) Masse du véhicule en service avec carrosserie et dispositif d'attelage (en kg)

1472

BB

(J.2) Carrosserie CE

1397

(J.3) Carrosserie (désignation nationale)

N 1 (K) Numéro de réception par type (si disponible)

FOURGON (P.2) Puissance nette maximale (en

e2\*2007/46\*0625\*12 (P.3) Type de carburant

(P.6) Pulssance administrative nationale

1499

(P.1) Cylindrée (en cm3)

G0

CTTE

(Q) Rapport puissance/masse en kW/kg (uniquement pour les motocycles)

(S.1) Nombre de places assises, y compris celle du conducteur

3

34 €

(S.2) Nombre de places debout (le cas échéant)

(U,1) Niveau sonore à l'arrêt (en db

74

(U.2) Vitesse moteur (en mn-1)

(V.7) CO2 (en g/km) 149

(V.9) Classe environnementale 715/2007\*2018/1832ANEURO6

(X.1) Date de visite technique 30/03/2025

2813 (Z.1) à (Z.4) Mentions spécifiques

Pour le ministre et par délégation,

Le sous-directeur de la protection des usagers de la route

(Y1) à (Y6) Taxes

(Y3)

(Y5)

231 € (Y2)(Y1)

11 € 0 € (Y4)278.76 € (Y6) 2.76 €

kW)

Zoheir BOUAOUICHE

Le CPI ne permet pas la réimmatriculation du véhicule en France ou à l'étranger

The PRC does not allow re-registration of the vehicle in France or abroad



SAS au capital de 5 400 000 € - 🦠 609 800 495 RCS Versoilles Siret 509 800 495 00010 - APE 4511 Z FR 24 609 800 495 • INSEE 743-78-551-1058 S

Adresse administrative Place VAUBAN 78100 Saint-Germain-en-Laye Tél 01 30 87 15 15

www.vaubanauto.fr

CONCESSIONNAIRE - RÉPARATEUR AGRÉÉ SUCCURSALE DE PIÈCES DE RECHANGE PEUGEOT Saint-Germain-en-Laye 78100 - Place Vouban Argentevil 95100 - 117, bd Jean-Allemane Les Mureaux 78130 - 4, rue de Seine Osny/Cergy 95520 - 8, Chaussée Jules-César Buchelay 78200 - Rue das Piquettes Herblay 95220 - 30 boulevard du Havre

SUCCURSALE VÉHICULES NEUFS Chambourcy 78240 - RN 13 - Le Chemin Newf Tél 01 39 22 31 11

RÉPARATEUR AGRÉÉ PEUGEOT

Tél 01 30 87 15 ₹5 Tel 01 34 34 35 35 Tél 01 30 99 77 11 Tél 01 34 41 72 72 Tél 01 34 97 92 92

Tél 01 34 50 45 45

ARRIVEE COMPLETUDE

A1 J 06909 NF. Pho cl. unique

07 MAI 2021

 $\Gamma$ 

**NATIOCREDIMURS** 

109 BD DE STALINGRAD ACI:FGZ69B2 IMMEUBLE FRONT DE PARC - BP 52051 69603 VILLEURBANNE CEDEX

Locataire : EXTENS V 18 BD DE LA PAIX 95800 CERGY

Montesson 7850 - 114 ovenue Poul Doumer Tét 01 30 53 97 70
DATE: 30/03/2021 FACTURE VN 91008183

NI DOCUMENT - * WEN CHIENT - * TO VALENCE	CONTROL SECTION OF A DISTRICT	A CONTRACT OF THE PARTY OF THE	A STATE OF THE PROPERTY OF THE	NUMMA	TRICULATION AND IN K	HOMERRAGE, J. COMMENDE
91008183 280432 ZF299	4 PEUGEOT	VR3EFYHZF	RMN519000			
				tor need to the	the sale of the sa	
L STANSHOOM ON THE						A STATE OF THE STA
VOTRE VEHICULE : Pelniture opaque B	anc Banquise		Code Tarif			
Partner Asphalt STD 650 kg BlueHDi	130 S&S EAT8		3		24 750,00	29 700,00
Banquette passager 2 places Multiflex a	vec tablett		3		300,00	360,00
REMISE EXCEPTIONNELLE		!			-9 706,88	-11 648,26
Galerie, Bois, Bandes réfléchissante manuel	s et Triangle AK5		3		1 676,00	2 011,20
Carburant			3		8,12	9,74
Carte Grise						278,76
Carte Grise						
CORTIE DI VELICIII E		VISA DU CLI	ENT			7
SORTIE DU VEHICULE		VIOA DU UL	Bon pour	nal	ument	vehicule
Date: 30/04/20/11	leure : 10452	$\rightarrow a$	ccepte sans	res	<b>kichon</b>	ni nexerve!
CONTRAT 361211/02163						
TOTAL FACTURE 20	711,45	'				
Reprise de votre Véhicule	0,00				EXTENS	$\perp$ )
į ·	0,00			Digital de la companya de la company	Fia Palk 95000 Gorgy	
Solde Financier		1				
Acompte	0,00		Société à re	Siret/392 sponsabilite i	585 444 00079 Imité au capital de 104	000e
Acompte Financement	0,00		ड <del>ैंडर</del> ॉर्क्स के रक्ष	Sitet /392 sponsebilite i	lmité au capital de 104	
Acompte Financement Premier Loyer	<b>0,00</b> 0,00		डें <del>ड</del> िंग्सें के तथा	Sitet /392 Pontabilite	lmité au capital de 104	000 € nce 30/03/2021
Acompte Financement Premier Loyer	0,00			poniabilite	imité au capital de 104 Date échéai	nce 30/03/2021
Acompte Financement Premier Loyer	<b>0,00</b> 0,00	The state of the s		poniabilite	imité au capital de 104 Date échéai	
Acompte Financement Premier Loyer SOLDE 20	0,00 0,00 <b>711,45</b>	3 20,00		poniabilite	imité au capital de 104 Date échéai	TOTAL TING
Acompte Financement Premier Loyer SOLDE 20	0,00 0,00 0 711,45	- C1 /8	Ucata Afronia 4 4 (text	poniabilite	imité au capital de 104 Date échéai	nce 30/03/2021

91008183



**DOCUMENT EN EURO** 

MODALTÉS ET CONDITIONS DE RÈGLEMENT : "Toutes nos ventes, fournitures, réparations de strices sont pagables à nos bureaux, au comptant à la doite de facturation et ms font fobjet d'oucume condition d'escompte.
Lorsque l'adhetirur est un professionnel, en application de l'article 1441-5 du Code de commerce, il est expressiment convenu quien cos de retoud de polement, tractieleur pourre se vair oppliquer des péraités calculées sur les acommes
estiplies et ann pagies à bonne date du toux minimum priou par la loi, 459 à 3 (trois) fais le foux d'initéré l'égal en vigueur, à compter de la dete d'exigibilité desdites sommes. Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de récouvement
d'un montont ninimum de 40º (quosonné euco) pourre être appliquée à l'orchéeux.
RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ : La trossfect de la parquêt de de marchandites objet de la présente facture est sessat du jusqu'au polament intégral de leur prix conformément oux dispositions de l'article L. 621-122 du Code de Commence,
les risques d'abont décambiles sonsiérés à l'acquéreur dès la livroison des marchandites.

ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE : En cos de contestation entre commangants, les tribunoux compétents sont cue, dans la ressort desquels se trouve le siègé de notre établissement."

20 711,45

SECOURON A JOINORE A VOTRE RESERVENT INT BOCUMENT : N°COLENTY N°COMMANDE

237890

ZF2994

## Décompte créance 'privilège contrat poursuivi' Arrêté au 10/03/2023

Client: EXTENS Contrat: A1J06909 N° 14174059

Location portant sur :

VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Datas	Libellée	Dé	bit	Cre	édit
Dates	Libellés	HT	TTC	HT	TTC
	LOYERS IMPAYES				
30/11/22	1 mensuei(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
30/11/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
02/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
02/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
31/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20	:	
31/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
28/02/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20		
28/02/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39		
	TOTAUX	1.981,96	2.378,36	0,00	0,0
	TOTAL SOLDE DÛ	1.981,96	2.378,36	0,00	0,0
	Dont TVA		396,40		0,0

<sup>&</sup>quot;sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"

### Décompte Contrat Résilié le 10/03/2023 Arrêté au 17/03/2023

Client: EXTENS Contrat: A1J06909

N° 14174059

Location portant sur : VEHICULE UTILITAIRE NEUF

Dates	Libellés	Déb	oit	Crédit		
		HT	TTC	HT	TTC	
	I/ LOYERS IMPAYES					
30/09/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20			
30/09/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39			
05/10/22	Facture Indemnité de Retard	59,02	59,02			
31/10/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20			
31/10/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39			
04/11/22	Facture Indemnité de Retard	59,02	59,02			
30/11/22	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT)	491,83	590,20			
30/11/22	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39			
02/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20	į		
02/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39			
31/01/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20			
31/01/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39			
28/02/23	1 mensuel(s) de 590,20 EUR TTC ( soit 491,83 HT )	491,83	590,20			
28/02/23	Pack Services Simplifiés	3,66	4,39			
	TOTAL	JX 3.090,98	3.685,58	0,00		
	TOTAL SOLDE I	3.090,98	3.685,58	0,00	0	
	Dont T\	/A	594,60		0	

	II/ INDEMNITE DE RESILIATION					
10/03/23	Indemnité réparatrice		6.566,98	7,880,38		
10/03/23	Pénalité		656,69	788,02		
		TOTAUX	7.223,67	8.668,40	0,00	0,00
		SOLDE	7.223,67	8.668,40		
		Dont TVA		1.444,73		0,00

N° 14174059

Client: EXTENS Contrat: A1J06909

Dates	Libellés	Débit		Crédit					
Dates	Libelles	HT	TTC	HT	TTC				
	III/ ARRETE DE COMPTE au 17/03/2023								
	<u>I/ Au titre des loyers impayés</u>		3.685,58	0,00	0,00				
	II/ Au titre de l'indemnité de résiliation	7.223,67	8.668,40						
17/03/23	Intérêts de retard (non soumis à la TVA)	20,22	20,22						
	TOTAUX	10.334,87	12.374,20	0,00	0,00				
	TOTAL SOLDE DÛ	10.334,87	12.374,20	0,00	0,00				
	Dont TVA		2.039,33		0,00				

<sup>&</sup>quot;Certifié conforme à nos livres, sous réserve de bonne fin d'encaissement des moyens de paiement éventuellement en cours"